

# **VéLa** **rité**

**Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale**



## **Les tâches de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale**

---

**Russie, Palestine,  
Union européenne, Mexique**

**Migrations et impérialisme**

**Nouvelles formes d'exploitation  
et économie numérique**

**N° 99**

**Nouvelle série (n° 705) - Septembre 2018 - Prix : 4 euros - 6 FS**

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky  
(1929)

# VéLa Vérité

**Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale**

- **Sur les tâches de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections dans la situation mondiale** ..... p. 3
- **La Russie de Poutine un siècle après la révolution d’Octobre** ..... p. 7
- **1948-2018 : la résistance palestinienne et la perspective démocratique** ..... p. 13
  - Annexe 1 : Extraits de l’interview de Ziad M., réfugié palestinien résidant dans le camp de réfugiés de Rafah, dans la bande de Gaza ..... p. 17
  - Annexe 2 : Extraits de l’entretien avec Awad Abdelfattah, coordinateur de la campagne pour un Etat démocratique .... p. 18
- **La marche à la dislocation de l’Union européenne** ..... p. 21
- **MEXIQUE**  
**Un véritable triomphe du peuple travailleur et de la nation** ..... p. 29
  - Les gouvernements de Trump et Peña Nieto signent la renégociation du Traité de libre-échange ..... p. 34
- **La baisse tendancielle du taux de profit et les nouvelles formes d’exploitation dans l’économie numérique** ..... p. 37
- **DOSSIER – Migrations et impérialisme** ..... p. 47
  - L’émigration du Mexique et d’Amérique centrale vers les Etats-Unis ..... p. 57

# La Vérité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

## Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

# Sur les tâches de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections dans la situation mondiale

Le secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est réuni les 5 et 6 septembre. Il a pris la décision de convoquer pour décembre 2018 un conseil général réunissant l'ensemble des sections, afin de procéder à une discussion sur les tâches de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections dans la situation mondiale actuelle (sur ce point, se reporter à l'article de *La Vérité*, n° 98, « *Tournant de la situation mondiale* », pp. 3 à 8).

Marc Gauquelin, lors du rassemblement organisé par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale le 1<sup>er</sup> septembre pour les 80 ans de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, avait insisté sur les conditions de son combat passé et actuel.

**L**ORSQUE, dans les années 1938-39-40, Léon Trotsky combat pour rassembler et organiser les militants et les cadres ouvriers qui n'ont pas capitulé devant la social-démocratie et le stalinisme, il sait que la guerre approche, il est convaincu que la guerre qui vient se terminera par l'ouverture de gigantesques vagues révolutionnaires.

Il combat pour créer le cadre organisé au sein duquel l'avant-garde révolutionnaire pourra débattre et agir sur la base des principes du marxisme révolutionnaire et de la tradition bolchevique.

Il combat pour les armer de toute l'expérience généralisée des terribles défaites du prolétariat allemand, du prolétariat espagnol, il combat pour les armer d'un programme.

Trotsky sait — comme il l'écrit dans l'article qu'il publie le jour de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale — que *“la classe ouvrière, surtout en Europe, est encore en plein recul ou, pour mieux dire, en attente. Les défaites sont encore trop fraîches et leur série est loin d'être terminée. C'est dans ces conditions que se développe la IV<sup>e</sup> Internationale. Quoi d'étonnant à ce que sa croissance soit plus lente que nous le voudrions.”*

Il ajoute : *“Nous sommes loin de nous abuser nous-mêmes. La disproportion entre nos forces actuelles et nos tâches de demain nous apparaît beaucoup plus clairement qu'à nos critiques. Mais la dure et*

*tragique dialectique de notre époque travaille pour nous. Poussées au dernier degré de l'exaspération et de la révolte, les masses ne trouveront pas d'autre direction que celle que leur propose la IV<sup>e</sup> Internationale”* (1).

La vague révolutionnaire a déferlé sur le monde, et en particulier sur l'Europe...

Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale étaient trop faibles, trop inexpérimentées pour aider la classe ouvrière à se frayer la voie de la victoire, c'est-à-dire de la prise du pouvoir par le prolétariat expropriant le capital. La vague de soulèvements contre les Etats bourgeois ayant collaboré avec le nazisme a été endiguée, puis a reflué.

Il n'en demeure pas moins que l'impérialisme a dû, pour sauver son système de domination, concéder à la classe ouvrière des conquêtes sociales et politiques incompatibles à terme avec le système de la propriété privée des moyens de production.

Cet ensemble de conquêtes sociales et politiques de la classe ouvrière, qui organisent la classe comme classe distincte au sein de la société bourgeoise et antagonique à la société bourgeoise, se heurte de plein fouet aujourd'hui avec les exigences mortelles du capital financier.

---

(1) Léon Trotsky, « *Un grand succès : sur la conférence de la IV<sup>e</sup> Internationale (30 août 1938)* ». Ce texte figure en annexe du *Programme de transition* publié par la Selio en 2013 (collection Classiques du marxisme) pages 186 à 191 (Ndr).

Rien de ce qui a été arraché où que ce soit ne peut subsister. Le taux d'exploitation doit atteindre des niveaux jamais imaginés. La crise dans laquelle étouffe l'ensemble du système de la production du système capitaliste exige ces mesures.

Cet ensemble de conquêtes sociales et politiques se dresse comme la trace vivante d'un processus révolutionnaire qui a été empêché d'aller à son terme.

La crise de décomposition accélérée de l'impérialisme est telle que tout ce qui relève de près ou de loin des garanties collectives, des règles de solidarité propres aux conquêtes ouvrières, doit être détruit. Mais elle menace les sociétés d'une catastrophe.

L'accident de Gênes n'est qu'une image spectaculaire de ce que le sabotage des infrastructures, la privatisation en cours, le fait d'offrir au capital l'ensemble de ces éléments entraînent la société dans la barbarie (...).

Le combat pour la résistance et la reconquête contient, à l'état embryonnaire, l'esquisse d'une réorganisation totale de la société. C'est dans ce sens qu'il se trouve au cœur même de la méthode du *Programme de transition*, qui s'attache à faire le pont entre les revendications immédiates et le programme de la révolution conduisant à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Tout l'ordre politique sur lequel la domination de l'impérialisme a été reconstruite en Europe, en particulier à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, est aujourd'hui bouleversé. L'offensive du capital financier ébranle elle-même tous les gouvernements en place dans toute l'Europe simultanément, toutes les formes de domination de l'impérialisme dans chaque pays, et est aujourd'hui au cœur de la mobilisation des travailleurs pour s'en débarrasser.

C'est la terreur devant la vague qui rassemble ses forces qui conduit les représentants du capital financier à orchestrer de toutes pièces, à instrumentaliser la question des réfugiés, pour accuser la résistance des peuples d'Europe de "populisme". Ceux-là mêmes qui organisent ces vagues de migration, qui organisent la désertification, la destruction de pays et de continents entiers, et qui soutiennent les organisations mafieuses qui organisent ces déplacements... ceux-là mêmes qui organisent cette bataille accusent, au nom de la civilisation européenne, de "l'humanisme" d'un Macron, la résistance des peuples d'Europe de nationalisme, de xénophobie et de populisme. »

**C'est dans ce cadre que le secrétariat international a discuté et adopté une déclaration sur la question des réfugiés et des migrants en Europe, que nous publions ci-dessous.**

## Déclaration du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la question des réfugiés et des migrants en Europe

**Impossible de ne pas réagir aux images de ces « damnés de la terre » entassés sur le pont des bateaux qui venaient de les sauver de la noyade et, dans le même temps, de ne pas éprouver la plus vive colère devant la honteuse manipulation politique organisée de toutes pièces par tous les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne.**

Pas un jour ne se passe sans que ces centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, chassés de leurs terres par la guerre et le pillage des ressources naturelles de leur pays par les puissances impérialistes, livrés aux guerres prétendument ethniques et aux mains de mafias de trafiquants, ne soient présentés insidieusement par les médias officiels comme un facteur potentiel de déstabi-

lisation de tout le continent européen, semant le poison du racisme et de la xénophobie.

Et ce sont ces chefs d'Etat et de gouvernement qui, à l'instar du gouvernement français, ont engagé leurs armées en Afrique et au Moyen-Orient, provoquant des déplacements forcés de populations. Des chefs d'Etat qui, parallèlement, se sont attachés à détruire la législation du travail dans leurs pays pour y préparer « l'accueil » humanitaire d'une main-d'œuvre esclave... et qui osent accuser les peuples d'Europe de racisme et de xénophobie.

Ce sont ces mêmes chefs d'Etat et de gouvernement qui, au nom de cet « accueil humanitaire », somment les pays d'Afrique du Nord d'organiser des « plates-formes de débarquement », qui ne peuvent être que des « camps de regroupement ».

Au nom de l'élargissement de l'Union européenne et de ses « valeurs humanistes », ils se sont jetés dans les années 1990 comme des rapaces sur l'industrie et les infrastructures de la Pologne, de la Hongrie, de la République tchèque... pour les privatiser et les démanteler.

Ils ont jeté des centaines de millions d'ouvriers qualifiés au chômage, ils ont contraint la jeunesse de ces pays à l'émigration. Ils ont piétiné l'aspiration légitime des travailleurs de ces pays à gagner les droits et les standards de vie de leurs frères de l'Ouest après la chute du Mur de Berlin.

Et ce sont ces messieurs qui osent accuser les travailleurs et les peuples de l'Europe de l'Est de racisme et de xénophobie.

Pour garantir au capital financier le paiement de la dette des Etats, ils ont appliqué à la Grèce un programme d'austérité qui n'a pas d'équivalent en temps de paix. Ils ont soumis le Portugal et l'Espagne à de véritables « plans d'ajustement ». Aujourd'hui, ils menacent directement l'Italie. Et ce sont eux qui accusent les peuples grec, italien... de xénophobie.

Ce sont eux, et eux seuls, qui sont responsables de l'accession au pouvoir des Orban, Salvini et compagnie !

Ils font comme si la crise qui traverse l'Europe avait pour cause l'arrivée de quelques centaines de milliers de réfugiés. Dans un seul but : faire disparaître les véritables causes de la dislocation du continent européen.

Dix ans se sont écoulés depuis qu'a éclaté la crise financière de 2008, et Trichet, l'ancien président de la Banque centrale européenne, s'affole. Il vient de déclarer que la situation était devenue plus dangereuse qu'il y a dix ans.

Tous pressentent les signes d'un rejet grandissant par tous les peuples de la poli-

tique dictée par le capital financier sur tout le continent. Ils craignent par-dessus tout un soulèvement de ces peuples contre la politique meurtrière dictée par le capital financier et exécutée par les différents gouvernements se prétendant « contraints » de mettre en œuvre ces plans par les institutions de l'Union européenne.

**Ils cherchent à disloquer préventivement ce soulèvement. Ils cherchent à le disloquer avant qu'il ait pu prendre forme. Voilà la cause de la honteuse mise en scène à laquelle nous assistons sur le thème « Haro sur le populisme ! », et qui doit servir d'axe à la campagne des élections européennes.**

Il y aurait d'un côté les partisans d'un monde « ouvert » s'attachant à sauver les institutions de l'Union européenne instrument du capital financier, rassemblés derrière Macron-Merkel, et de l'autre le monde du « repli nationaliste et xénophobe ».

Cette fausse alternative a pour objectif de détourner la classe ouvrière et les peuples d'Europe du combat pour faire reculer et vaincre l'offensive en cours, diriger leurs coups contre les fondements du système d'exploitation capitaliste et donner un coup d'arrêt à la politique d'intervention militaire des grandes puissances impérialistes.

L'issue ne se situe ni dans l'accompagnement « humaniste » de la politique de déplacement de populations par l'impérialisme ni dans l'impasse du repli sur ses frontières.

L'industrie et l'agriculture des nations européennes sont menacées dans leur existence par le dépeçage dont elles sont l'objet par les monopoles dominant le marché mondial. L'industrie et l'agriculture européennes n'ont pas la taille requise pour affronter ces monopoles impérialistes.

Les forces productives étouffent dans le cadre étroit des Etats nationaux. Il ne peut y avoir de retour en arrière.

**L'aspiration des peuples à se ressaisir de leur souveraineté ne pourra se réaliser que dans le combat de la classe ouvrière pour arracher, à l'échelle de toute l'Europe, le pouvoir des mains du capital financier afin de réorganiser à l'échelle de tout le continent les transports, l'énergie, l'industrie et les infrastructures au service de tous les peuples et de tous les prolétaires quelle que soit leur origine.**

Jamais peut-être la formulation employée par Trotsky n'a revêtu une aussi brûlante actualité :

« Pour sauver la société — écrit-il —, il n'est nécessaire ni d'arrêter le développement de la technique, ni de fermer les usines, ni d'accorder des primes aux fermiers pour saboter l'agriculture, ni de transformer le

*tiers des travailleurs en mendiants, ni de faire appel à des fous comme dictateurs. Toutes ces mesures, contraires aux intérêts de la société, sont inutiles. Ce qui est indispensable et urgent, c'est de séparer les moyens de production de leurs propriétaires parasites actuels et d'organiser la société d'après un plan rationnel. Après quoi, il serait enfin possible de guérir réellement la société de ses maux. Tous ceux qui savent travailler trouveraient du travail. La longueur de la journée de travail diminuerait graduellement. Les besoins de tous les membres de la société trouveraient des possibilités de satisfaction de plus en plus grandes » (2).*

Il n'y a pas de combat véritable pour porter secours aux « réfugiés » — qui sont nos frères de classe — qui puisse être coupé du combat politique de la classe ouvrière pour renverser l'ordre en place, créer des emplois, construire des millions de logements, reconstruire les infrastructures déficientes de services publics abandonnés par le capital.

Seul le combat de la classe ouvrière et des peuples d'Europe pour construire sur les ruines de l'Etat bourgeois en crise les Etats-Unis socialistes d'Europe sera capable d'ouvrir une issue à la crise dans laquelle plonge le continent.

**Paris,  
le 6 septembre 2018**

Nous versons l'ensemble de ces éléments à la discussion. Ils sont au cœur de la méthode qui est celle de la IV<sup>e</sup> Internationale : discuter les faits et les caractéristiques de la situation mondiale, en rapport avec notre propre construction. Ce numéro de notre revue théorique et politique, par la diversité de son contenu, entend y contribuer.

Pour terminer — en ce mois du 80<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale —, donnons la parole à Pierre Lambert, qui concluait ainsi une préface au *Programme de transition* (3) :

« Les choses sont simples : partir de ce qui est, et pour comprendre ce qui est, partir du programme. La victoire de la révolution mondiale a tardé, les retards entraînent souffrances et échecs ; mais les échecs sur la route de la révolution, organisés de concert par les trahisons social-démocrate et stalinienne, font ressortir tout particulièrement la puissance du mouvement révolutionnaire des masses, la réceptivité des ouvriers, de la jeunesse, aux idées politiques, aux principes dégagés dans le *Programme de transition*. Personne ne saurait prévoir les étapes inévitables, les combinaisons imprévues par lesquelles se poursuivra la marche vers la révolution, mais le marxisme reste la seule méthode scientifique, parce que, en unifiant la théorie et la pratique, il fournit le seul moyen politique — donc d'organisation — pour hisser le combat de l'avant-garde à la hauteur des nécessités de l'histoire.

Pour conclure, au risque de nous répéter, nous disons : c'est sur le plan de la pratique organisée que les événements devront vérifier, ce n'est pas par des mots mais par la vie que les discussions et les divergences seront tranchées. Il est absolument inévitable que se développe la plus grande diversité d'opinions politiques, car la marche à la révolution mondiale embrassant des centaines de millions d'hommes, à travers tous les continents, amènera à la surface, partout, dans tous les pays, dans toutes les organisations, les scories produit de la décomposition du système de l'impérialisme et de la bureaucratie, et les éléments avancés à la recherche de solutions progressives. Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout. Fidèles au marxisme, au bolchevisme, aux principes du programme, nous ne nous laisserons pas détourner de notre voie.

Car l'impérialisme est condamné. Car les usurpateurs bureaucratiques sont condamnés. Car la crise révolutionnaire se poursuivra à travers échecs et avancées, elle s'étendra. Et c'est elle qui fournit les matériaux pour, à la lumière des principes du programme, élaborer les moyens de construire la IV<sup>e</sup> Internationale. Et c'est bien cela qu'on ne nous pardonne pas. »

**La rédaction de *La Vérité***

(2) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque* (collection Classiques du marxisme, Ed. Selio, 2009, page 34) (Ndlr).

(3) Pierre Lambert, « Préface à l'édition péruvienne du Programme de transition », *Programme de transition* (collection Classiques du marxisme, Ed. Selio, 2013, pages 22-23) (Ndlr).



# La Russie de Poutine un siècle après la révolution d'Octobre

**D**ANS une situation mondiale marquée par les plus grands bouleversements et la volonté du capital financier de voir mises en œuvre ses exigences, Vladimir Poutine, profitant de la Coupe du monde de football en Russie, a annoncé une « réforme » des retraites. Cette annonce a déjà provoqué la réaction et la mobilisation de travailleurs avec des syndicats. Jusqu'à présent, les manifestants opposés à Poutine rassemblaient des secteurs « démocratiques » de la société. Pour la première fois, de manière massive, s'exprime une réaction de classe face à Poutine. C'est là une indication sur la nouvelle étape qui s'ouvre en Russie. Lors de sa réélection pour son quatrième mandat, la presse l'a présenté comme un nouveau tsar de toutes les Russies, un pouvoir fort, autoritaire, expansionniste et même impérialiste du fait de la Crimée et de son intervention en Syrie. La réalité est cependant différente.

---

## DE BUREAUCRATES À NOMENKLATURISTES

---

Bien évidemment, le régime de Poutine est autoritaire, policier et répressif. Et ce d'autant plus qu'il ne doit laisser aucun interstice, aucune faille à la possible mobilisation de masse, parce que, en réalité, ce régime est fragile. C'est un régime sans base sociale et nationale réelle. Il est le produit singulier de l'histoire, celle de l'effondrement de l'URSS (dont la bureaucratie stalinienne porte l'entière responsabilité), qui a entraîné l'explosion de la bureaucratie du Kremlin sur des bases « nationales ». Avec la disparition de l'URSS, les bureaucrates staliniens se sont présentés comme les nouveaux hérauts de la transition vers le capitalisme. Heydar Aliiev, membre du bureau politique du Parti communiste de l'Union soviétique

(PCUS), est devenu le président de l'Azerbaïdjan « indépendant » (depuis sa mort, c'est son fils Ilham qui lui a succédé à la présidence de la République !). Islam Karimov, qui était le premier secrétaire du Parti communiste d'Ouzbékistan, est devenu le président de cette république. Edouard Chevardnadze, dernier ministre des Affaires étrangères de l'URSS, est devenu président de la Géorgie. Boris Eltsine, membre du bureau politique du PCUS, est devenu président de la Russie, etc.

Ils sont tous issus de la bureaucratie stalinienne, dont Léon Trotsky analysait ainsi l'action :

« Le détournement des fonds et le vol des principales richesses par la bureaucratie ne constituent pas un système d'exploitation (...). C'est précisément l'absence de rapports de classes cristallisés et l'impossibilité de l'érection de ceux-ci sur le fondement social de la révolution d'Octobre qui donnent aux réalisations de la machine d'Etat un caractère si convulsif. Pour que la bureaucratie puisse poursuivre son vol systématique, ses appareils sont obligés de recourir à des actes systématiques de banditisme » (1).

Avec la disparition de l'Etat soviétique basé sur la propriété d'Etat, ces nomenklaturistes vont pousser à leur paroxysme les traits de banditisme de la bureaucratie, mais dans d'autres rapports. En effet, la bureaucratie, en raison du monopole du pouvoir politique qu'elle avait et du contrôle de l'Etat, pillait la propriété d'Etat, mais sans pouvoir s'en emparer et en faire sa propriété privée. La liquidation de l'Etat soviétique lui permet d'avancer directement dans la liquidation de cette propriété d'Etat. Mais, du fait de sa nature et de son origine, elle ne peut le faire que dans la privatisation, le pillage, le bradage aux trusts internationaux et à l'impérialisme, dont elle s'avère être le subsidiaire

---

(1) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 21, « Philosophie bonapartiste de l'Etat », 1<sup>er</sup> mai 1939, éd. ILT, page 150.

et le valet : c'est la seule voie possible pour liquider la propriété d'Etat. Cette politique va développer dans des proportions inimaginables la « mafiosisation » du pays, mais également celle de toute l'économie mondiale, qui va voir affluer sur les marchés internationaux des centaines de milliards de dollars que ces nomenklaturistes mafieux ont volés en Russie. Contrairement à ce qui a été dit à l'époque, la chute de l'URSS n'a pas renforcé le système capitaliste mondial, au contraire. Elle a certes été un coup porté à la classe ouvrière mondiale, mais, dans le même temps et contradictoirement, un élément qui a aiguïté toute la crise du système capitaliste, lequel ne pouvait absorber l'économie russe dans une économie mondiale en crise.

---

## DE ELTSINE À POUTINE

---

La Russie, sous Eltsine, est un pays en voie de liquidation. Les privatisations-pillages saignent le pays. L'inflation ruine la population. Les groupes mafieux regroupés autour d'Eltsine se sont installés au cœur de l'Etat et leur attitude en sape les bases, livrant le pays aux trusts impérialistes.

Cette situation provoque un rejet et une montée de la colère dans la population de Russie, ce qui angoisse des fractions de l'oligarchie, qui craignent une explosion. De plus, de nombreux secteurs de celle-ci voient avec effroi fondre comme neige au soleil les structures économiques dont ils tirent leurs privilèges, leurs pillages et leurs vols. Mais ce bateau ivre qu'est devenue la Russie provoque également une profonde inquiétude dans les cercles dirigeants de l'impérialisme. Le Fonds monétaire international (FMI) injecte des milliards dans l'économie russe — sans qu'il n'ait aucune garantie d'être remboursé — afin d'éviter l'explosion. La situation en Russie menace l'ordre mondial.

C'est dans ces conditions qu'une fraction de l'oligarchie, avec le soutien des puissances occidentales, a mis Poutine à la tête de l'Etat. Elle a pris le contrôle de l'Etat, l'a recentralisé, a réintégré dans le secteur public ou nationalisé les entreprises qui avaient été privatisées. Aujourd'hui, près de 70 % des secteurs industriels sont sous le contrôle de l'Etat.

Une oligarchie dépendant de l'appareil d'Etat colonise ces entreprises publiques dont elle tire ses richesses, s'appuyant pour la défense de ses privilèges sur les organes de répression et sur l'appareil militaire. Cette oligarchie mafieuse est constituée de milliardaires enrichis grâce à des actes de brigandage, mais qui dépendent tous de l'appareil d'Etat dont Vladimir Poutine est à la tête.

Après la misère des années 1990, Poutine a dû, par crainte d'une explosion sociale, lâcher un certain nombre de choses à la population laborieuse en améliorant les revenus de celle-ci. Dans le même temps, il a renforcé considérablement le caractère autoritaire et policier du régime contre les libertés démocratiques mais également syndicales, mettant en avant les « syndicats officiels » et réprimant férocement les syndicats indépendants et les grèves spontanées qui se produisaient.

---

## NATURE DE CLASSE DE LA RUSSIE

---

La Russie, après l'explosion de l'Etat soviétique et les destructions économiques et sociales, n'est plus un Etat ouvrier, même dégénéré. Même si 70 % de l'industrie est nationalisée, c'est un Etat régi par les lois du capital, mais dans des conditions particulières qui sont celles de la crise de la domination impérialiste mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle. La nomenklatura au pouvoir n'est pas non plus la bureaucratie stalinienne qui dominait l'URSS à travers son contrôle de l'Etat basé sur la propriété d'Etat. La disparition de celle-ci a ouvert une nouvelle étape. La nomenklatura au pouvoir n'est pas non plus une nouvelle classe capitaliste au sens où le marxisme analyse les classes sociales, c'est-à-dire une nouvelle bourgeoisie qui s'appuierait sur des rapports sociaux capitalistes et par le développement des forces productives comme l'a fait la bourgeoisie naissante aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

C'est en ce sens qu'elle se distingue d'une classe capitaliste « classique » des pays d'Europe, qui détient les moyens de production et dirige l'économie à son profit, et où l'Etat qui est l'Etat de la classe dominante a pour mission d'assurer cette domination. Dans le cas de la Russie, c'est une oligarchie, qui, parce qu'elle dirige

l'Etat, s'enrichit sur la base du pillage et du vol de l'économie nationale, dépendant du marché mondial notamment avec ses exportations de gaz.

Par bien des aspects (notamment la structure des importations-exportations, qui voient la Russie exporter des matières premières et de l'énergie, et importer des produits manufacturés), elle ressemble à une bourgeoisie « compradore » d'un pays dominé par l'impérialisme (ce qu'elle n'est pas, car la Russie n'est pas un pays dominé par l'impérialisme). Par d'autres traits, elle ressemble à une bourgeoisie impérialiste (conquête de la Crimée, intervention en Syrie), ce qu'elle n'est pas non plus.

A l'époque de l'agonie du capitalisme, c'est-à-dire l'impérialisme — et ce d'autant plus que celui-ci est dans une crise mondiale —, il n'y a aucune place ni aucune possibilité que se développe comme produit d'une accumulation capitaliste une nouvelle classe bourgeoise, dans une situation marquée par l'agonie du capital qui signifie que les forces productives ont cessé de croître.

Au contraire, la liquidation de l'URSS a signifié une destruction massive des forces productives qu'avait permis de développer l'expropriation du capital en 1917. La chute de l'Etat ouvrier, la remise en cause de la propriété d'Etat, la disparition de la planification a ouvert la Russie à la domination des règles de l'économie capitaliste. Mais dans une situation d'agonie du système capitaliste, de crises récurrentes, de contradictions, de lutte à mort entre les trusts, il était impossible à l'époque de l'impérialisme que la restauration capitaliste en URSS se fasse sous la forme de l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie, d'une classe capitaliste.

La Russie est donc le produit original de la distorsion de la situation mondiale ouverte par la chute de l'URSS et la crise continue de la décomposition de l'impérialisme. Pour une véritable restauration capitaliste en Russie, à notre époque celle de l'impérialisme, il aurait fallu que l'impérialisme — c'est-à-dire l'impérialisme le plus puissant, les Etats-Unis — aille jusqu'au bout de la contre-révolution en prenant directement le contrôle de la Russie et la colonise. Ce qu'il était incapable de faire.

La situation mondiale est marquée par une profonde décomposition. Dans une

situation de crise, la course au profit du capital sape les bases de toutes les économies nationales, remet en cause les prérogatives des Etats, et même des bourgeoisies. Les trusts se livrent à une bataille mondiale pour la conquête de parts de marché, provoquant des guerres si besoin est. L'offensive du capital financier, notamment américain, ne peut accepter qu'un quelconque frein soit mis à son expansion mondiale. C'est pourquoi les bourgeoisies européennes voient leurs prérogatives remises en cause, la Chine et la Russie également.

---

## DÉPENDANCE AU MARCHÉ MONDIAL

---

Cette oligarchie est totalement dépendante du marché mondial dominé par les Etats-Unis. La pression continue de ce marché mondial a des conséquences directes en Russie. Depuis 2012, le revenu moyen des Russes a reculé de 12 % et le taux de pauvreté officiel est de 14 % de la population. En revanche, 10 % des Russes possèdent 77 % des richesses du pays. C'est cela la véritable nature sociale de cette oligarchie. Et l'une des bases de cette oligarchie qui s'exprime dans la politique internationale de Poutine (intervention en Syrie, par exemple), c'est l'économie d'armement. En 2016, la Russie a consacré à sa défense près de 60 milliards d'euros, soit 6 % de plus qu'en 2015.

La pression qu'exercent directement les Etats-Unis à travers la course aux armements pèse très lourdement sur la Russie. Entre 2010 et 2016, le budget militaire russe est passé de 40 à 60 milliards, ce qui équivalait à 6 % de son produit intérieur brut (pour comparaison, le budget militaire des principaux pays européens est de moins de 2 %). Avec pour conséquence des coupes dans les budgets de l'éducation et de la santé, qui ne représentent chacun que 3,5 % de ce même PIB. La situation de la santé est particulièrement dramatique du fait de la remise en cause de la gratuité qui existait en URSS. Et il faut souligner que des zones entières de la Russie, la Sibérie par exemple, sont désertifiées et misérables.

Cette dépendance à l'égard du système capitaliste, dont il est partie prenante, s'exprime dans la politique de défense de l'ordre mondial de Poutine contre la révo-

lution. Celui-ci doit prendre sa part dans la défense de l'ordre mondial en préservant bien évidemment la défense de ses propres intérêts. « L'arrivée » de Poutine sur la scène mondiale est directement reliée à la crise de domination politique de l'impérialisme américain. La chute de l'URSS non seulement n'a pas amélioré le système capitaliste mondial, mais elle a détruit son principal défenseur : la bureaucratie du Kremlin et son appareil international.

---

## LA DÉFENSE DE SES INTÉRÊTS

---

Avec la première guerre du Golfe en 1991, et par la suite, l'impérialisme a dû prendre en charge la totalité des tâches de la contre-révolution à l'échelle mondiale. Il a dû concentrer, du fait de la disparition de la bureaucratie stalinienne, toutes les contradictions de la défense de l'ordre impérialiste mondial. Et dans le même temps, il a dû concentrer toutes les contradictions de l'économie capitaliste mondiale. Mais l'impérialisme n'a pas pu faire face, il n'était pas à même de réaliser l'ensemble de ses tâches. Une situation de crise s'est ouverte dans la classe dominante américaine : alors que le capital américain avait besoin d'un pouvoir fort pour conquérir la planète, il avait un pouvoir faible en crise. C'est dans ces conditions de recul du gouvernement Obama que la Russie est intervenue notamment en Syrie, profitant des interstices ouverts par la crise américaine. L'Iran et la Turquie en ont fait de même.

Cela ne fait pas de ces différents États des États impérialistes. C'est le cas de l'Iran, pays dépendant de l'impérialisme mondial et qui, depuis la révolution de 1979, cherche à se préserver comme puissance régionale dans l'objectif d'un accord avec ce même impérialisme. L'accord sur le nucléaire récemment dénoncé par Trump en constituait un premier pas. Tout cela s'inscrivait dans la défense de l'ordre mondial, chacun ayant sa partition propre pour la défense de ses propres intérêts.

Poutine ne représente pas un nouvel impérialisme qui s'opposerait à l'impérialisme américain. Il est entièrement dévoué à la lutte pour la défense de l'ordre impérialiste, mais il cherche à préserver ses intérêts et peut donc se heurter à l'impérialisme américain. La guerre en Ukraine, la conquête de la Crimée prennent certes une

forme expansionniste que certains qualifient d'impérialiste, mais elles correspondent surtout à l'affirmation régionale de la Russie en tant que puissance, à la défense des intérêts de l'oligarchie, et une base pour « négocier » avec l'impérialisme américain.

Sous le slogan « *America First* », depuis son accession au pouvoir, Trump a cherché à réajuster la politique américaine afin de rétablir sa prédominance à l'échelle mondiale. Il a bouleversé et remis en cause nombre d'accords signés par les États-Unis. Comme le note le quotidien français *Le Monde*, ces actions de Trump « *s'inscrivent dans une remise en cause systématique des piliers de l'ordre mondial mis en place par Washington après la Seconde Guerre mondiale* » (17 juillet) et provoquent par là d'intenses contradictions mondiales dont nul ne sait sur quoi elles peuvent déboucher.

Cette brutalité de Trump à l'égard de tous ses alliés, et notamment européens, modifie les relations mondiales. La rencontre de Trump et de Poutine en juillet à Helsinki a marqué la volonté de ce dernier de tenter de passer un accord avec Trump pour un monde « multilatéraliste ». Poutine ne cesse de dénoncer l'unilatéralisme américain et réclame sa part dans cette politique mondiale. Il cherche par là à desserrer l'étau autour de la Russie, dû notamment aux pressions exercées par les États-Unis et les États de l'Union européenne qui distordent toutes les relations économiques en Russie même. Dans cette voie, il a une petite marge, provisoire en tous les cas : car Trump, concentré dans son combat contre l'Union européenne qu'il vient de dénoncer « *comme un de nos pires ennemis* » et à coups de guerre commerciale, peut utiliser le régime de Poutine dans cette situation contre l'Union européenne et ses alliés européens.

---

## LES EXIGENCES DU CAPITAL FINANCIER

---

Mais cela n'exonère pas la Russie des exigences du capital financier dont il dépend. Pour maintenir la Russie en place après les années Eltsine, Poutine a dû maintenir un statu quo notamment avec la classe ouvrière, en s'appuyant sur les ressources du gaz et du pétrole.

Les experts du capital financier feignent de s'inquiéter de la dépendance de l'économie russe à l'égard de ces ressources. Tous considèrent qu'il faudrait « réformer » l'économie russe. Avant même la réélection de Poutine, ils avaient indiqué les mesures que celui-ci devrait prendre : la réforme des retraites, présentée comme une priorité clé, mais aussi l'ouverture aux investissements étrangers :

« La Russie doit attirer davantage d'investissements étrangers, elle doit créer un environnement concurrentiel favorable (rouble faible, baisse des taxes pour l'industrie et incitation à l'investissement) et réduire la bureaucratie » (extrait du rapport de l'Institut Macro Advisory).

Et le Kremlin avait annoncé avoir chargé le Premier ministre et la présidence de la Banque centrale russe d'élaborer avant la fin de l'été un plan d'action pour renforcer les investissements dans l'économie.

L'autre exigence, c'est bien évidemment celle de la productivité du travail, dirigée contre les travailleurs. Un expert écrit : « *L'économie est très inefficace. C'est dû à l'héritage du système soviétique.* » Il s'agirait en effet, avec la réforme du droit du travail et avec celle des retraites, de faire sauter ce qui demeure des normes et réglementations issues de l'ex-Union soviétique.

C'est dans ces conditions que Poutine a annoncé la « réforme » des retraites. Depuis près de 90 ans, l'âge de départ à la retraite est demeuré à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes. Il devrait passer respectivement à 65 et 63 ans.

Comme l'expliquait dans une interview à *Informations ouvrières* Anton Poustovoy, militant du Parti révolutionnaire de Russie :

« Il y a déjà eu des attaques contre les retraites : elles sont peu ou pas augmentées, elles ne sont pas régulièrement payées. Mais j'insiste, le système lui-même avait toujours été préservé : il restait soviétique. Le gouvernement veut là s'attaquer aux fondements de notre système de retraites » (28 juin).

L'argument, comme partout ailleurs, c'est le déficit de la caisse de retraites. Ce « déficit » correspond aux centaines de milliards que le gouvernement a versés aux oligarques pour « compenser » les conséquences des sanctions économiques de l'Union européenne et des États-Unis.

Par ailleurs, comme dans de nombreux autres pays, des centaines de milliards d'euros sous la forme de cadeaux fiscaux ont été de fait versés aux patrons. Du fait des conditions de vie et de santé en Russie, l'espérance de vie a baissé drastiquement : elle est officiellement de l'ordre de 65 ans et, pour un tiers de la population, elle est de 60 ans. A juste titre, des militants russes parlent de la réforme des retraites de Poutine comme celle de la « *retraite des morts* ».

---

## UNE NOUVELLE ÉTAPE S'OUVRE

---

Dès avant la réélection de Poutine, l'AFP indiquait :

« Toucher à cet acquis social de l'époque soviétique pourrait s'avérer impopulaire dans un pays où les nombreux retraités ont souvent du mal à subvenir à leurs besoins avec leurs maigres pensions » (19 mars).

Et, de fait, certaines organisations syndicales ont lancé une pétition qui a déjà recueilli près de trois millions de signatures. Des manifestations ont eu lieu courant juillet pour s'opposer à la réforme des retraites. Ces mobilisations marquent donc une nouvelle étape dans la situation en Russie. Cette fois-ci, ce ne sont pas les populations des grandes villes et la petite bourgeoisie qui se mobilisent, ce sont les secteurs « d'en bas » de la société russe qui sortent dans la rue avec leurs organisations syndicales. Il s'agit donc là, pour Poutine et son oligarchie, du premier choc brutal et frontal avec la classe ouvrière russe, ce qu'il avait jusqu'à présent cherché à éviter.

Jusque-là, Poutine, jouant entre intégration des sommets syndicaux et répression des syndicats indépendants de base, avait réussi à neutraliser partiellement la classe ouvrière. Il y avait certes un grand nombre de conflits locaux, mais qui ne se centralisaient pas sur le gouvernement. Or la question des retraites est une question nationale. Y compris des confédérations syndicales qui soutenaient Poutine sont obligées de prendre position contre cette réforme.

Il faut en effet comprendre que la situation du mouvement syndical n'est pas simple en Russie. Différentes confédérations syndicales existent, issues pour certaines de la confédération « syndicale »

officielle de l'ex-URSS, d'autres nées de syndicats indépendants, mais toutes s'inscrivent jusqu'alors dans le cadre fixé par le pouvoir.

Il faut dire que, dans cette voie, Poutine bénéficie d'un allié précieux : le Parti communiste de Ziouganov, qui rassemble beaucoup de retraités, mais qui a une certaine influence dans certains secteurs de la classe ouvrière et du mouvement syndical. Ce parti, qui combine des traits stalinien avec des traits fascisto-nationalistes exaltant la grande Russie, qui dénonce les étrangers et notamment les Caucasiens, est l'opposition idéale pour Poutine contre ce qui constitue les acquis de la révolution d'Octobre. Car l'exaltation de Staline ou de l'héritage de l'URSS apparaît pour nombre de Russes comme un repoussoir. Et ce Parti communiste n'a de communiste que le nom. Derrière un langage faussement lutte de classe, il couvre la politique de Poutine au nom de la résistance à l'impérialisme américain et divise les tra-

vailleurs selon leurs nationalités. Au nom de la lutte contre « l'impérialisme américain », il apporte un « soutien critique » à Poutine, qui lui-même ne cesse de marteler que tout opposant est un agent de l'étranger.

Dans le mouvement qui s'annonce au-delà de celui qui s'oppose à la réforme des retraites, ce qui est en cause, c'est précisément la réappropriation de l'héritage d'Octobre. Les militants révolutionnaires qui agissent en Russie devront trouver dans les bouleversements qui s'ouvrent les voies et les moyens d'arracher tout à la fois des secteurs de la classe ouvrière à l'influence du Parti communiste de Ziouganov et des jeunes à l'influence de l'opposant libéral pro-impérialiste Alexeï Navalny, afin de s'implanter dans la classe ouvrière et bâtir ce parti dans la continuité de Lénine et de Trotsky.

**Lucien Gauthier,  
20 juillet 2018**

**Depuis que cet article a été rédigé, les mobilisations n'ont cessé de se développer dans toute la Russie. De manière très inhabituelle, Poutine a fait une déclaration télévisée annonçant quelques reculs dans la réforme des retraites, tout en la maintenant.**

**Les sondages sont explicites, la cote de popularité de Poutine a chuté de 80 à 60 % d'opinions favorables. Mais surtout, les déclarations conciliantes de Poutine n'ont pas entamé la mobilisation, puisque, huit jours après son discours, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs ont manifesté pour exiger l'abandon de la réforme des retraites.**

# 1948–2018 :

## la résistance palestinienne et la perspective démocratique

L'Etat israélien a été fondé il y a 70 ans, le 14 mai 1948, à la suite du vote de la partition de la Palestine par l'Assemblée générale de l'ONU le 29 novembre 1947. Force est de constater que, 70 ans après, les événements de 1948 restent comme une plaie ouverte pour le peuple palestinien et continuent d'être au centre de l'actualité internationale. Depuis 70 ans, l'Etat israélien — qui justifie son existence en se qualifiant frauduleusement d'« Etat juif » et de terre d'accueil pour les juifs du monde entier — doit son maintien à la répression féroce contre le peuple palestinien et à une politique de surarmement financée par la puissance américaine, dont les intérêts particuliers, économiques et financiers, convergent avec ceux des dirigeants israéliens.

Depuis 70 ans, malgré les trahisons des dirigeants arabes, malgré la trahison d'Oslo, malgré les défaites, l'enfermement, la division géographique, le peuple palestinien ne renonce pas à ses droits. Cet article s'attachera notamment à montrer que le récent vote par la Knesset (le Parlement israélien) de la loi sur « *l'Etat-nation du peuple juif* » à l'instigation du Premier ministre Netanyhaou s'inscrit dans la continuité de ce qu'est le sionisme, c'est-à-dire la négation pure et simple du droit à l'existence du peuple palestinien sur la terre de Palestine.

Netanyhaou, plus que tous ses prédécesseurs, place au centre de ses arguments l'antisémitisme croissant et les menaces d'un nouvel holocauste, faisant de la peur et de la haine un des éléments essentiels de coagulation autour de sa politique. Le vote de cette loi, qui ne fait que tendre à l'extrême une situation déjà très détériorée, s'inscrit dans un contexte nouveau, marqué par le tournant de la politique américaine au Moyen-Orient impulsé par Donald Trump et par la recherche de nouvelles formes de résistance par le peuple palestinien, dont la Grande Marche du retour organisée depuis fin mars 2018 dans la bande de Gaza est une expression majeure.

**L**A situation du peuple palestinien et la politique de l'Etat israélien demeurent au centre de l'actualité internationale. Les grandes puissances et les médias aux ordres continuent de parler de « processus de paix », expression que nous mettons entre guillemets parce qu'elle accompagne depuis vingt-cinq ans l'absence totale de paix, mais surtout un processus, réel celui-là, de dépossession à tous les niveaux du peuple palestinien.

On pourrait résumer vingt-cinq années de plans et de négociations de la manière suivante : à chaque négociation pour aboutir à une « solution partagée », selon

la formule convenue, l'Etat israélien a poursuivi avec détermination sa colonisation de la Cisjordanie en construisant de nouvelles implantations, en éradiquant toujours plus de Palestiniens. La puissance américaine n'a cessé d'augmenter son aide financière à l'industrie militaire israélienne. Les Palestiniens sont accusés de rompre les accords et de déclencher les premiers hostilités, et l'Etat d'Israël met en avant son « droit de se défendre », « droit » dont la reconnaissance par les gouvernements du monde entier est un des plus puissants dogmes de l'histoire contemporaine.

On ne saurait évoquer les agressions permanentes de l'Etat sioniste à l'encontre

du peuple palestinien sans parler de la collaboration active de la couche dirigeante corrompue de l'Autorité palestinienne (AP), fondée il y a vingt-cinq ans par les accords d'Oslo et qui ne tient plus en place que grâce à son appareil sécuritaire.

---

## CONTINUITÉ ET PERMANENCE DE LA NAKBA

---

L'histoire de la dépossession du peuple palestinien n'a pas commencé il y a vingt-cinq ans, ni même il y a cinquante ans après la guerre des Six-Jours et la conquête de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et plus tard du plateau du Golan syrien.

Avant même la fin de la Première Guerre mondiale, une décision coloniale britannique, la déclaration Balfour (2 novembre 1917) accorde la constitution d'un « foyer national juif » en Palestine. Entre 1920 et 1948, les grands propriétaires terriens arabes et les émirs, chefs des dynasties tribales en Irak, en Palestine, en Transjordanie et en Egypte, renforcent leurs positions en collaborant activement avec les impérialismes britannique et français qui occupent leurs territoires, s'enrichissent en vendant au mouvement sioniste des terres en Palestine.

Dès la fin de l'année 1947 s'engage pour les sionistes une course contre la montre. L'armée sioniste, composée de groupes d'action s'inspirant pour certains ouvertement du fascisme (Stern, Haganah, Ir-goun...) qui commettent des attentats et exécutent leurs opposants, est constituée de 70 000 soldats, équipés et armés notamment par la Tchécoslovaquie ou la Bulgarie sur ordre de Staline, avec l'aide localement du Parti communiste palestinien.

Les armées arabes envoyées en Palestine, non pas pour défendre les Palestiniens, mais pour tenter de conquérir des territoires, ne sont pas de taille sur le terrain. Les armées arabes, vues comme des sauveurs par les masses palestiniennes effrayées par les massacres, n'essaient pas sérieusement d'attaquer les positions sionistes.

A plusieurs reprises, on note des accords partiels de cessez-le-feu entre militaires arabes et juifs. Ainsi, l'armée irakienne, forte de 15 000 hommes, s'arrête à Jénine (Cisjordanie) le 2 juin 1948, avant d'être rappelée en Irak afin d'y écraser le mouvement populaire naissant.

La partition de la Palestine, censée se conclure par la création d'un Etat arabe et d'un Etat « juif », correspond surtout à l'expulsion massive d'environ deux tiers de la population palestinienne, soit environ 800 000 personnes. Elle correspond également à une opération de pillage à très grande échelle des propriétés et terres agricoles palestiniennes. Dès cette époque, les Palestiniens donnent le nom de Nakba (mot arabe qui veut dire catastrophe) à leur éradication.

L'historiographie israélienne, depuis trente ans, a produit un nombre important d'ouvrages qui démontrent, jusque dans les moindres détails, la réalité de la Nakba (insistons sur ce point : les historiens sionistes comme Benny Morris n'ont jamais eu de difficulté à montrer la réalité des exactions de la Nakba. Ils les justifient. Force est de constater qu'ils le font sans l'hypocrisie et l'art du camouflé qui caractérise les partisans du sionisme dans les « démocraties » occidentales). Pourtant, parler de la Nakba dans l'Etat israélien comme dans les médias occidentaux provoque souvent des réactions violentes...

La Nakba, acte fondateur de l'Etat hébreu, représente un démantèlement profond du peuple palestinien déjà affaibli par plus de trente ans de répression coloniale britannique — avec l'aide des groupes paramilitaires sionistes. Des familles entières sont séparées, une grande masse de la population est réduite à la misère et à la mendicité de fait dans les camps de réfugiés.

Dans les camps comme à l'intérieur de l'Etat israélien, les Palestiniens sont alors dépossédés de tout moyen de contrôle de leur existence. Le peuple palestinien forge progressivement sa conscience nationale autour de la revendication du retour, de la reconstruction des villages détruits, de la reconstitution des familles, de la fin de la partition de la Palestine.

C'est avec l'objectif de mettre en œuvre ces revendications que sont créés le Fatah en 1959, puis l'OLP en 1964 (1). Le programme historique de l'OLP sera fondé

---

(1) Ce n'est qu'à partir de 1974 que l'OLP dirigée par Yasser Arafat s'engage sur le terrain de la reconnaissance de l'Etat d'Israël, qui aboutira en septembre 1993 à la signature des accords d'Oslo fondant l'Autorité palestinienne.



sur la reconnaissance des droits égaux et la réunification de la Palestine dans un seul et même Etat démocratique.

---

## LE "RÉALISME" DE LA SOLUTION À DEUX ÉTATS

---

Force est de constater que depuis soixante-dix ans, et plus précisément depuis le lancement du « processus de paix », la perspective des « deux Etats pour deux peuples » défendue unanimement par les grandes puissances et tous les bien-pensants se heurte à une impasse. Selon les critères israéliens, il a toujours été question que toute « négociation » commence par une reconnaissance palestinienne du « caractère juif » de l'Etat hébreu et par un renoncement au droit au retour. Devant les médias, les dirigeants israéliens se sont toujours déclarés prêt à faire des concessions douloureuses, tout en poursuivant la colonisation de la Cisjordanie. Devant les médias, les dirigeants israéliens ont toujours accusé les négociateurs palestiniens de rompre les pourparlers, de ne pas accepter le moindre sacrifice, tout en dirigeant contre eux leur arsenal militaire surpuissant.

La solution des deux Etats n'a jamais été mise en œuvre parce qu'elle est contraire à l'objectif du sionisme de la conquête de la Palestine sans les Palestiniens et parce que les sionistes dominent militairement la situation sur le terrain. Ronger progressivement la Palestine, gagner du temps, établir des faits irréversibles sur le terrain tout en prétendant négocier est une politique dans laquelle excelle Netanyhaou, mais qui est commune à la totalité de ses prédécesseurs.

Des questions souvent sans réponse : si deux Etats, l'un juif, l'autre palestinien, devaient voir le jour, qu'advierait-il des Palestiniens de l'intérieur (désignés comme citoyens arabes israéliens) ? Si ces deux Etats doivent être démocratiques, fondés sur l'égalité des droits de leurs citoyens, pourquoi cette même égalité ne pourrait-elle pas s'exercer dans un seul et même Etat ?

Pourquoi l'Etat palestinien devrait-il être morcelé, discontinu, et ressembler à un archipel encerclé de barbelés et de miradors ? Pourquoi les réfugiés ne pourraient-ils pas rentrer chez eux ? Pourquoi ?

Parce que le sionisme est un mouvement colonial et raciste.

L'orientation des deux Etats vise en outre à remplacer le terrain de la lutte des classes par une lutte des peuples, des ethnies, voire une nouvelle guerre de religion bien commode pour permettre aux puissants de défendre leurs propres intérêts. Elle tend à fixer dans le marbre qu'un juif est nécessairement pro-israélien, et donc sioniste, et que tout opposant à cette perspective est nécessairement antisémite. L'amalgame crapuleux entre antisionisme et antisémitisme, élément majeur de la politique étrangère israélienne, est régulièrement dénoncé par des auteurs, associations, militants qui se réclament du judaïsme. Qu'à cela ne tienne.

---

## LA PERSPECTIVE DÉMOCRATIQUE

---

Aujourd'hui, l'effritement progressif du piège de la « solution » des deux Etats laisse la place à une tout autre perspective. Les dirigeants de l'Etat israélien sont fébriles. Les sionistes contrôlent la totalité du territoire de la Palestine historique, dans lequel on compte autant de Palestiniens que d'Israéliens (environ 13 millions d'habitants en totalité). Une nouvelle Nakba est-elle envisageable ? Beaucoup en rêvent, mais très peu considèrent réaliste une telle opération. L'Etat israélien, dont l'armée s'est spécialisée dans le contrôle et la répression des populations civiles, traverse une crise politique majeure. L'image d'Israël dans le monde, malgré des médias serviles, ne cesse de s'effriter. De plus en plus de jeunes refusent d'accomplir leur service militaire dans les territoires occupés de 1967, les exactions commises contre les Palestiniens, le rouleau compresseur colonial n'arrêtent pas la résistance du peuple palestinien dans son ensemble.

La résistance palestinienne est le fait majeur de la situation. Depuis mars 2018, des comités populaires se sont constitués dans la bande de Gaza à la recherche d'une nouvelle forme de résistance. Ces comités ont organisé semaine après semaine sans interruption, malgré la barbarie des représailles israéliennes, la Grande Marche pour le retour. Cette grande marche a été soutenue et accompagnée par des militants et des associations palestiniennes de l'intérieur, marquant ainsi l'unité du

peuple palestinien (*voir les annexes*). Face à l'encamisolement des Palestiniens de Cisjordanie, face à l'enfermement des Palestiniens de Gaza, devant les menaces d'asphyxie des Palestiniens vivant dans les camps de réfugiés dans les pays arabes, les Palestiniens de 1948 représentent l'élément essentiel de la résistance palestinienne au sionisme. C'est aussi dans ce cadre général qu'il faut intégrer l'affirmation par la loi de l'existence d'un « *Etat-nation du peuple juif* », qui, par voie de conséquence immédiate, fait voler en éclats ce qui restait de vernis démocratique posé sur l'Etat israélien. Si des individus se réclamant du judaïsme s'indignent de se voir ainsi, contre leur gré, amalgamés à l'Etat israélien, le problème majeur pour la minorité de dirigeants sionistes opposés à la nouvelle loi est essentiellement une question d'image. On entend du coup des voix réclamer le retour à la situation précédente, qualifiant celle-ci de démocratique ! Mais d'ores et déjà, comme à l'accoutumée, les quelques critiques officielles se sont vites dissipées. Dans le même temps, de plus en plus d'informations sont diffusées sur le contenu du dernier « plan de paix », qualifié « *d'accord du siècle* », porté par Jared Kushner, gendre et porte-parole de Donald Trump au Moyen-Orient.

Après avoir reconnu Jérusalem dans son ensemble comme capitale de l'Etat d'Israël, Trump met en œuvre méthodiquement les mesures demandées par son allié Netanyaou. Parmi ces éléments figurent comme une injonction faite au peuple palestinien la suppression du droit au retour, la liquidation de l'UNRWA (2), la reconnaissance de la vallée du Jourdain comme frontière de l'est et la reconnaissance de toutes les colonies comme un fait accompli. La nouvelle offensive conjointe de l'impérialisme américain sous l'égide de Trump et de l'appareil sioniste dirigé par Netanyaou exprime une volonté de cadener une situation qui peut leur échapper à tout moment.

Au regard de ce qui précède, revendiquer la possibilité des deux Etats relève de l'indécence ou de la manipulation, d'autant plus lorsque l'on y associe le droit au retour. Si le plus long « processus de paix » de l'histoire n'a toujours pas débouché sur la moindre perspective de paix, c'est parce que la paix implique la réalisation de la démocratie politique et des droits égaux, à commencer par ceux des populations opprimées. Autant de revendications incompatibles avec le sionisme et la machine de guerre de l'impérialisme contre les peuples de la région. Autant de revendications qui ne pourront prendre forme que dans une réunification de la Palestine et la constitution d'un Etat démocratique et laïque dans lequel vivront à égalité toutes les composantes, notamment arabes et juives, de la nation palestinienne. Cette position, qui est celle de la IV<sup>e</sup> Internationale depuis 1948, s'inscrit dans la lutte séculaire du mouvement ouvrier pour l'égalité et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La Grande Marche pour le retour et ses comités d'organisation indépendants, et la constitution à l'intérieur même de l'Etat israélien d'une association nationale qui ouvre la perspective de l'Etat unique et démocratique constituent deux événements d'une grande importance. Soucieux d'aider la libre discussion entre militants à se développer, nous reproduisons en annexe de cet article deux interviews publiées dans *Informations ouvrières*, journal du Parti ouvrier indépendant, dont la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale constitue le courant communiste internationaliste.

**François Lazar**

---

(2) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, mis en place en 1949 (*UNRWA – United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East*).

## ANNEXE 1

## Extraits de l'interview de Ziad M., réfugié palestinien résidant dans le camp de réfugiés de Rafah, dans la bande de Gaza (1)

*Ziad se présente comme réfugié originaire du village d'Al-Majdal, détruit en 1950 et remplacé par une ville israélienne. Membre du comité local organisateur de la Grande Marche pour le retour, il explique cette initiative.*

— C'est la première fois depuis 1948 qu'un tel événement est organisé ici. Ce qui a le plus impressionné les médias israéliens, c'est que le mouvement est très structuré et discipliné. Notre objectif est de présenter l'issue des réfugiés comme centrale, de rappeler au monde entier le sort des réfugiés palestiniens. Aujourd'hui, l'Arabie Saoudite et Israël font tout pour détourner les regards de ce qui se passe ici. La guerre en Syrie et la Turquie sont aussi utilisées ici pour dire que le problème palestinien n'existe pas, qu'il y a pire ailleurs. La plupart des pays arabes ont vendu la question des réfugiés en échange des grâces de l'Arabie Saoudite et des Américains. Alors, nous avons décidé de remettre la question palestinienne sur la carte. Il est nécessaire de reprendre l'initiative, car l'Autorité palestinienne ne veut rien faire pour les réfugiés à cause de sa coopération avec Israël et de l'aide financière dont elle dépend.

Alors, pourquoi ici, dans le territoire de Gaza ? Ici, la population de réfugiés est la plus importante de toute la Palestine. Presque tout le monde à Gaza est réfugié, et l'on peut presque voir les emplacements de nos villages depuis la frontière. L'idée de faire la marche en reproduisant ce que font nos frères et sœurs de l'intérieur est venue des jeunes qui utilisent les réseaux sociaux, et très vite les syndicats et les organisations politiques les ont rejoints. Les jeunes voient les anciens, nés avant 1948, mourir les uns après les autres, et ils sont impatients. C'est très bien, ils nous poussent. Ce n'est pas un mouvement de partis, c'est un mouvement pour l'ouverture des frontières et pour retourner chez nous. D'ailleurs, tu as dû le remarquer sur les images, il n'y a pas de drapeaux de partis, mais seulement des drapeaux palestiniens. Le Haut Comité des réfugiés a pris en charge l'organisation. Il est constitué par tout le monde. Tu sais, à Gaza, tous les responsables des partis se connaissent, tous sont des réfugiés, et on veut tous rentrer chez nous.

De plus, il est facile ici de rassembler tout le monde dans un seul lieu, alors qu'en Cisjordanie, je ne sais pas si l'idée même est venue, parce qu'avec le mur, les camps séparés et les checkpoints, c'est impossible. A Gaza, on est tous à 20 minutes à pied de la frontière.

Oui, le mouvement est d'une grande ampleur, parce que toutes les organisations sont dans l'unité dans le Haut Comité d'organisation, et ça grandit jour après jour. Tous les jours, on organise la marche du vendredi de la semaine suivante et on n'a pas l'intention de s'arrêter. On n'a plus le choix maintenant. La question des réfugiés doit refaire surface. Les jeunes ont tout prévu pour que les images des rassemblements soient largement diffusées dans le monde entier sur les réseaux sociaux, et partout ils ont été obligés d'en parler. Je veux aussi souligner que les femmes sont très engagées dans ce mouvement et y jouent un rôle important.

**— Tu n'as pas encore parlé de l'extrême brutalité de l'armée israélienne contre les manifestants... Par ailleurs, y a-t-il eu des protestations dans l'Etat d'Israël ?**

— Tu sais, il n'y a pas plus de brutalité maintenant que pendant la dernière guerre, où il y avait eu plus de 2 000 martyrs, dont des centaines d'enfants. Ce qui change, c'est que l'on a décidé de changer notre façon d'agir, les images ont fait le tour du monde et plus personne ne peut nier ce qui se passe, ne peut nier que nous sommes pour la paix. La télévision israélienne indique qu'une partie énorme de l'armée israélienne a été mobilisée.

On a réussi à leur faire peur, sans armes, pacifiquement. Ils ont été surpris par la très bonne organisation de l'événement. Tu sais, Netanyahu n'est pas pire que les autres. Il y a eu des Premiers ministres de gauche, de droite, c'est toujours pareil avec eux lorsque l'on parle du droit au retour. Ils sont d'accord pour discuter de l'Etat palestinien, d'accord pour que l'Autorité palestinienne fasse la police, ils sont d'accord pour avoir quelques députés arabes à l'intérieur, mais lorsque l'on parle du droit au retour, ils voient là le plus grand danger pour leur Etat et tous leurs mensonges.

A l'intérieur, il y a quelques centaines de militants juifs qui défendent les Palestiniens, et c'est très bien, certains se disent même antisionistes, mais personne ne les écoute et ils ont des positions diverses sur le droit au retour. Les seules protestations importantes ont été contre les pneus brûlés qui dégagent des fumées noires. Les fumées sont allées de l'autre côté de la frontière, les colons ont été indisposés et ont eu peur pour leurs récoltes et le goût des oranges ! Du coup, des politiciens israéliens disent qu'il faut arrêter de livrer des pneus à Gaza. C'est pour cela que

les snipers ont tiré sur les martyrs qui voulaient récupérer des pneus pour les brûler. En ce moment, la gauche israélienne est occupée à soutenir les migrants contre Netanyahu, qui veut les expulser. Ils les ont fait venir parce que les Palestiniens n'ont plus le droit de travailler, et maintenant ils veulent les expulser. Donc, il y en a qui veulent défendre les migrants, mais ne disent rien lorsque les Palestiniens se font tuer. Ce qui est bien plus important pour nous, ce sont les réactions de nos frères et sœurs à l'intérieur. Il y a eu il y a deux jours une grande marche de soutien à Sakhnin, en Galilée, avec plus de 30 000 participants, et nous savons que d'autres marches vont avoir lieu, jusqu'au 15 mai. Mais nous ne nous arrêterons pas le 15 mai.

— **Tu as dit que vous avez changé votre façon d'agir. Peux-tu revenir là-dessus et nous parler des perspectives ?**

— Nous avons créé un nouveau système, une nouvelle organisation de la lutte, qui n'est pas militaire. C'est quelque chose d'unique depuis 1948. On veut la paix depuis toujours. On veut rentrer chez nous, c'est tout. Et tout cela rend les Israéliens furieux. Ils veulent tuer le droit au retour, mais ils n'y arriveront pas. Je veux insister sur un point : l'état d'esprit, le moral du peuple, est très élevé. Ce type d'action va faire pression.

De nombreux Etats arabes et les Etats-Unis ont contacté Mahmoud Abbas et le Hamas pour qu'ils arrêtent cette action. Le droit au retour est inscrit dans le droit international, mais cela n'a jamais rien fait avancer.

Ici, personne n'a plus aucun espoir sur Mahmoud Abbas et les belles paroles. Le peuple en a assez des pressions, des promesses, maintenant on dit que ça suffit.

A Gaza, le Hamas et le Fatah sont dans le Haut Comité d'organisation de la marche et ils veulent continuer, parce que c'est le mouvement de tout le peuple palestinien. La marche, ce n'est pas parce qu'on a besoin de matériel de construction, pas parce qu'on a besoin de nourriture : non, on a une demande, c'est retourner chez nous. Et comme je viens de le dire, nous ne nous arrêterons pas le 15 mai.

De plus en plus de Palestiniens disent qu'on doit combattre dans cette voie. Quoi qu'on fasse, ils nous tuent, mais pour l'opinion publique, c'est différent, et là, on va gagner des batailles. Tout cela, les peuples du monde peuvent le comprendre.

---

(1) Interview publiée dans *Informations ouvrières*, n° 483.

## ANNEXE 2

### Extraits de l'entretien avec Awad Abdelfattah, coordinateur de la campagne pour un Etat démocratique (*One Democratic State Campaign*) (1)

— **Peux-tu revenir sur la motivation et les objectifs de la Grande Marche pour le retour ?**

— L'idée des réfugiés marchant vers la barrière de l'apartheid qui étrangle la bande de Gaza a longtemps été entretenue par de jeunes militants palestiniens. Cela a commencé comme un rêve, comme l'a écrit Ahmad Abu Rteme, l'un des principaux jeunes organisateurs de la marche, rêve qui est maintenant devenu une réalité.

La motivation derrière cela est de mettre en évidence la question des réfugiés, que l'admini-

nistration américaine de Trump essaie de noyer dans le cadre de son plan de liquidation de la cause palestinienne, dont la première étape a été l'agression constituée par le déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem. En outre, l'un de ses objectifs est d'attirer l'attention du monde sur l'escalade des souffrances humaines des Palestiniens assiégés et sur l'urgence de s'attaquer à ces souffrances.

Non moins important est le désir d'aider à l'unité nationale palestinienne, étant donné la division nationale catastrophique en cours, autour d'une question qui fait consensus.

— **Pourquoi la réaction à la marche pour le retour a-t-elle été plus forte chez les Palestiniens de l'intérieur qu'en Cisjordanie ?**

— C'est l'une des conséquences tragiques de l'accord d'Oslo, qui a fragmenté la question palestinienne en termes géographique, démographique, de politique et de priorités, et a affaibli la volonté des Palestiniens vivant en Cisjordanie de lutter contre le régime d'apartheid sioniste colonialiste. L'Autorité palestinienne (AP) a été transformée en partie intégrante du système israélien de contrôle et d'oppression en Cisjordanie, perdant le soutien de la plupart des Palestiniens. Ce rôle et la rivalité avec le Hamas qui règne à Gaza sont à l'origine de l'abstention de l'AP de s'impliquer dans la large mobilisation organisée en solidarité avec Gaza. Les manifestations limitées qui ont eu lieu dans différentes localités de Cisjordanie ont été initiées par des militants indépendants de l'AP, qui utiliseraient la force si la dissidence devenait massive.

Quant à la réaction des Palestiniens de 1948 (à l'intérieur d'Israël), elle fut en effet plus forte, mais elle n'était pas massive. Les quatre manifestations importantes qui se sont déroulées en l'espace de trois semaines et ont pris une forme conflictuelle dans la ville côtière de Haïfa ont été organisées par de jeunes militants palestiniens, avec la participation directe des jeunes militants et dirigeants de notre parti et ceux du Mouvement Abnaa Al-balad. Cette réaction n'a pas réussi pour le moment à se transformer en une vaste mobilisation populaire pour différentes raisons, parmi lesquelles l'attaque brutale de la police à leur encontre. Cependant, l'oppression et la colonisation israéliennes en cours et en escalade pourraient mener à une explosion populaire partout et à tout moment. La loi de l'Etat juif, adoptée récemment par le Parlement israélien, n'a fait qu'ajouter de la tension à la situation instable et aux nouvelles raisons d'une dissidence plus large, surtout parmi les citoyens palestiniens en Israël.

— **Quelles sont les perspectives de la marche et quels sont les défis à relever ?**

— (...) Il est prématuré de prédire le sort de cette marche et de savoir si elle peut se poursuivre et atteindre tous les Palestiniens à l'extérieur de la bande de Gaza, et ensuite créer un large front sur le plan national pour s'inscrire dans la durée sous forme d'une lutte bien planifiée. Jusqu'à présent, elle a fait d'importants progrès en termes d'image médiatique, montrant Israël comme un occupant brutal et agresseur, et confirmant que les Palestiniens en sont des victimes.

Deuxièmement, il y a la mobilisation de tout le peuple de Gaza dans cette lutte populaire. Troisièmement, ce qui n'est pas moins important, elle a galvanisé la conscience nationale d'une plus grande partie de la jeune génération à Gaza, et probablement au-delà de cette zone, autour du droit au retour.

Mais cette initiative remarquable doit encore faire face à d'énormes défis. D'abord, ceux qui découlent de l'apparente détermination du régime d'apartheid à ne céder à aucune des revendications palestiniennes, au moins en ce qui concerne l'assouplissement sans condition du siège. Il y a l'indifférence et la collaboration des régimes arabes avec Israël, et les sanctions imposées par l'AP basée à Ramallah. Il y a la marginalisation, par le Hamas et d'autres factions, des jeunes organisateurs (dans la planification et la conduite des initiatives de la marche) qui avaient mis en avant l'idée de la marche. Les colonisateurs israéliens ont essayé de vendre au public israélien et à la communauté internationale que le tout est planifié et dirigé par le Hamas, qui « *visé à détruire l'Etat d'Israël* ». Les jeunes militants indépendants ont estimé qu'il valait mieux que les jeunes et les civils soient à l'avant-garde plutôt que les leaders du Hamas et d'autres factions militaires.

— **Que signifie selon toi la loi sur « l'Etat-nation du peuple juif » pour les Palestiniens de l'intérieur et les Palestiniens en général, et quel impact aurait-elle sur eux, et sur leur lutte, comme loi ne reconnaissant qu'une seule population ?**

— Cette loi n'a fait institutionnaliser les politiques racistes et coloniales, et les mesures administratives répressives qui ont été employées par l'Etat d'Israël depuis 1948. Ainsi, la loi ne reflète pas seulement la position et l'idéologie de l'extrême droite montante et des forces nationales religieuses en Israël, mais fait écho à la réalité déjà sombre et à la nature du régime sioniste. C'est pourquoi plus de 40 membres de la Knesset sur 120 ont voté contre. Ils pensaient qu'il n'y avait pas besoin de cette loi parce que toutes ces politiques répressives, discriminatoires et de judaïsation ont été poursuivies par l'Etat depuis longtemps sans provoquer un tumulte international.

Ceux qui se disent sionistes libéraux avaient averti que cela apporterait une critique à l'échelle mondiale et ternirait l'image de l'Etat juif. Et en effet, c'est ce qui se passe. La loi institutionnalise désormais l'infériorité des 1,5 million de Palestiniens citoyens de l'Etat d'Israël et les empêche presque totalement de mettre cette situation en cause devant les tribunaux israéliens. La loi met également un terme à l'illusion de la solution des deux Etats, car elle fait de toute la Palestine une terre exclusivement juive et nie ainsi le droit (*des Palestiniens*) à l'autodétermination.

De nombreux Palestiniens, y compris moi-même, considèrent le passage de cette loi comme une bonne occasion de dénoncer enfin le vrai visage d'Israël en tant que régime colonial d'apartheid. Il offre à la direction palestinienne une occasion de renoncer à l'illusion de parvenir à la paix par des concessions et de contribuer à l'amélioration et à l'unification de la lutte nationale palestinienne. En outre, cela facilitera la campagne de boycott.

— **Tu parles de 40 députés, mais ce nombre n'inclut pas les députés arabes. Peux tu préciser ?**

— En tout, 55 membres de la Knesset ont voté contre la loi, y compris les 13 membres de la coalition arabe, mais je ne compte pas avec eux les deux députés arabes qui sont membres de partis sionistes. Je tiens à préciser que les 40 députés sionistes ont voté contre la loi non pas parce qu'ils sont contre le caractère juif de l'Etat, ou contre le projet colonisateur des colons, mais parce que la loi constitutionnalise l'apartheid déjà existant, ce qui le rend difficile à défendre dans les cercles internationaux.

— **On entend des voix palestiniennes qui appellent au boycott de la Knesset...**

— Il n'y a pas de mouvement organisé de boycott de la Knesset. Mais les voix appelant au boycott augmentent. Moi-même, j'ai déclaré qu'il était temps de boycotter ce Parlement raciste et colonial. Les choses pourraient changer à tout moment.

— **Avec d'autres Palestiniens et Israéliens progressistes et antisionistes, vous avez commencé à vous organiser autour de l'objectif d'un Etat démocratique en Palestine. Peux-tu nous parler de cette initiative, pourquoi maintenant ?**

— L'idée d'un Etat démocratique unique dans la Palestine historique n'est pas une idée nouvelle. Elle est ancienne. Il ne s'agit pas non plus de la première tentative d'organiser et de construire un cadre pour promouvoir une entité politique égalitaire en tant qu'alternative au régime brutal et colonial d'apartheid israélien. Le Mouvement national palestinien, puis la Ligue de libération nationale à prédominance communiste avaient préconisé un Etat unitaire égalitaire avant la Nakba de 1948. Même avant cela, il y a eu le *Brit Shalom*, dirigé par Yehuda Magnes et d'autres intellectuels juifs, qui ont appelé à un Etat binational et ont plaidé contre un Etat juif en Palestine.

Au cours de la dernière décennie, en particulier après l'écrasement de la deuxième Intifada et l'échec de l'option des deux Etats, l'idée d'un Etat unique a refait surface sous la forme d'un débat académique et intellectuel, suivi de tentatives, par d'anciens politiques, jeunes et vieux, militants et dirigeants, pour construire des mouvements populaires. Le débat s'est étendu et a commencé à pénétrer dans la société, mais aucun des mouvements qui ont été lancés ne s'est transformé en un mouvement efficace et populaire. Leur adhésion est restée très faible.

Compte tenu de ce contexte et de notre adhésion au principe d'un seul Etat, nous avons pensé qu'il était temps de lancer une initiative pour unir

tous ceux qui soutiennent cette noble idée. Après un débat interne, nous avons conclu qu'il valait mieux commencer par une campagne plutôt que par un mouvement, soucieux d'être compris et pluralistes. Par cette approche, nous croyons que d'autres groupes et individus peuvent se joindre et contribuer au projet, maintenant ainsi un mode de travail démocratique.

En moins d'un an, nous avons produit une plate-forme politique et construit un grand comité préparatoire, composé de plus de 120 militants palestiniens et juifs, universitaires, écrivains, professionnels des médias, des jeunes et des moins jeunes. Des comités spécifiques ont été construits et se préparent à un lancement officiel de la campagne en octobre prochain à Haïfa. Nous en sommes encore à l'étape de fondation et il y a une longue marche devant nous.

— **Qu'en est-il de la « société juive israélienne », quelle est l'acceptation de cette idée ?**

— Aujourd'hui, Israël est dirigé par les forces de droite les plus extrêmes, et par conséquent la société israélienne est soumise au lavage de cerveau et influencée par la politique anti-arabe et anti-palestinienne de la coalition au pouvoir. Le nombre de juifs qui soutiennent l'Etat démocratique est minuscule. Cependant, d'éminents universitaires juifs, des intellectuels et des militants sont venus récemment pour défendre l'Etat unique. Mais ils sont en marge de la société israélienne. Je crois que leur participation à l'initiative est très importante et ajoute à la crédibilité morale de l'idée de vivre ensemble sur un même territoire. Nous avons dans notre direction des personnes éminentes : Ilan Pappé, historien et militant, auteur de nombreux livres sur la Palestine et le sionisme ; Jeff Halper, sociologue et responsable du Comité israélien contre les démolitions de maisons palestiniennes en Cisjordanie et à Jérusalem ; Eytan Bronstein, le fondateur de *Zochrot*, une association impliquée dans le droit des réfugiés. Nous avons des dizaines de soutiens et de partisans.

Nous pensons, à partir de notre lecture de la situation politique actuelle, que le moment est opportun pour avancer sur cette idée. Il y a un besoin de présenter une nouvelle vision alternative à l'option de deux Etats, qui a été tuée par Israël, et à la suite du coup mortel que le président américain populiste Trump a infligé à cette illusion en déplaçant l'ambassade américaine vers Jérusalem occupée. Et maintenant, à la suite du passage de la loi de « l'Etat-nation du peuple juif », l'initiative devient encore plus urgente (...).

(1) Interview publiée en deux parties dans *Informations ouvrières*, n°s 514 et 515.

# La marche à la dislocation de l'Union européenne

---

## LA NATURE DE L'UNION EUROPÉENNE DANS SES RAPPORTS AVEC LES ÉTATS-UNIS

---

Un conseiller spécial de l'Institut Montaigne, Dominique Moïsi, résumait ainsi la situation :

« Dans les années 1950, les Etats-Unis menaçaient de sanctions l'Europe si elle ne s'unissait pas. Aujourd'hui, c'est l'inverse, l'Union européenne n'existe pas à leurs yeux » (1).

Effectivement, dans les années 1950, les Etats-Unis ont d'abord lancé le plan Marshall (2), dans le but d'aider à reconstruire les Etats bourgeois des différents pays d'Europe après la Deuxième Guerre mondiale et d'endiguer la vague révolutionnaire, ou en tout cas la menace d'explosion révolutionnaire qui risquait de les emporter tous.

Et sur cette base, l'impérialisme américain a poussé les différentes bourgeoisies d'Europe à se doter d'institutions européennes communes, progressivement perfectionnées et développées — CECA (3), puis CEE à partir du traité de Rome, CE, puis Union européenne (4).

Loin de marquer l'émergence d'une quelconque bourgeoisie européenne, les institutions de l'Union européenne ont servi à chaque gouvernement de paravent pour s'abriter derrière leurs décisions comme justification à des mesures destructrices contre son propre peuple, sa propre classe ouvrière (directives européennes de privatisation, obligation de limite du déficit public à 3 % du PIB, etc.).

C'est la raison pour laquelle la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections européennes ont été amenées à formuler l'exigence de rupture avec l'Union européenne comme institution matérialisant les exigences du capital financier international.

Mais ici, il est nécessaire de préciser : les institutions de l'Union européenne n'ont jamais abouti à la constitution d'une

prétendue bourgeoisie européenne supranationale, et encore moins à un Etat européen.

Le mécanisme des décisions européennes est symptomatique à cet égard : il y a d'abord les sommets européens qui réunissent les chefs d'Etat et de gouvernement des différents pays, fixent les grandes orientations communes et donnent mandat aux diverses institutions européennes. Ensuite, la Commission européenne en applique le mandat par l'élaboration de directives et de décisions multiples.

Le Parlement européen, qui n'a nullement les prérogatives d'un véritable Parlement national, n'ayant pas le droit de faire des propositions de loi, est chargé d'amender les propositions de directives et, *in fine*, ce sont les Conseils des ministres de l'Union européenne (Finances, Transports, Energie, Affaires sociales, etc.) qui ont le dernier mot pour adopter telle ou telle directive.

Cette boucle indique explicitement qu'à l'origine, comme ensuite à la conclusion, ce sont bien les représentants des différents gouvernements européens qui se

---

(1) Cité par *Le Parisien*, « Trump poursuit son travail de sape en Europe », 30 juillet 2018.

(2) Le plan Marshall, en 1947, a consisté en un programme américain de prêts accordés aux différents Etats de l'Europe pour aider à la reconstruction des villes et des installations bombardées lors de la Deuxième Guerre mondiale. Ces prêts étaient assortis de la condition d'importer pour un montant équivalent d'équipements et de produits américains. En quatre ans, les Etats-Unis ont ainsi versé à l'Europe 16,5 milliards de dollars (l'équivalent de 173 milliards de dollars de 2018).

(3) La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), constituée en 1951-1952, a été la première forme organisée d'institutions européennes. Selon la déclaration constitutive, l'objectif était de « soutenir massivement les industries européennes du charbon et de l'acier pour leur permettre de se moderniser, d'optimiser leur production et de réduire leurs coûts, tout en prenant en charge l'amélioration des conditions de vie de leurs salariés et leur reclassement en cas de licenciement ».

(4) Le traité de Rome de 1957 a fondé la Communauté économique européenne (CEE), qui s'est transformée en Communauté européenne (CE) à partir de 1993 et du traité de Maastricht, devenant une des composantes de l'Union européenne, qui unifie le tout en 2001.

mettent — ou non — d'accord sur les décisions européennes.

En dernier ressort, chacun des gouvernements européens, et en tout cas ceux des principaux pays (Allemagne, France, etc.), est totalement responsable des décisions, et donc de les appliquer ou non. Gommer cet aspect majeur ne pourrait aboutir qu'à dédouaner chaque gouvernement et à l'exonérer de ses responsabilités. Prenons un exemple parmi d'autres, celui des paquets ferroviaires. Au nombre de quatre, chacun de ces paquets ferroviaires a été constitué d'un ensemble de directives européennes d'ouverture à la concurrence, et donc de privatisation des chemins de fer. Le premier paquet ferroviaire, concernant le fret, adopté par un Conseil des ministres des Transports début 2001, a été lancé au deuxième semestre de l'an 2000 lors d'un Conseil des ministres européens présidé par le ministre français Jean-Claude Gayssot, membre du PCF.

Précisons une dernière question, celle concernant la fameuse « troïka ». Ce nom a été donné à l'union de trois institutions (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne, Commission européenne). Cette troïka a exercé des ravages en Grèce, au Portugal, en Irlande, en dictant à ces « petits » pays de l'Union européenne des plans d'austérité dramatiques. Mais il n'a jamais été question d'une quelconque « troïka » venant dicter des ordres aux gouvernements des principales puissances impérialistes européennes, et notamment à celles (France, Italie par exemple) qui ne respectaient pas plus le critère des 3 %.

---

## ET AUJOURD'HUI ?

---

L'Union européenne, prise sous le double effet conjoint des contradictions d'intérêts entre les différentes bourgeoisies nationales et les multinationales d'une part, et d'autre part de la résistance de la classe ouvrière et des peuples dans chacun des pays, se disloque, expression et composante de la crise mondiale.

Non sans contradictions majeures au sommet, l'impérialisme américain, sous la houlette de Trump, exerce une pression dislocatrice confirmant le diagnostic de l'expert cité plus haut. Il est impossible en effet d'analyser la crise de dislocation de

l'Union européenne sans l'inscrire dans celle du marché mondial. Il ne s'agit pas ici de procéder à une analyse d'ensemble de la situation mondiale, mais d'en pointer les principales caractéristiques. Loin d'être « fou », Trump est engagé dans une offensive mondiale pour tenter de restructurer sous les rapports inter-impérialistes et de reconquérir des parts de marché pour l'impérialisme américain, ce qu'une dépêche de l'AFP du 16 juillet résumait ainsi :

« Le président américain Donald Trump a pris ces derniers mois un virage résolument protectionniste : taxes douanières de 25 % sur les importations d'acier, de 10 % sur celles d'aluminium, taxes de 25 % sur 50 milliards de marchandises chinoises. Et le conflit ne va pas en rester là, puisque la Maison-Blanche menace d'une part d'imposer des taxes de 10 % sur 200 milliards de dollars d'importations chinoises supplémentaires, et, d'autre part, d'imposer des taxes de 25 % sur les importations du secteur automobile, une industrie stratégique au cœur des échanges mondiaux. »

Dans ce cadre, signalons quelques dates récentes :

— 1<sup>er</sup> août, Turquie : doublement des taxes sur l'acier et l'aluminium turcs ;

— 7 août, Iran : embargo sur l'or, les métaux précieux, les tapis, les automobiles ; et en novembre sur les produits pétroliers, le fret maritime et les constructions navales ;

— 22 août, Russie : sanction sur l'exportation de produits technologiques, qui pourrait être étendue après 90 jours à une interdiction aux avions russes de se poser aux Etats-Unis ;

— 23 août, Chine : entrée en vigueur de la majoration de 25 % des droits de douane pour les produits venant de Chine.

Cette offensive crée un peu partout un affolement qui s'est particulièrement manifesté cet été. Ainsi, mi-août, le *Financial Times* de Londres s'inquiétait en ces termes :

« En distribuant ainsi les sanctions à la ronde, la Maison-Blanche risque de déstabiliser les marchés, ce qui pourrait avoir des conséquences imprévues pour l'économie mondiale dans son ensemble » (5).

---

(5) Cité par *Le Parisien*, « L'arme politique préférée de Trump : les sanctions commerciales », 22 août 2018.



Le président du Conseil européen, Donald Tusk, déclarait le 16 juillet :

« Nous sommes tous conscients que l'architecture mondiale est en train de changer sous nos yeux (...). Il est du devoir commun de l'Europe et de la Chine, mais aussi de l'Amérique et de la Russie, de ne pas détruire cet ordre mondial, mais plutôt de l'améliorer et de ne pas engager des guerres commerciales qui ont débouché sur des conflits ouverts si souvent dans notre histoire » (6).

Et, le même jour, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, lançait :

« Le multilatéralisme est attaqué, c'est une attaque sans précédent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale » (7).

Mais, non sans contradictions de plus en plus violentes au sommet de l'impérialisme américain, Trump poursuit son offensive.

Le 31 août, il menace de retirer les Etats-Unis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et après avoir imposé il y a plus d'un an, de manière unilatérale, au Canada et au Mexique la renégociation de l'ALENA (accord commercial qui lie depuis 1994 les Etats-Unis, le Canada et le Mexique), le 27 août, il conclut un nouvel accord avec le Mexique et s'engage dans un bras de fer avec le Canada (*sur cet accord, on lira en pages 34-36 la déclaration de nos camarades mexicains — Ndlr*). Selon la ministre canadienne des Affaires étrangères, le Canada est « plus important que la Chine, le Japon et le Royaume-Uni réunis. Plus de deux milliards de dollars d'activité sont générés chaque jour » (8). Or, pour l'instant, le secteur laitier canadien est exclu de l'ALENA alors que les Etats-Unis, dont la production de lait est excédentaire, souhaitent un plus grand accès à ce marché. Et il ne s'agit là que d'un aspect du conflit.

C'est dans ces conditions de crise mondiale que s'exerce la pression dislocatrice de l'impérialisme américain sur l'Union européenne et les différentes bourgeoisies nationales européennes.

---

## L'UNION EUROPÉENNE ET SES GOUVERNEMENTS SOUS LA PRESSION DE TRUMP

---

L'offensive de Trump a pris dans la dernière période plusieurs aspects complémentaires.

### • Le sommet de l'OTAN des 11 et 12 juillet 2018

Les présidents américains successifs exigent depuis des années que les gouvernements membres de l'alliance militaire de l'Organisation de l'Atlantique nord (OTAN) consacrent 2 % de leur PIB à leurs dépenses militaires, les Etats-Unis faisant pression en particulier sur les gouvernements européens pour répartir le fardeau du maintien de l'ordre mondial.

Dès 2006, les ministres de la Défense de l'OTAN étaient tombés d'accord pour fixer un objectif de dépenses représentant au moins 2 % de leur PIB.

Or aujourd'hui, seuls le Royaume-Uni, la Grèce, l'Estonie et la Lettonie ont atteint l'objectif de 2 %. La France n'en est pas loin à 1,81 %. Mais l'Allemagne, le Canada, l'Italie, la Belgique et l'Espagne sont sous la barre de 1,4 % en 2018 (l'Allemagne, première économie européenne, n'étant qu'à 1,24 %). D'où l'offensive concentrée de Trump contre l'Allemagne, la question des budgets militaires se reliant à celle de l'approvisionnement en énergie.

Au matin du sommet de l'OTAN, Trump avait tweeté : « *Les pays de l'OTAN doivent payer plus, les Etats-Unis doivent payer moins* », affirmant que comme « *l'Allemagne est un pays riche, elle peut augmenter sa contribution dès demain sans problème* ».

Et à l'ouverture du sommet de l'OTAN, Trump a été encore plus brutal :

« L'Allemagne enrichit la Russie. Elle est prisonnière de la Russie. L'Allemagne est complètement contrôlée par la Russie. Elle paie des milliards de dollars à la Russie pour ses approvisionnements en énergie et nous devons payer pour la protéger contre la Russie. Comment expliquer cela ? Ce n'est pas juste » (9).

A plusieurs reprises, le président Trump avait dénoncé le projet de doublement du gazoduc Nord Stream reliant directement la Russie à l'Allemagne. L'enjeu est d'importance : les pays de l'Union euro-

---

(6) *Le Monde*, « Donald Tusk appelle la Chine, les Etats-Unis et la Russie à "éviter le conflit et le chaos" », 16 juillet 2018.

(7) Cité par *France-Soir*, 16 juillet 2018.

(8) Déclaration de Christia Freeland, ministre canadienne des Affaires étrangères, *AFP*, 31 août 2018.

(9) *AFP*, 11 juillet 2018.

péenne importent deux tiers de leurs besoins de consommation et, à ce jour, la moitié du gaz acheté est russe. D'où l'offensive de Trump cherchant à conquérir des marchés pour le gaz naturel américain. Son offensive aboutit à accroître la dislocation de l'Union européenne. Ainsi, au matin du sommet de l'OTAN, le chef de la diplomatie polonaise, Jacek Czaputowicz, a dénoncé ce projet de gazoduc en déclarant que c'« est un exemple de pays européens qui fournissent des fonds à la Russie et lui donnent des moyens qui peuvent être utilisés contre la sécurité de la Pologne » (10).

### • La guerre commerciale des droits de douane

Depuis le 1<sup>er</sup> juin, Donald Trump a infligé des taxes douanières sur l'acier et l'aluminium européens, et surtout, depuis, il menace d'imposer des droits de douane sur les importations d'automobiles européennes, « ce qui frapperait en premier lieu l'Allemagne, première économie de la zone euro et fortement exportatrice de voitures aux Etats-Unis » (AFP, 12 juillet).

Le 15 juillet, Trump avait même déclaré : « L'Union européenne est une ennemie, avec ce qu'ils nous font dans le domaine du commerce » (11).

Mais le 25 juillet, à la grande surprise de beaucoup de commentateurs, Trump et le patron de la Commission européenne ont signé un armistice commercial. Cette trêve a écarté pour un court moment la menace de droits de douane sur les importations automobiles aux Etats-Unis... mais au prix de nouvelles concessions considérables dans d'autres domaines.

Ainsi, cet armistice s'est traduit par une augmentation considérable d'importation de soja des Etats-Unis en Europe : selon des chiffres fournis par la Commission européenne, en juillet 2018, l'UE a acheté 360 000 tonnes de soja américain, soit 283 % de plus qu'en juillet 2017. En outre, la part de soja américain dans les importations totales de soja dans l'UE est de 37 %, contre 9 % en juillet 2017. Et Trump a également obtenu l'engagement des Européens d'acheter plus de gaz américain.

Mais un mois plus tard, jeudi 30 août, le gouvernement américain a menacé à nouveau d'augmenter les droits de douane sur les importations automobiles européennes.

### • Les sanctions contre l'Iran

Après la sortie des Etats-Unis de l'accord de 2015 sur le nucléaire avec l'Iran, Trump a imposé début août des sanctions économiques brutales, menaçant les multinationales européennes de représailles si elles ne s'y conformaient pas.

Courant juillet, la responsable de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, « avait encouragé les Européens à intensifier les relations commerciales avec l'Iran en réponse au boycott américain » (cité par l'AFP, 16 août 2018).

Mais que valent ces appels désespérés face à la dure loi du capital ?

Jeudi 16 août, on apprend que les groupes allemands de téléphonie Deutsche Telekom et ferroviaire Deutsche Bahn ont mis un terme à leurs activités en Iran. Et ils ne sont pas les seuls. Selon l'AFP,

« les compagnies britannique British Airways et allemande Lufthansa, qui avaient repris des vols directs vers Téhéran, vont devoir cesser cette activité si elles veulent continuer à opérer librement des vols transatlantiques (...). Des banques allemandes telles que l'établissement régional Helaba et l'Institut de Francfort DZ Bank ont décidé de se retirer également » (AFP, 16 août 2018).

Et ce ne sont pas les seules : Daimler, le numéro un mondial de la voiture haut de gamme et des camions, a déjà jeté l'éponge, tandis que le français PSA prépare la suspension de ses activités. Dans d'autres secteurs, le groupe de gaz industriel français Air Liquide a arrêté ses activités commerciales dans le pays.

Et il y a le cas de Total. Ce grand trust pétrolier français avait été la première entreprise pétrolière occidentale à faire son retour en Iran dès 2016. Il avait prévu d'investir plusieurs milliards de dollars dans des champs pétroliers et gaziers en Iran, et notamment dans celui de South Pars, le gisement offshore le plus grand au monde. Mais Total a également annoncé officiellement mi-août qu'il se retirait d'Iran. Son P-DG, Patrick Pouyanné, a expliqué très clairement :

« Il a toujours été clair que Total ne peut pas se permettre d'être exposé à des sanctions secondaires américaines. Car il n'est pas possible de diriger un groupe présent

(10) Cité par l'AFP, 11 juillet 2018.

(11) Cité par *Le Monde*, 16 juillet 2018.

dans 130 pays sans accès aux marchés financiers américains. Nous devons donc nous retirer » (12).

En effet, les banques américaines sont impliquées dans plus de 90 % des opérations de financement de Total et les investisseurs américains représentent plus de 30 % de son actionnariat, tandis que les actifs américains de Total représentent plus de 10 milliards de dollars.

On a là la confirmation de ce qu'indiquait déjà Léon Trotsky dans sa brochure *Europe et Amérique*, où il parlait du « *changement radical des rapports existant entre l'Amérique et l'Europe* », à partir de « *l'idée essentielle : l'hégémonie des Etats-Unis dans le monde capitaliste avec les conséquences qui en découlent* » (avant-propos, Ed. Selio, page 13).

Il ne s'agit là que des aspects les plus marquants de l'offensive de l'impérialisme américain qui frappe de plein fouet les différentes économies européennes et aggrave la dislocation de l'Union européenne.

---

## LA CRISE DE DISLOCATION DE L'UNION EUROPÉENNE

---

Les notes préparatoires au secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale des 3 et 4 mai 2018 indiquaient à propos de l'Europe :

« La fiction de la substitution d'une "gouvernance supranationale" au cadre désormais trop étroit des Etats nationaux européens n'a pas résisté aux faits. L'Union européenne apparaît chaque jour plus clairement aux yeux de larges masses pour ce qu'elle est : un instrument du capital financier international servant de couverture à chacun des gouvernements nationaux se déclarant "contraints" par les directives de l'Union européenne de mettre en œuvre leur brutale politique de contre-réformes. La résistance de la classe ouvrière de tous les pays d'Europe est en train de faire sauter ce cadre, au grand désespoir de tous les pourfendeurs du "populisme". La simultanéité de la crise politique qui frappe toutes les formes de la domination de l'ordre impérialiste en Europe : en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne... est le produit de cette résistance » (cf. *La Vérité*, n° 98, page 6).

C'est peu dire que la crise de dislocation des institutions de l'Union européenne a

atteint une nouvelle phase. D'abord, bien sûr, du fait de l'offensive évoquée plus haut de Trump, qui entraîne une panique au sommet et faisait dire en juin à la commissaire européenne au Commerce, Cécilia Malmström : « *Si les acteurs de ce monde ne respectent pas les règles, alors le système risque de s'effondrer* » (13).

Cette dislocation s'exprime notamment sur les questions de l'immigration, comme on le lira ailleurs dans ce numéro de *La Vérité*. Mais elle se traduit sur tous les plans.

— Paralysie des décisions. Le sommet européen de juin dernier, polarisé sur la recherche d'un compromis sur l'immigration, a reporté *sine die* toute une série d'autres questions pourtant à l'ordre du jour, parmi lesquelles la modification du règlement dit de Dublin, qui stipule que les réfugiés doivent être pris en charge dans le pays de leur arrivée.

— Elaboration du futur budget de l'Union européenne, et en particulier de la politique agricole commune (PAC). Là, pour l'instant, l'impasse est totale.

Le 2 mai, la Commission européenne a annoncé qu'en raison du Brexit et du manque à gagner d'environ 10 milliards d'euros annuels dans le budget de l'Union européenne qu'il entraînera, la PAC, qui en constitue la grosse part (39 % du total pour la période 2014-2020), devrait être très touchée. Ainsi, la France, par exemple, risque de perdre près de 5 milliards d'euros d'aides directes aux agriculteurs.

— Crise ouverte entre les différentes institutions. Le 12 juillet dernier, la Cour des comptes européenne a critiqué la Commission européenne pour avoir été trop indulgente vis-à-vis de pays dérogeant au pacte de stabilité et de croissance. Le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, a aussitôt réagi en exprimant son désaccord avec cette critique. Ce qu'une dépêche de l'AFP du même jour résume ainsi :

« Monsieur Moscovici a indiqué que la Commission européenne avait eu des discussions avec les pays concernés comme l'Italie, dont la dette publique s'élevait en 2017 à 131 % du PIB (soit le deuxième niveau le plus élevé de la zone euro après la Grèce). Pour lui, si l'exécutif européen

---

(12) Cité par *Le Figaro Economie*, 7 août 2018.

(13) *L'Opinion*, 2 juin 2018.

avait été plus dur avec ce pays, la défiance vis-à-vis de l'Europe, déjà visible lors des dernières élections, aurait été sans doute encore plus grande. »

C'est cette crainte exprimée par Moscovici qui avait été formulée par l'ancien secrétaire d'Etat italien au Commerce, Sandro Gozi, dans les termes suivants :

« A l'étranger, nos partenaires ont sous-estimé l'effet dévastateur de leur attitude durant la crise migratoire, ainsi que les conséquences d'une approche trop restrictive des questions économiques et les retards en matière d'Europe sociale » (14).

Au-delà des formules plus que discutables sur l'Europe sociale, Sandro Gozi met le doigt sur l'essentiel quand il parle d'« effets dévastateurs ».

Oui, ce sont bien les effets dévastateurs des politiques européennes mises en œuvre par chacun des gouvernements qui ont créé le rejet qui s'est manifesté dans toutes les récentes élections en Europe (Allemagne, Autriche, Italie, après la France il y a un an). La forme de ce rejet a été différente d'un pays à l'autre. Ainsi, en France, elle s'était traduite notamment par l'effondrement du PS et du PCF, et par le vote de 7 millions d'électeurs pour la France Insoumise. Dans d'autres pays, cela a pris une autre forme, mais qui pose partout sous des formes adaptées la question de la représentation politique des opprimés et exploités.

---

## UNE CRISE QUI VIENT NOTAMMENT DE 2005

---

Les votes « non » aux référendums de 2005 sur la Constitution européenne, en France et aux Pays-Bas, ont frappé de plein fouet les institutions européennes, qui ne s'en sont pas remises.

Pourquoi les responsables de l'Union européenne avaient-ils éprouvé le besoin d'élaborer une Constitution européenne aux pouvoirs renforcés ? La décision en avait été prise lors d'un sommet européen en décembre 1999, lequel avait en même temps décidé de l'élargissement de l'UE à la plupart des pays de l'Est. Cet élargissement, devenu effectif en 2004 (l'année de l'adoption du texte de la Constitution européenne), avait un unique objet : baisser le « coût du travail » dans toute

l'Europe par l'afflux massif de travailleurs venant des pays de l'Est. Et c'est précisément dans cet objectif qu'il leur fallait une Constitution européenne. Le vote « non » a entraîné d'abord une paralysie quasi totale jusqu'à l'adoption en 2008 du traité de Lisbonne, qui reprenait pour l'essentiel le texte de la Constitution. Mais à partir de là, la fiction d'institutions européennes supranationales s'est effondrée. Depuis cette période, et notamment durant la crise économique de 2008, la véritable direction effective de l'Union européenne s'est transférée sur le couple franco-allemand, qu'on a même appelé « Merkozy » (contraction des noms Merkel et Sarkozy). Qui se souvient du rôle joué par José Manuel Barroso, président à l'époque de la Commission européenne ? Une expression concentrée de cette situation s'est manifestée dans la multiplication des sommets européens des chefs d'Etat et de gouvernement. Ainsi, là où avant il y avait trois à quatre sommets européens par an, l'année 2015, par exemple, a vu la tenue de 16 sommets européens, expression concentrée de la primauté des relations directes entre gouvernements en lieu et place de toute fiction supranationale.

---

## UNE CRISE GÉNÉRALE

---

Pas un gouvernement n'échappe à la crise, à commencer par les deux principaux, ceux de Merkel et de Macron.

En Allemagne, la crise de la grande coalition entre la CDU (parti de droite) et le SPD (parti social-démocrate), marquée dès l'origine par les conditions laborieuses de sa constitution avec l'affaiblissement de ses composantes (et particulièrement le SPD), s'aiguise toujours plus entre la montée de l'AfD (parti d'extrême droite) et le développement de grèves massives, notamment dans les hôpitaux.

En France, cet été a marqué un délitement du gouvernement Macron, représentant direct du capital financier international.

Dans cette situation générale de crise, quelques aspects méritent d'être soulignés.

- **Le Brexit.** Depuis des mois, les négociations pataugent pour essayer d'aboutir à un accord de sortie de l'UE de la Grande-

---

(14) Cité par *Le Monde*, 18 mai 2018.

Bretagne, troisième puissance économique européenne. Le Brexit est prévu le 29 mars 2019.

Quelle frontière entre l'Eire, membre de l'UE, et l'Irlande du Nord, membre de la Grande-Bretagne ?

Quelle relation commerciale entre le Royaume-Uni et l'UE, question qui déchire le parti conservateur en Grande-Bretagne, Theresa May étant favorable à « une zone de libre-échange » avec l'UE ?

Et plus personne n'exclut l'absence de tout accord. Ainsi, le directeur général de l'une des plus vieilles banques britanniques, la Royal Bank of Scotland, a déclaré le 3 septembre « se préparer au pire » et a déjà déployé 150 employés à Amsterdam.

• **La Grèce.** Le 20 août dernier, tous les dirigeants européens ont salué la sortie de la Grèce de la tutelle financière de ses créanciers (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne, Commission européenne). Depuis 2010, trois « plans d'aide » ont été assortis de conditions draconiennes de privatisations multiples et de plans d'austérité qui ont saigné le peuple grec.

Depuis 2015, c'est Tsipras, le chef de Syriza (présentée partout comme la « gauche radicale »), qui a, en violation du mandat du peuple grec, organisé la mise en œuvre de ces plans.

A quel prix la Grèce est-elle « sortie » de cette tutelle de la troïka ?

Depuis 2008, la Grèce a perdu plus d'un million d'habitants. Et ce sont surtout des jeunes qui ont quitté le pays, et en premier lieu les plus qualifiés d'entre eux. Sur dix millions d'habitants, la Grèce compte près de 500 000 jeunes de 20 à 30 ans de moins qu'en 2008.

La cure d'austérité a fait perdre près d'un emploi sur cinq, le chômage restant encore supérieur à 20 % cette année, malgré l'exode des jeunes.

Les dépenses publiques ont baissé de 30 %, et on en a mesuré les conséquences dramatiques avec l'incendie à Mati, non loin d'Athènes, qui a fait 97 morts.

Les salaires réels des Grecs ont baissé de plus de 15 % en moyenne, tandis que les revenus des retraités ont fondu de moitié.

Et rien n'est réglé. Car la Grèce reste toujours « sous surveillance renforcée », Tsipras s'étant engagé à plusieurs nou-

velles contre-réformes en 2019 et 2020, notamment contre la Sécurité sociale et les retraites.

• **Après la Grèce... l'Italie ?** Sous le titre « *Vives tensions autour du budget italien* », le journal français *Le Monde* (24 août) ne cache pas les inquiétudes de tous les représentants du capital financier. A propos de la préparation du budget 2019 par la coalition au pouvoir à Rome, *Le Monde* écrit :

« Alors que le chapitre de la crise grecque vient de se refermer, la solidité de la zone euro pourrait de nouveau être mise à l'épreuve à la rentrée. Cette fois, c'est la troisième économie de l'union monétaire, l'Italie, qui sera sous le feu des projecteurs. »

Un économiste déclare :

« L'Italie n'est pas la Grèce : les sommes en jeu sont si conséquentes que les pare-feu de la zone euro seraient sous-dimensionnés en cas de problème. »

Et *Le Monde* de conclure :

« Dans ces conditions, deux grands scénarios sont possibles. Dans le premier, la coalition au pouvoir adoucit ses ambitions en dépit des tensions et présente un projet à peu près dans les clous européens, tout en tentant d'obtenir un maximum de concessions de Bruxelles. Dans le second, le dérapage du budget déclenche une réaction des marchés aux conséquences imprévisibles. Dans tous les cas, septembre sera le moment de vérité pour le gouvernement italien. »

• **Le Portugal comme modèle ?** Le gouvernement portugais, constitué par le PS avec le soutien du PCP et du Bloc de Gauche, est présenté ici ou là comme le nouveau « modèle » en Europe, celui d'un gouvernement qui, bien qu'ayant accepté le couperet des 3 % de déficit budgétaire, ne pratiquerait pas l'austérité.

Mais qu'en est-il ? D'abord, le gouvernement accentue l'attaque contre le Code du travail avec un projet de loi qui étend la période d'essai à 180 jours (au lieu de 90 jours actuellement) pour les personnes qui sont à la recherche d'un premier emploi ou en chômage de longue durée. Il généralise et élargit à tous les secteurs d'activité les contrats de très courte durée, il maintient le chantage du patronat contre les conventions collectives.

Et, comme en Grèce, le Portugal perd une partie de sa population depuis 2008, notamment du côté des jeunes et des jeunes qualifiés, ce qui relativise totalement tout ce qui est dit concernant le chômage.

En fait de prétendu modèle, le gouvernement portugais est un gouvernement au service du capital financier.

C'est dans ce contexte que se préparent les prochaines élections européennes de mai 2019.

---

### L'ENJEU DES PROCHAINES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2019

---

Lors des précédentes élections européennes en 2014, le taux d'abstention avait atteint des sommets dans presque toute l'Europe, marquant le rejet par les peuples des institutions européennes à l'intérieur desquelles aucune issue ne peut être trouvée.

Cette fois-ci, un scénario, répété en boucle, est mis en avant : ces élections verraient le choc entre le camp des « progressistes », incarné par le président français Macron, et celui des « nationalistes » ou « populistes » (avec notamment le Hongrois Orban et l'Italien Salvini).

Ce prétendu « choc des valeurs », pour reprendre une des formules de Macron, porterait principalement sur l'accueil des réfugiés.

D'abord, il s'agit d'une hypocrisie totale, puisque, lors du sommet européen des 28 et 29 juin derniers, tous les chefs d'Etat et de gouvernement réunis (français comme italien ou hongrois) se sont mis d'accord pour restreindre brutalement l'accueil des réfugiés avec la décision de « *plates-formes de débarquement* » hors Union européenne, et un système « volontaire » de centres dits « contrôlés ».

Quant au fond, Macron, de plus en plus isolé en Europe, prétend accuser de « populisme » tous ceux qui rejettent les politiques menées au compte du capital. A l'entendre, seraient donc « populistes » les cheminots qui, en France, ont fait grève contre la privatisation des chemins de fer et la destruction de leur statut, les hospitaliers qui, en Allemagne, font grève pour des emplois, les travailleurs qui, en Belgique, ont manifesté pour défendre leur retraite.

Mais cette opposition est biaisée des deux côtés, car il n'y a aucun « espoir » dans un « repli nationaliste » ou dans l'espérance d'un retour en arrière.

Non, comme le disait Trotsky dans *Europe et Amérique* (avant-propos, Ed. Selio, page 13) :

« L'Europe n'a plus d'autre issue à l'impasse économique que la révolution prolétarienne, l'abolition des barrières douanières et des frontières d'Etat, la création des Etats-Unis soviétistes d'Europe (...) »

**Daniel Shapira**

# Mexique

## Un véritable triomphe du peuple travailleur et de la nation

### Résolution de la direction politique nationale de la section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale (5 août 2018 - extraits)

**Elections du 1<sup>er</sup> juillet – un “tsunami social”, le régime du PRI-PAN battu : un véritable triomphe du peuple travailleur mexicain et de la nation. Une nouvelle étape s’ouvre dans la situation nationale !**

**T**RENTE millions de personnes se sont mobilisées sur le terrain électoral pour porter à la présidence López Obrador (avec 53 % des suffrages) et permettre à son organisation Morena (1) de gagner la majorité aux chambres fédérales de députés et sénateurs, de gagner cinq gouverneurs d’États et la majorité dans les chambres des États où il y a eu des élections.

Jamais auparavant un candidat à la présidence du pays n’avait obtenu 30 millions de voix, et cela malgré l’énorme campagne de calomnies lancée par les médias contre lui. Il s’agit d’une brutale défaite politique du régime du PRI-PAN (2). En particulier, une défaite écrasante du PRI à l’élection présidentielle, aux chambres, aux élections pour les postes de gouverneur, aux chambres d’États, aux conseils municipaux. Une nouvelle étape s’est ouverte dans la lutte de classe du pays. López Obrador appelle cette nouvelle étape la « quatrième révolution » de l’histoire du pays.

Le PRI a été le parti historique de la bourgeoisie compradore de ce pays. Avec la reconstruction de l’État à la fin de la révolution de 1910-1917, est apparu un régime politique qui s’est doté d’un parti

d’État à partir de 1929. D’abord connu sous le nom de Parti national révolutionnaire (PNR), il prit ensuite celui de Parti de la révolution mexicaine (PRM), pour devenir à partir de 1946 le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Durant près de 90 ans, le PRI s’assurera le contrôle des masses laborieuses au moyen d’un syndicalisme corporatiste qu’il put constituer et maintenir à ses débuts avec l’aide du Parti communiste mexicain, parti stalinien, et sur la base du maintien de certains droits sociaux et acquis nationaux arrachés par le peuple travailleur de la campagne et de la ville. A partir des grandes mobilisations des étudiants en 1968, qui furent « résolues » par le régime moyennant le massacre de centaines d’étudiants, a commen-

---

(1) *Movimiento Regeneración Nacional* (Morena) – Mouvement de la régénération nationale fondé en 2014 par Andrés Manuel López Obrador, candidat aux élections présidentielles de 2006, 2012 et 2018.

(2) *Partido Revolucionario Institucional* (PRI) – Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir pendant plus de 70 ans. Il perd les élections en 2000 et revient au pouvoir en décembre 2012 (Peña Nieto). *Partido Acción Nacional* (PAN) – Parti Action nationale. Il se réclame de la démocratie chrétienne. Son candidat, Vicente Fox Quesada, est élu président en 2000 et 2006.

cé cette longue étape de crise du PRI qui a duré 50 ans. Cette étape est terminée.

Le vote que les masses ont accordé à López Obrador et à son organisation a un contenu et implique un mandat donné au gouvernement élu ainsi qu'à Morena, qui est devenu d'un seul coup le parti majoritaire dans les institutions législatives et exécutives du régime.

Les masses laborieuses et opprimées ont dit qu'elles en avaient assez des contre-réformes (enseignement, santé, ressources naturelles, droit du travail...), assez du bradage des intérêts nationaux au capital financier (l'eau, le pétrole, les minerais...), assez de la violence et de la guerre contre le peuple et sa jeunesse (240 000 personnes assassinées, plus de 30 000 disparus au cours de la période des deux derniers gouvernements).

Le gouvernement de Peña Nieto (3), les partis institutionnels, les médias nationaux et impérialistes, l'oligarchie économique qui sentaient venir la défaite du PRI ont été surpris par la dimension du « tsunami » social qui s'est abattu. Ils ont dû en quelques minutes modifier totalement leur langage... Maintenant, on parle de la victoire de López Obrador comme d'un succès de la « *démocratie mexicaine* », de la « *nouvelle alternance... maintenant orientée à gauche* » (les gouvernements du Parti d'action nationale [PAN] ont été pendant la période 2000–2012 l'« *alternance à droite ou de centre-droit* », selon les médias). Les médias prônent maintenant la nécessité de la plus étroite unité nationale, etc.

La dimension de la mobilisation électorale (dans les urnes, dans la participation populaire aux bureaux de vote...) a rendu impossible de réaliser une nouvelle fraude, ce qui n'a pas empêché que se soient manifestées des tentatives en ce sens. Des milliards de pesos ont été distribués dans l'achat de votes de la part des coalitions du PAN et du PRI, il y a eu des menaces, des assassinats de candidats pour faire fuir les votants, mais cela n'a pas empêché cette première victoire politique du peuple mexicain.

La mobilisation de la population, évidemment, est chargée d'énormes illusions envers López Obrador, en ce sens qu'il suffirait de déposer son bulletin de vote et de la victoire électorale pour que le pays change et qu'une solution soit apportée

aux revendications et aux besoins des masses. Il faudra aider les travailleurs à combattre ces illusions sur le terrain de la lutte pour les revendications, de la démocratie (Assemblée constituante et souveraine, droit pour les travailleurs de la campagne et de la ville à contrôler et diriger leurs organisations syndicales, à disposer d'une représentation politique à eux, indépendante de l'Etat et de tout gouvernement), sur le terrain de la lutte pour la défense de la souveraineté et de l'unité de la nation face aux offensives de l'Etat et de l'impérialisme en crise.

---

## LA PÉRIODE DE CINQ MOIS DE TRANSITION DU POUVOIR

---

Les élections ont eu lieu le premier dimanche de juillet, mais la passation du pouvoir aura lieu cinq mois après, le 1<sup>er</sup> décembre. Le gouvernement de Peña Nieto, les dirigeants du PRI et du PAN ont dû accepter la victoire de López Obrador, mais cependant, en même temps, les gouverneurs du PRI, PAN, PRD (4) — la « mafia du pouvoir » — tournant le dos au mandat donné par les masses, sont approuvées par les chambres locales des mesures et des contre-réformes destructrices des conquêtes et des droits.

L'exemple le plus brutal de cette orientation a eu lieu dans l'Etat de Mexico, où le gouverneur Alfredo del Mazo (du groupe Atacomulco du président Peña Nieto) a fait approuver par le système du *fast track* (« la voie rapide » en français) une contre-réforme des retraites dans laquelle est éliminé le système de répartition et de solidarité, remplacé par un système d'épargne individuelle et par les sociétés dites d'administration des fonds pour la

---

(3) Enrique Peña Nieto (né en 1966), membre du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), président du Mexique depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2012.

(4) *Partido de la Revolución Democrática* (PRD) — Parti de la révolution démocratique fondé en 1969, scission « à gauche » du PRI, qui fut battu aux élections présidentielles deux fois à la suite d'une énorme fraude. A l'intérieur de ce parti, dirigé par Cuauhtémoc Cárdenas, prénom et nom célèbres au Mexique s'il en est, c'est López Obrador qui incarne réellement la gauche par son immense travail dans le pays ; c'est ainsi qu'après la constitution de son propre mouvement, la chute du PRD sera aussi rapide et inéluctable que son tournant vers la droite y compris mafieuse.



retraite (*Afores, Administradoras de Fondos para el Retiro*). Et en même temps, en à peine 20 minutes, indique la presse, il a fait voter la restructuration de la dette publique de l'Etat et a donné faculté à l'administration d'émettre des bons de la dette au bénéfice du capital financier.

Signalons qu'au niveau national, Peña Nieto continue d'appliquer la contre-réforme de l'enseignement en ordonnant que se tiennent les évaluations-licenciements (5) au début de la prochaine rentrée scolaire, en même temps qu'il a enregistré devant la commission des valeurs des Etats-Unis une émission de dette qui pourrait atteindre 10 milliards de dollars, qui seront utilisés pour « *le refinancement, le rachat ou retrait de l'endettement local* ».

---

## LE GOUVERNEMENT DE TRUMP ET OBRADOR

---

Treize jours à peine après la victoire écrasante d'Obrador et de son organisation, une délégation significative du gouvernement impérialiste de Trump (Mike Pompeo, secrétaire d'Etat, Steven Mnuchin, secrétaire du Trésor, Kirstjen Nielsen, de la Sécurité nationale, Francisco Palmieri, secrétaire adjoint pour l'Amérique latine, Jared Kushner, gendre et bras droit du président Trump, et d'autres encore...) a décidé de lui faire une « visite de courtoisie ». C'est un fait sans précédent dans les rapports entre le Mexique et l'impérialisme américain. Formellement, les sujets à aborder lors de la rencontre portaient sur la sécurité, les migrants, le traité de libre-échange, le développement. Le mouvement de trente millions de travailleurs et de jeunes, même sur le terrain purement électoral, a fait rapidement bouger le gouvernement Trump.

Obrador a déclaré quelques jours après : « *Trump et moi avons réussi à déplacer l'establishment.* » Une déclaration surprenante, qui, évidemment, a comme base la crise des partis politiques historiques tant aux Etats-Unis qu'au Mexique, mais qui confond un pays impérialiste, première puissance mondiale, avec un pays semi-colonial.

Obrador a envoyé une lettre à Trump, lui demandant de discuter sur les quatre

sujets. Trump a répondu par des éloges à Obrador, mais en ignorant les problèmes posés. Le fait est que la renégociation du traité de libre-échange (ALENA) est toujours bloquée. Le gouvernement impérialiste fait pression, menace de négocier séparément avec chaque pays, d'abandonner le traité, car il veut obtenir encore plus de concessions que celles qui ont été arrachées. Certains de ses objectifs sont les suivants : renégocier le traité tous les cinq ans, modifier les droits de douane sur l'acier et l'aluminium que le Mexique exporte également vers les Etats-Unis. Et derrière les menaces commerciales, il y a l'objectif de faire retomber sur le Mexique le problème des réfugiés, qui continue de croître. Et enfin, de faire de la frontière sud du pays une barrière imposée au passage des émigrants d'Amérique centrale, et de la frontière nord un campement de tentes de campagne pour héberger tous ces réfugiés.

---

## LE "TSUNAMI" MEXICAIN ET LA SITUATION DE L'AMÉRIQUE LATINE

---

Le « tsunami » social qui s'est produit, et dont les conséquences ne se réduisent pas à porter Obrador à la présidence mais marquent la situation de l'avenir immédiat du pays, contribue à la résistance des travailleurs et des peuples d'Amérique latine et de la Caraïbe contre l'offensive que développe l'impérialisme. Celle-ci ne cherche pas seulement à démanteler les conquêtes arrachées par les masses lors de l'étape dite, selon la presse, « des gouvernements progressistes », mais à attaquer l'existence même de la souveraineté et de l'unité des nations.

Aujourd'hui, nous connaissons une situation incertaine dans laquelle l'impérialisme et les oligarchies promptes à tout brader portent des coups aux masses laborieuses, lesquelles, en même temps, développent une résistance. Il nous semble que l'expérience du Mexique montre que le ras-

---

(5) Allusion à une réforme pédagogique qui cache mal un vaste plan de licenciements d'enseignants auxquels a été retirée la titularité de leur poste, qu'ils ne peuvent retrouver (celui-ci ou un autre) qu'en se soumettant à la double pénalité de la perte du poste occupé et du couperet d'une évaluation arbitraire.

le-bol qui s'accumule chez les peuples travailleurs du sous-continent conduit à des explosions sociales à l'étape nouvelle maintenant ouverte de la situation mondiale.

Au Nicaragua, la jeunesse étudiante, entraînant les masses paysannes et populaires, sème le doute dans le gouvernement et le régime « sandiniste » lui-même, qui, par son adaptation aux intérêts de l'impérialisme et de l'oligarchie locale, s'est transformé en un « massacreur » de jeunes.

En Argentine, les masses laborieuses répondent par la grève et les manifestations à la politique du gouvernement Macri, qui brade l'économie au profit du FMI, détruit l'emploi et le niveau de vie des masses par de brutales augmentations des prix et des restrictions budgétaires. La division des organisations syndicales, l'absence d'une politique de front unique anti-impérialiste sur laquelle s'appuyer pour les travailleurs sont des obstacles à la progression de la résistance des masses laborieuses.

Au Brésil, le coup d'Etat judiciaire porté au gouvernement du PT, soutenu par les partis de l'oligarchie et par l'impérialisme, a été dur. Cependant, le gouvernement putschiste n'a pas pu empêcher la grève des 40 millions, celle qui a bloqué la contre-réforme des retraites, ni pu détruire le PT, qui maintient sa ligne « *Liberté pour Lula, Lula président* ». L'activité de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale et son initiative du comité de Dialogue et Action pétiste ont été un élément dans la lutte du PT.

En Haïti, le peuple haïtien, qui a lutté pour le retrait des troupes d'occupation de l'ONU et a obtenu un retrait partiel, s'est mobilisé massivement une fois de plus, stoppant la hausse des prix des combustibles décrétée par le gouvernement, et a fait tomber le Premier ministre.

Mais les masses laborieuses mexicaines, non seulement trouvent un point d'appui dans la résistance des travailleurs de l'ensemble du sous-continent latino-américain, mais également dans la résistance des travailleurs des Etats-Unis. La crise de l'impérialisme américain arrive au point où la ligne de partage entre les classes commence à se dessiner clairement. La mobilisation nationale des étudiants contre les armes, les mobilisations de solidarité avec les réfugiés, et surtout les grèves des professeurs pour la défense de leurs salaires et de

l'emploi dans plusieurs Etats de l'Union sont l'expression de cette tendance.

L'analyse des événements d'Amérique latine et de l'état d'esprit de la classe laborieuse américaine nous permet de rechercher les points d'appui pour la construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, sur la ligne de la construction de la représentation politique de la classe laborieuse. C'est ainsi que nous avons besoin d'affirmer la continuité de la conférence binationale que nous avons organisée l'année passée dans la ville de San Diego.

---

## LES INITIATIVES DE LOPEZ OBRADOR

---

Obrador a également reparlé de quelques-unes des promesses de sa campagne électorale. Il évoque maintenant un fort investissement dans la « reconstruction » des deux principales entreprises nationales d'Etat, Pemex et la Commission fédérale d'électricité, entreprises qui ont subi un processus de démantèlement de la part des deux gouvernements antérieurs (la production de pétrole est tombée de 2,5 millions de barils à 1,8, la production de carburant a baissé de 45 % en six ans et 70 à 80 % de l'essence consommée aujourd'hui dans le pays viennent du Texas). Ces initiatives de lois et de mesures qu'Obrador annonce qu'il va prendre renforcer et accentuent les illusions de la population.

Obrador n'aborde pas les problèmes fondamentaux, comme par exemple la dette publique (qui a brutalement augmenté pendant les gouvernements du PAN, et en particulier celui de Peña Nieto). Il maintient l'« indépendance » de la Banque du Mexique, ce qui signifie la soumission de cette dernière aux orientations de la Réserve fédérale américaine. Son équipe participe déjà à la renégociation du traité de libre-échange avec le représentant du gouvernement de Peña Nieto. Obrador veut établir des relations harmonieuses avec le gouvernement de Trump, mais la réalité, comme l'indique le journal espagnol *El País*, porte-parole impérialiste, est qu'il y a un antagonisme entre ces initiatives et les intérêts du capital financier.

La réalisation de ces 13 décrets — même s'il s'agit de pas en avant limités dans la rupture avec la politique pro-impérialiste suivie par le gouvernement du

PRI-PAN — va se heurter aux institutions du régime, de l'Etat du PRI, et avec les intérêts des entreprises impérialistes.

Un exemple clair est déjà apparu. Obrador se propose de réduire les dépenses de l'Etat, de réduire les salaires de sa haute bureaucratie (il parle d'une économie de 500 milliards de pesos [pour mémoire, 1 euro = 21,6 pesos — NdT], c'est-à-dire de 25 milliards de dollars). Les énormes coûts du pouvoir judiciaire s'étalent aujourd'hui dans la presse (des juges gagnent des sommes colossales au titre de salaires et prestations diverses), il en est de même pour les pouvoirs législatif et exécutif. D'ores et déjà, des juges se sont prononcés contre la réduction de leurs privilèges.

Pour faire passer ces décrets, il faudra réformer la Constitution. Morena a remporté la majorité dans les chambres fédérales et dans les Etats où il y a eu des élections. Cette situation nous permet de nous adresser à Obrador, à Morena et à ses députés, enfin de mettre en avant la nécessité de convoquer l'Assemblée nationale constituante et souveraine afin de vaincre la résistance que va offrir la « mafia du pouvoir », qui a subi un dur coup politique mais qui n'a pas disparu, de vaincre la résistance des institutions qui, comme nous le voyons dans l'affaire du pouvoir judiciaire, vont se refuser à accepter l'« austérité ». Tous vont tirer à boulets rouges sur les mesures qui affectent les intérêts impérialistes, comme on le voit dès maintenant dans l'affaire de la reconstruction de l'industrie pétrolière. Il est absurde, disent certains d'entre eux, de reconstruire les raffineries que possède le pays, c'est d'un coût très élevé.

Nous avons l'occasion d'expliquer, à partir des événements eux-mêmes, la nécessité de l'Assemblée nationale constituante et souveraine, la nécessité de jeter à bas les institutions du régime du PRI.

---

## OBRADOR ET LE "PARTI" MORENA

---

Avant le 1<sup>er</sup> juillet, nous avons indiqué dans le supplément à notre journal *El Trabajo* l'imminence de la victoire d'Obrador, et en même temps que « l'incertitude était de savoir s'il gagnerait la majorité des chambres ». Tous les médias et les oligarchies ont été surpris. Morena, quatrième et peut-être cinquième

force politique dans les chambres, est devenu d'un seul coup, du fait de l'explosion sociale qui s'est appuyée sur la personnalité et le travail (de longues années à parcourir le pays) d'Obrador, le parti dominant dans les deux chambres. Cela ne fait pas de Morena un parti de la population laborieuse, et pas davantage de la bourgeoisie compradore.

Il s'agit d'un regroupement très hétérogène autour de la personnalité et du prestige d'Obrador, lequel décide des initiatives entouré d'un cercle étroit de personnalités disparates. Ce regroupement va être confronté rapidement au développement de la lutte des classes, qui a été longtemps contenue dans ce pays. Dans Morena, il y a une couche de politiciens professionnels (*los chapulines*) qui procèdent du PAN, du PRD et du PRI (*on comprend mieux la métaphore lorsqu'on sait que ce terme désigne la sauterelle — NdT*), une couche de nouveaux politiciens qui cherchent à grimper dans les cadres des institutions et les couches de jeunes et de militants attirés par l'« aimant » que constituent Obrador et son organisation. Les contradictions qui existent dans Morena marquent déjà des différenciations dans cette organisation, lesquelles vont s'approfondir. Nous voyons des militants, des intellectuels de cette organisation qui commencent à parler de la constitution d'une gauche à l'intérieur de Morena. Nous voyons également, au niveau du cercle étroit de Morena, la critique publique de Tatiana Clouthier dirigée contre la proposition de désigner à la tête de la Commission fédérale d'électricité (CFE) Manuel Bartlet, ex-secrétaire dans le gouvernement du PRI avec à sa tête Miguel de la Madrid, artisan de la fraude électorale à l'élection présidentielle contre Cuauthémoc Cárdenas (1988) et assassin présumé du candidat du PAN à cette même élection, le père de M<sup>me</sup> Clouthier (6).

Pour ce qui est de la base populaire de Morena, travailleurs, groupes de travailleurs, jeunes, il faut chercher à développer le dialogue à partir de la lutte pour

---

(6) Tatiana Clouthier (née en 1964) a été la coordinatrice et la directrice de la campagne présidentielle d'Obrador. Elle est la fille de Manuel Clouthier, candidat du PAN à l'élection présidentielle de 1988.

les revendications qu'ils ont développée et maintenue dans cette dernière étape, et dans la perspective de l'Assemblée constituante et de la nécessité d'une représentation politique de la classe laborieuse.

Il y a également une autre version de cette même adaptation lorsqu'on indique que la construction d'une représentation

politique des travailleurs n'est pas à l'ordre du jour pour le moment, et que, dès lors, elle est pour une autre étape. Cela est erroné : dès maintenant, on peut avancer dans cette voie.

Nous rencontrons des travailleurs, des dirigeants syndicaux qui réfléchissent sur cette question (...).

## Les gouvernements de Trump et Peña Nieto signent la renégociation du Traité de libre-échange

Les gouvernements des Etats-Unis et du Mexique sont parvenus à un accord dans la renégociation du Traité de libre-échange (ALENA). La majorité des médias et des analystes mexicains présentent l'accord comme une victoire (« *Le pays a échappé à une crise majeure* », disent-ils), même si des représentants des chambres patronales ne s'interdisent pas de regretter que « *le Mexique a(it) fait des concessions aux Etats-Unis* ». Les négociations ont été menées en secret, et, même après l'accord, l'information est distillée au compte-gouttes.

Trump, sous la pression de la crise de son gouvernement, et maintenant face à des plaintes de son avocat et à la proximité des élections de mi-mandat des députés et sénateurs, a précipité l'accord dans cette renégociation de l'ALENA, afin de présenter un résultat positif de sa politique extérieure et de continuer à imposer les intérêts des transnationales nord-américaines. Maintenant, l'accord devra attendre ce que dira le gouvernement du Canada. Ensuite, que ce dernier accepte ou non, il passera devant les chambres des sénateurs du Mexique et des Etats-Unis.

Usant de ses habituels moyens de pression, menaces et insultes, Trump s'est avancé dans la renégociation en imposant de nouveaux chapitres et de nouvelles conditions dans les rapports commerciaux avec notre pays. Trump ne s'occupe pas pour l'instant du gouvernement du Canada, cela afin d'utiliser l'accord avec le gouvernement du Mexique comme moyen de pression pour imposer au gouvernement canadien de nouvelles conditions commerciales.

---

### VINGT-QUATRE ANNÉES DE TRAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN

---

Résumons ce qu'ont signifié ces 24 années d'ALENA pour les grandes majorités de notre pays. Il est certain que les échanges entre les deux pays ont crû de manière exponentielle — aujourd'hui, ils représentent un billion (un million de millions) de dollars —, mais cela a été au béné-

ficie des entreprises impérialistes et du petit secteur oligarchique du pays (17 grandes fortunes).

Depuis 1994, année de son entrée en vigueur, le fonctionnement de l'ALENA a produit un brutal exode migratoire vers les Etats-Unis. Le chiffre de 12 millions d'émigrés mexicains a été atteint en 2007, avec ou sans papiers, 10 % de la population nationale. Cet exode n'a été arrêté que par les mesures anti-immigrants qui ont été prises par les gouvernements démocrates et

républicains des Etats-Unis, ainsi que par l'éclatement de la crise économique de 2007-2009.

L'ALENA a apporté le démantèlement industriel et la destruction de la petite et moyenne agriculture, et, par conséquent, l'émigration vers les villes et l'étranger, et le développement des activités de délinquance avec la décomposition qui s'en est suivie et son monstrueux chiffre d'assassinats et d'enlèvements.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) a connu une variation très faible, misérable, autour de 2 % annuels en moyenne. Nos salaires sont les plus bas des pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), etc. Il faut ajouter que pour la classe laborieuse des États-Unis, l'ALENA s'est soldé par des pertes d'emplois et une pression à la baisse sur les salaires du fait de la concurrence créée par les bas salaires des immigrés et des misérables salaires payés au Mexique.

---

## LE NOUVEAU TRAITÉ DE "LIBRE-ÉCHANGE" : LE MEXIQUE, UNE SORTE DE ZONE FRANCHE DES ENTREPRISES NORD-AMÉRICAINES

---

Le nouveau traité est l'expression de la politique « *America First* » (les Etats-Unis d'abord) de Trump, qui se propose de réorganiser les relations commerciales dans le monde entier — en ce cas au Mexique, en Amérique latine — au bénéfice des grandes entreprises des Etats-Unis. Trump imagine de placer les entreprises impérialistes nord-américaines à la tête du secteur des nouvelles technologies. En ce cas, il s'agit de transformer le Mexique en une sorte de zone franche pour les entreprises impérialistes des Etats-Unis. Citons des exemples des nouveaux chapitres acceptés par les « négociateurs » mexicains.

### A. La propriété intellectuelle

Selon le bureau du représentant des Etats-Unis au Commerce, ce chapitre établit « *une forte protection des brevets... Une forte protection pour les innovateurs pharmaceutiques et agricoles... Dix années*

*de protection de données pour les médicaments biologiques* » ; « *il protège les titulaires des droits aux Etats-Unis contre le vol de secrets commerciaux* ». La protection des livres et des films est reportée de 60 à 75 ans au bénéfice des entreprises nord-américaines.

### B. L'agriculture

Sur ce chapitre qui, déjà, dans sa version première, a été nocif pour la paysannerie mexicaine pauvre et moyenne, le droit de douane zéro est maintenu pour les produits agricoles importés, ce qui a conduit notre pays à perdre la souveraineté alimentaire sur des produits de base comme le maïs, le haricot et le riz.

Le traité établit — dit le texte du bureau du représentant des Etats-Unis au Commerce — des « *normes sans précédent pour la biotechnologie agricole... Le chapitre recouvre toutes les biotechnologies comme l'édition de gènes, pendant que l'accord de partenariat transpacifique (TPP) ne concerne que la technologie traditionnelle de l'ADN* ». Dans le cas de l'industrie textile, il promeut l'usage de fibres et de toiles nord-américaines.

S'agit-il d'un « libre-échange » entre la première puissance impérialiste et un pays pauvre ? Le traité renégocié fixe des normes sans précédent pour protéger les entreprises nord-américaines, pour sortir du marché les autres puissances impérialistes et la Chine. La présidence des Etats-Unis présente le nouveau traité comme l'exemple à suivre à l'échelle mondiale, puisqu'il inclut les dernières avancées technologiques et qu'il est plus restrictif que le TPP.

### C. Les règles premières

« *Cet accord encourage la fabrication aux Etats-Unis...* », dit le représentant des Etats-Unis au Commerce : « *75 % des automobiles doivent être réalisées aux Etats-Unis et au Mexique...* » Pour la production des automobiles, il est exigé que « *40 à 45 % du contenu automobile... soient réalisés par des travailleurs qui gagneront au moins 16 dollars l'heure* ».

L'accord présente des contradictions. En apparence, il s'agit d'augmenter les salaires des travailleurs mexicains (à cause de la pression des syndicats des Etats-Unis). Si 75 % des automobiles doivent être réalisées aux Etats-Unis et au Mexi-

que, comment moins de 40 % vont-elles pouvoir dépendre des Etats-Unis où l'on paie 16 dollars l'heure ? D'un autre côté, ces entreprises impérialistes au Mexique vont-elles payer ce salaire ou vont-elles faire omission de cette règle avec la complicité du syndicalisme corporatiste mexicain ?

Le gouvernement de Peña Nieto a demandé que cette partie de l'accord soit « momentanément » suspendue. De plus, il a accepté que le gouvernement américain impose des taux de douane aux automobiles exportées du Mexique vers les Etats-Unis s'ils le considèrent nécessaire pour leur « sécurité nationale » (accord annexe).

#### D. Finances

Le marché des services financiers est totalement libéré au bénéfice du capital financier nord-américain. Les fonctions de contrôle des organismes régulateurs mexicains sont limitées.

#### E. Sources énergétiques.

**López Obrador : « Notre souveraineté énergétique n'a pas été entamée »**

Exact : les sources énergétiques sont restées en dehors du nouveau traité. Il faut dire clairement que cela n'a pas été du fait du gouvernement bradeur de Peña Nieto et de son « apprenti » Videgaray, mais du moment que connaît la crise du gouvernement impérialiste nord-américain et de la menace du vote de 30 millions de Mexicains.

Cependant, une question reste posée : Peña Nieto a accordé des concessions aux entreprises impérialistes pour l'exploitation du pétrole dans de vastes zones sur tout le littoral mexicain ; leur annulation ne serait-elle pas par hasard nécessaire, puisque l'accord prétend au respect des contrats déjà signés (information du *Wall Street Journal*, 27 août) ?

Avec l'élargissement de la politique de « libre-échange » avec les Etats-Unis, le caractère « maquilador » (1) du pays va

s'accroître, ainsi que sa marque de « zone franche » pour les entreprises impérialistes.

Nous pensons que les restrictions des revenus de la « mafia » du pouvoir ou « l'austérité républicaine » ne suffiront pas pour trouver les moyens de satisfaire les besoins du peuple mexicain de la campagne et de la ville.

Il est nécessaire de répondre au mandat des 30 millions de votants du 1<sup>er</sup> juillet. Il faut un développement industriel et agricole propre, et la coopération commerciale sur un pied d'égalité avec les Etats de l'Amérique latine et les gouvernements qui résistent (même si c'est de manière partielle) à l'Empire (*manière habituelle de désigner l'impérialisme américain chez les militants — NdT*). En même temps, nous avons besoin de la solidarité de la classe laborieuse des pays impérialistes du nord de l'Amérique qui aujourd'hui, par exemple aux Etats-Unis, résiste aux attaques du gouvernement, comme le font les professeurs et maintenant tous les travailleurs du secteur public auxquels Trump veut dérober l'augmentation salariale de cette année.

Il est de la responsabilité de la classe laborieuse de promouvoir cette orientation, ce pour quoi elle a besoin de l'organisation syndicale et politique indépendante, et, pour tout dire, une orientation d'unité avec les mesures nationalistes et démocratiques que prendront le nouveau gouvernement et les représentants de Morena.

**(El Trabajo,  
supplément n° 40,  
1<sup>er</sup> septembre 2018)**

(1) Les *maquiladoras* sont principalement des filiales de firmes étrangères installées le long de la frontière nord du Mexique, bénéficiant d'exonérations fiscales à l'importation de pièces pour assembler et exporter des produits finaux (*Ndtr*).

# La baisse tendancielle du taux de profit et les nouvelles formes d'exploitation dans l'économie numérique

## PARTIE I

**D**ANS les notes sur la situation mondiale publiées dans *La Vérité*, n° 98, nous écrivions :

« En 1945, le processus d'accumulation du capital avait pu être relancé par la reconstruction de ce que la Deuxième Guerre mondiale avait dévasté (plan Marshall), établissant par là même la suprématie sans partage des Etats-Unis sur le marché mondial. Il n'existe aujourd'hui aucun champ d'expansion comparable.

La vague révolutionnaire qui a déferlé (en particulier sur l'Europe) avait pu être canalisée par l'impérialisme américain — secondé par la social-démocratie et la bureaucratie stalinienne — en concédant à la classe ouvrière des conquêtes sociales que le redémarrage du système et son expansion — certes parasitaires — autorisaient.

A l'inverse, le capital se trouve aujourd'hui dans une situation où les conditions de son accumulation exigent un taux d'exploitation du travail salarié incompatible avec toutes les conquêtes qui ont façonné jusqu'à maintenant les relations de travail de la société capitaliste.

Les développements récents de la technique (économie numérique) provoquent une aggravation sans précédent de la baisse tendancielle du taux de profit.

Ce ne sont donc pas seulement les éléments constitutifs de l'ordre établi en 1945 qui doivent être démantelés pour l'impérialisme le plus puissant, qui concentre en son sein toutes les contradictions du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Ce ne sont pas seulement les traités, les accords multilatéraux, les institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC ; ce ne sont pas seulement les alliances militaires du type OTAN ou OTASE, ou bien même les laborieux échafaudages politiques du type de l'Union européenne qui n'ont plus raison d'être.

Ce sont toutes les relations politiques et sociales qui ont été érigées avec l'aide de la social-démocratie et de la bureaucratie stalinienne pour sauver l'ordre impérialiste au prix de concessions aujourd'hui insupportables qui doivent être détruites. »

Le pilonnage de ces « concessions » plonge ses racines dans les contradictions du système économique. Selon la Fédération internationale de robotique (1), le nombre de robots industriels vendus dans le monde est passé de 111 000 en 2006 à 387 000 en 2017. L'an dernier, ce chiffre a grimpé de 31 %. Le stock de robots en opération était d'un million en 2008. Il avait doublé en 2017 et passera à 3 millions en 2020. Les infrastructures numériques au sens large (serveurs, moyens de communication et de stockage, réseaux, cloud...), les algorithmes (\*) et l'intelligence artificielle (\*) (*voir lexique*) inondent les processus de production à l'échelle mondiale.

Pour survivre, les capitalistes doivent nécessairement acquérir ou développer des machines plus perfectionnées pour améliorer leur productivité. Comme l'indique la Commission européenne dans un récent

(1) <https://ifr.org/ifr-press-releases/news/robots-double-worldwide-by-2020>

rapport (2), « le développement technologique est essentiel à l'accroissement de la productivité globale ».

Ces investissements massifs dans la technologie élèvent davantage la composition organique du capital, expression (selon la formule de Marx) du rapport entre les moyens fixes de production et les salaires – composition organique du capital =  $C/V$  (« intensité capitaliste » dans le vocabulaire moderne), où  $C$  représente le capital constant (moyens de production, machines et matières premières) et  $V$  le capital variable (salaires).

La Commission européenne ajoute :

« Bien qu'il existe une divergence de vues dans la littérature académique sur l'impact potentiel de la technologie sur la création ou la destruction d'emplois, selon certaines études, si les nouvelles technologies existantes étaient adoptées dans les processus de production, elles pourraient automatiser entre 37 % et 69 % des tâches (en fonction de l'Etat membre), entraînant un changement important dans l'ensemble des tâches effectuées par les travailleurs dans de nombreux secteurs. »

Et la commission de prédire la suppression de nombreux emplois peu qualifiés. Ce processus de remplacement de l'homme par la machine, même si la Commission européenne prend de nombreuses précautions sur son ampleur, tend à réduire le capital variable ( $V$ ) et augmenter la compo-

sition organique du capital à un niveau encore plus élevé. Pour la Commission européenne, c'est un fait clairement établi :

« Les mutations technologiques en cours, associées à la mondialisation, ont contribué à une augmentation de l'intensité capitaliste de la production, en particulier dans les secteurs de la fabrication, des transports et de la logistique. Par exemple, l'intensité du capital dans les secteurs du commerce et de la fabrication en Italie a augmenté de plus de 50 % depuis 1995 » (3).

Or si l'augmentation de la composition organique du capital est une *nécessité*, elle dégrade aussi *nécessairement* le taux de profit. Marx définit le taux de profit moyen par la formule :

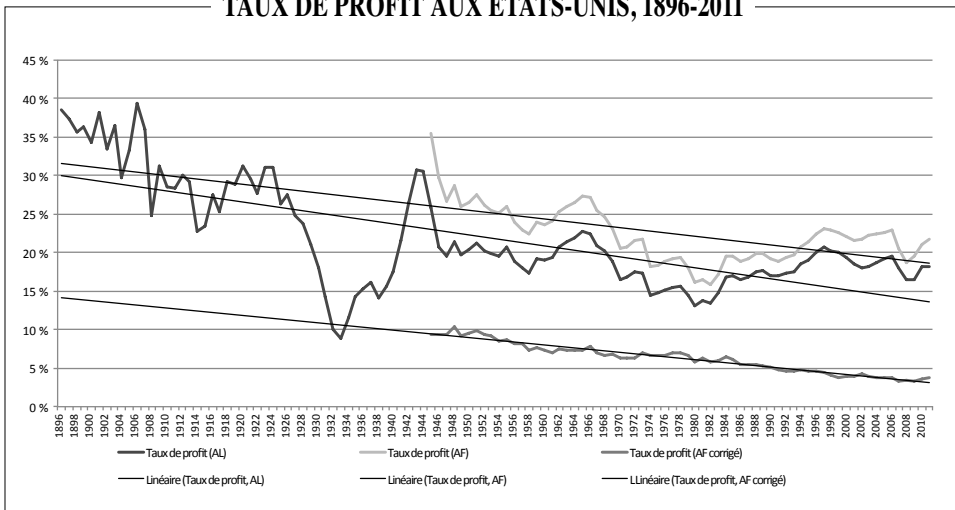
$$\text{Taux de profit moyen} = \frac{PI/V}{I + C/V}$$

où  $PI$  est la plus-value créée par l'exploitation de la force de travail,  $PI/V$  le taux d'exploitation des travailleurs et  $C/V$  la composition organique du capital. Toute chose étant égale par ailleurs, la croissance du rapport  $C/V$  dégrade le taux de profit.

(2) Rapport 2018 de la Commission européenne sur l'évolution de l'emploi et la situation sociale, 13 juillet 2018, page 12 ([http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-18-4395\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-4395_fr.htm)).

(3) *Ibidem*, page 12.

### TAUX DE PROFIT AUX ETATS-UNIS, 1896-2011



Pour Marx, « le taux de profit ne baisse pas parce que le travail serait moins productif, mais parce qu'il le devient davantage » (cité par Xabier Arrizabaldo Montoro dans *Capitalisme et économie mondiale*, août 2017, page 150).



En conséquence, explique Marx :

« A mesure que diminue progressivement le capital variable relativement au capital constant, s'élève de plus en plus la composition organique de l'ensemble du capital, et la conséquence immédiate de cette tendance, c'est que le taux de plus-value se traduit par un taux de profit général en baisse constante » (4).

Il est important de comprendre, sauf à ignorer les processus réels et sombrer dans l'idéologie, que le taux de profit moyen rend compte du processus global et pas des aspects différenciés du processus de production selon les entreprises et les branches d'industrie. La marge des entreprises de la nouvelle économie numérique est aujourd'hui équivalente à celle du secteur financier (24 %). Mais celle des industries plus anciennes reste inférieure à 10 % (5). Cependant, il n'y a pas de super-économie. Microsoft n'est pas plus profitable aujourd'hui qu'en 1990 et la rentabilité de Google est globalement constante depuis 14 ans. Même si la croissance du secteur numérique engendre d'énormes dépenses d'infrastructures (6) qui viennent gonfler le capital constant et la composition organique du capital, l'économie digitale ne pesait que 6 % du produit intérieur brut dans les pays de l'OCDE en 2016 (7). Le big data (\*) et l'intelligence artificielle (\*) commencent à remplacer les informaticiens eux-mêmes, alors que les effectifs des géants du numérique sont déjà bien inférieurs à ceux des industries historiques. Volkswagen, premier producteur mondial de véhicules, a deux fois plus d'employés qu'Apple, Microsoft, Google et Facebook réunis.

Pour déjouer les effets de la loi générale de la baisse tendancielle du taux de profit, les capitalistes cherchent à :

- augmenter le taux d'exploitation (PI/V) par la baisse des salaires, l'intensification du travail, l'allongement de la durée du travail ;

- réduire le prix des éléments du capital constant (C), des matières premières, des machines, des surfaces de stockage et de production, des moyens d'approvisionnement ;

- développer le commerce extérieur, l'innovation, les brevets... Mais la rapidité avec laquelle les nouvelles inventions sont copiées et améliorées rend nombre de brevets inopérants. La durée pendant laquelle

les capitalistes peuvent profiter de leur avantage compétitif se réduit de plus en plus. Selon une étude de McKinsey, « la vie moyenne d'une entreprise cotée sur le S&P500 était de 61 ans en 1958. Elle est désormais tombée à moins de 18 ans. »

C'est ce que Marx appelle « les influences contraires qui contrecarrent et suppriment l'effet de la loi générale et lui confèrent simplement le caractère d'une tendance ». Sur ce point, voir également le rôle des monopoles (cf. *La Vérité*, n° 93, pp. 43-44). Mais les « influences contraires » rencontrent leurs limites dans un marché mondial étiré qui étouffe sous le poids des contradictions du régime de la propriété privée. La technologie rend les avantages compétitifs plus éphémères. Le taux d'exploitation se heurte aux limites de la journée de travail, au salaire minimum de subsistance et à la lutte de la classe ouvrière pour sa survie. Dans les conditions actuelles du marché mondial, l'accroissement de la composition organique du capital lié au développement de la robotisation et de « l'économie numérique » provoque une aggravation sans précédent de la baisse tendancielle du taux de profit. Ce processus ne peut exercer autre chose qu'une pression dislocatrice gigantesque sur « l'ensemble des relations politiques et sociales (...) qui doivent être détruites » pour tenter de redresser le rendement du capital, sans que ceci ne résolve aucune des contradictions fondamentales qui minent le système.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, une confirmation vient d'en être donnée par un représentant du capital lui-même. Dans une note de février 2018, Patrick Artus a examiné les principaux indicateurs de l'économie mondiale depuis 1996. Pour le directeur des études à la banque Natixis (8) :

« On retrouve bien dans les évolutions récentes la dynamique du capitalisme décrite par K. Marx :

1. Recul de l'efficacité des entreprises qui pourrait réduire le rendement du capital. »

(4) Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, tome I, chapitre 13.

(5) [http://pages.stern.nyu.edu/~adamodar/New\\_Home\\_Page/datafile/margin.html](http://pages.stern.nyu.edu/~adamodar/New_Home_Page/datafile/margin.html)

(6) Google a investi 30 milliards dans ses infrastructures en trois ans.

(7) <http://www.worldbank.org/en/publication/wdr2016>

(8) Natixis, *Flash Economie*, n° 130, 2 février 2018.

Il fait référence ici à la baisse tendancielle du taux de profit.

« 2. Réaction à la baisse du rendement du capital par la déformation du partage des revenus en faveur des profits et au déclin des salariés. »

« Cela s'obtient, *explique-t-il*, par la baisse du pouvoir de négociation des salariés, par la flexibilité accrue du marché du travail. (Mais) « la compression des salaires et la hausse induite des profits ont une limite, qui est l'impossibilité de réduire les salaires en dessous d'un certain niveau (le "salaire de subsistance"). »

« 3. Quand cette déformation atteint sa limite, utilisation d'activités spéculatives pour accroître la rentabilité du capital. Cette dynamique aboutit nécessairement d'une part à la hausse des inégalités de revenu, d'autre part à des crises financières. »

Parmi les activités spéculatives en forte croissance, Patrick Artus mentionne notamment la spéculation immobilière et les rachats d'actions par les entreprises elles-mêmes pour soutenir artificiellement leurs cours boursiers. Quant à la hausse des inégalités de revenu, c'est aujourd'hui un fait incontestable. Le rapport sur les inégalités mondiales 2018 (9) établit que « depuis 1980, les 1 % d'individus les plus riches dans le monde ont capté deux fois plus de croissance que les 50 % les plus pauvres », soit 3,8 milliards d'individus. Selon ce rapport, « les inégalités de patrimoine se sont fortement creusées aux États-Unis, où la part des 1 % des plus gros détenteurs est passée de 22 % en 1980 à 39 % en 2014, l'essentiel de cette évolution étant due à la tranche des 0,1 % les plus riches ».

La contradiction fondamentale du mode de production capitaliste est devenue insoluble. La situation ne fera que s'aggraver dans une succession de crises de plus en plus violentes, dont le rythme est imprévisible. Comme l'écrivait Trotsky :

« Pour Marx, le problème de la reconstruction de la société ne se posait pas en raison de ses préférences personnelles ; il surgissait comme une nécessité historique inexorable, d'une part de la croissance des forces productives jusqu'à leur pleine maturité, d'autre part de l'impossibilité de développer davantage ces forces productives sous l'empire de la loi de la valeur.

Les élucubrations de certains intellectuels selon lesquelles, en dépit de l'enseignement de Marx, le socialisme ne serait pas inéluctable, mais seulement possible, sont absolument vides de sens. Il est évident que Marx n'a jamais voulu dire que le socialisme se réaliserait sans l'intervention de la volonté et de l'action de l'homme ; une telle idée est simplement absurde.

Marx a prédit que, pour sortir de la catastrophe économique où doit conduire inévitablement le développement du capitalisme — et cette catastrophe est devant nos yeux —, il ne peut y avoir d'autre issue que la socialisation des moyens de production. Les forces productives ont besoin d'un nouvel organisateur et d'un nouveau maître ; et, l'existence déterminant la conscience, Marx ne doutait pas que la classe ouvrière, au prix d'erreurs et de défaites, parviendrait à prendre conscience de la situation, et, tôt ou tard, tirerait les conclusions pratiques qui s'imposent » (10).

(9) <http://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-summary-french.pdf>

(10) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque* (1939), Ed. Selio (collection Classiques du marxisme), janvier 2009, page 35.

## PARTIE II

# Comment faire grève face à un algorithme ?

**L**A récente grève des travailleurs des plates-formes Deliveroo (\*) et Uber Eats (\*) s'est heurtée à la remise en cause des « concessions » que le capital et ses lieutenants avaient dû concéder à la classe ouvrière pour échapper à la révolution prolétarienne. « *Comment faire grève face à un algorithme ?* », s'interroge le journal *Libération* :

« C'est le défi lancé aux livreurs à vélo de Deliveroo et Uber Eats, en grève du 8 au 15 juillet pour exiger une tarification minimum et la prise en compte de la pénibilité de leur travail. Par son essence même, l'algorithme est un casseur de grève : son rôle est de répartir en temps réel la force de travail pour faire face à la demande. Qu'il pleuve et que la demande de livraisons augmente, ou qu'il y ait une grève et que l'offre de travail diminue, peu importe au fond, (*l'algorithme*) fera froidement son travail en faisant en sorte que les clients reçoivent au plus vite leur burger au bacon » (11).

La prétendue liberté offerte par l'auto-entrepreneuriat a son prix. Privés du statut de salariés, les livreurs à vélo ne peuvent utiliser les articles du Code du travail qui interdisent à l'employeur de remplacer un salarié gréviste par un intérimaire ou un salarié en contrats précaires. S'ils ne répondent pas à l'offre de livraison, l'algorithme affectera la course instantanément à un autre livreur. Privés des effets de la grève, les travailleurs sont à la merci des patrons d'Uber Eats et de Deliveroo, qui, conscients de leur avantage, n'ont pas hésité à baisser le prix des courses.

La nouvelle économie, alibi des évolutions « nécessaires » des conquêtes sociales réclamées à cor et à cri, a cependant des fondamentaux fort anciens. Marx expliquait déjà que « *les capitalistes cherchent à s'affranchir de cet esclavage insupportable (c'est-à-dire les conditions gênantes du contrat de travail) en s'aidant des ressources de la science* » (12).

Le régime des auto-entrepreneurs fut créé en 2008 concomitamment à la création d'Uber et à l'essor des smartphones. Pour ses concepteurs, il fallait « *exalter l'esprit d'entreprise* ». Hervé Novelli, le secrétaire d'Etat chargé des petites et moyennes entreprises déclarait alors : « *Cela abolit, d'une certaine manière, la lutte des classes. Il n'y a plus d'exploiteurs et d'exploités* » (13).

Une affirmation certes pratique pour les besoins de la cause, mais qui ignore les enseignements de la révolte des canuts lyonnais (\*) du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans leur immense majorité, les tisseurs de soie n'étaient pas salariés. Ils étaient payés à la pièce. Et pourtant, ils furent le berceau du mouvement ouvrier français et, encore aujourd'hui, une référence mondiale de la lutte des classes.

Dans de nombreux pays, des travailleurs ubérisés se sont lancés, souvent avec succès, dans des actions en justice pour exiger la requalification de leur activité en contrat de travail contre leur condition d'indépendant ou d'auto-entrepreneur. C'est pour cette raison qu'en France, le gouvernement de la « start-up nation » chère au président Macron a décidé de légiférer pour leur interdire l'accès au statut de salarié. Par sa simple existence, une charte écrite par le capitaliste, supposée « offrir » plus de droits aux travailleurs des plates-formes, suffirait à les priver du lien de subordination (\*) qui leur permet d'ester en justice. Un lien de subordination remis en cause jusque dans les organisations syndicales historiques de la classe ouvrière, au motif que la nouvelle économie, faite de précarité et de « transitions professionnelles », exige des propositions pour des « *droits individuels garantis collectivement* » attachés à la personne et

(11) *Libération*, 13 juillet 2018.

(12) Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, tome II, Editions Sociales, page 117.

(13) *Le Monde diplomatique*, 1<sup>er</sup> décembre 2017.

non plus au contrat de travail. Une attitude qui, de fait, laisse le champ libre aux patrons et aux gouvernements qui s'attaquent à tous les acquis actuels des travailleurs, fondés sur les garanties collectives attachées au contrat de travail.

Pourtant, rien ne le justifie. Le nombre de travailleurs indépendants est stable, voire même en léger recul, tandis que 85 % des travailleurs actifs sont toujours salariés en emploi à durée indéterminée, dont 20 % d'ouvriers. Ce qui ne les empêche pas, eux aussi, d'être confrontés à l'explosion des outils et de la « pensée » numériques.

---

## HACKATHON : UNE CULTURE D'EXPLOITATION (14)

---

L'entreprise avait un département de gestion du personnel. Puis, c'est devenu le département des ressources humaines. Désormais, on l'appelle le service *People & Culture*, c'est-à-dire « *les gens et la culture* ». Les travailleurs sont responsables de leur employabilité (\*) et de leur carrière. Les salariés peuvent se former eux-mêmes en e-learning (\*) avec les outils numériques. C'est même possible à distance, de chez soi. A quoi sert le service *People & Culture* ? A gérer les embauches et les licenciements, mais aussi à créer les événements qui formeront la culture de l'entreprise : concours virtuels, jeux, vidéos, votes, notation, évaluation mutuelle, réseaux sociaux internes... que vous soyez dans l'entreprise ou en dehors, quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit, vous n'y échapperez pas. Le service *People & Culture* doit être branché, moderne, inventif.

Les salariés sont pressurés et exploités, mais ils doivent être fun (\*). Et comme le fun ne connaît ni journée ni horaire de travail, les travailleurs doivent participer le samedi à un hackathon. Sur la base du volontariat, puisque le samedi n'est pas un jour ouvré dans l'entreprise. Si vous n'êtes pas là, parce que vous refusez de travailler gratuitement ou que vous avez des charges de famille, vous n'êtes pas dans le coup. Donc, vous êtes éjecté ! Même le Vatican, la plus ancienne (et la plus ankylosée) des institutions, a son think tank technologique et son hackathon. Alors, qu'attendez-vous pour vous y mettre ?

Vous croyez vivre un cauchemar ? Non, c'est le nouveau monde. Bien réel. Pour

mieux comprendre, citons cet article du blog de la FING (\*) intitulé « *Hackathon, une culture d'exploitation* » (mars 2018) (15) :

« Les hackathons sont devenus un des rituels compétitifs préférés de l'industrie. Ces concours où de petites équipes de codeurs construisent des produits technologiques lors de sessions de code marathon relèvent de la culture de la Silicon Valley, rappelle Erin Griffith pour Wired. Une culture qui s'est largement diffusée, puisque toutes les grandes entreprises et institutions organisent désormais les leurs (de la Fashion Week au Vatican...), afin de se donner un vernis d'innovation. Les organisateurs les considèrent comme des opportunités de recrutement et comme des moyens d'évangéliser aux questions technologiques. Il existe même désormais des entreprises, comme Major League Hacking, qui se chargent d'organiser des hackathons pour des entreprises (...).

La sociologue Sharon Zukin, spécialiste de la gentrification (\*), et son confrère Max Papadantonakis ont passé une année à observer plusieurs hackathons. Dans une étude intitulée « *Hackathons comme rituel de coopération* », ils estiment que ces rituels créent des attentes fictives d'innovation et sont surtout utilisés pour faire travailler des gens gratuitement. Pour eux, les hackathons promeuvent une nouvelle norme de travail précaire basée sur l'auto-investissement et l'auto-exploitation de leurs participants. Cela n'empêche pas les participants bénévoles de voir ces événements positivement, notamment parce que ces événements très sociaux sont souvent riches émotionnellement et instructifs. Les étudiants qui y participent estiment et acquièrent des compétences que les cours ne dispensent pas.

De leur côté, ceux qui les organisent jouent à fond de la « romance de l'innovation numérique », vantant le travail comme un plaisir, l'épuisement comme expérience et la précarité comme opportunité. Les sociologues, qui n'ont observé que des hackathons ouverts au public, rappellent que de

---

(14) Contraction de « hack » et de « marathon », un hackathon est un événement lors duquel des équipes composées de développeurs (mais aussi de designers et de chefs de projet) doivent développer un projet informatique, en général un logiciel ou une application. Elles doivent le faire sur une période limitée, et généralement courte (une journée, une nuit, un week-end). Le but est donc de coder rapidement quelque chose de malin (d'où le « hack »). Il s'agit aussi de le développer d'une manière intensive sans s'arrêter (d'où le marathon).

(15) <http://www.internetactu.net/a-lire-ailleurs/hackathons-une-culture-dexploitation>

nombreuses entreprises de la technologie en organisent également en interne, le week-end, où les employés sont poussés à participer. Pour eux, les hackathons reflètent une asymétrie de pouvoir entre les entreprises commanditaires et leurs participants. L'ironie, c'est que peu importe que les participants participent volontairement à leur auto-exploitation, s'amuse ou apprennent : ces événements produisent rarement des innovations utiles au-delà de l'événement. Au-delà de quelques très rares belles histoires, la plupart des participants ne travailleront pas sur leur projet après le hackathon. Ils ne sont pas plus efficaces en terme de recrutement, souligne l'étude. Ils ne vendent qu'un rêve d'innovation, d'accomplissement par la technologie... ce rêve moderne auquel toutes les entreprises veulent être associées. »

---

## PLUS FORT QUE LE GREENWASHING : LE MATHWASHING (16)

---

Mêmes les individus les plus pauvres, réduits à la misère et dépourvus d'accès aux outils numériques, vivent sous sa contrainte. Comme l'explique Virginia Eubanks, professeur associée à l'université d'Albany, aux Etats-Unis :

« Des systèmes d'éligibilité automatisés, des algorithmes de classements, des modèles de prédiction des risques contrôlent les quartiers qui doivent être policés, quelles familles peuvent obtenir des aides, qui peut accéder à un emploi, qui doit être contrôlé pour fraude » (17).

Elle ajoute :

« Quand les outils d'aide à la décision automatisés ne sont pas construits pour démanteler explicitement les inégalités structurelles, ils les augmentent, les précipitent, les étendent, les intensifient » (voir également l'encadré « *L'austérité est un algorithme* »).

Les algorithmes viennent s'immiscer non seulement dans la production, mais dans la vie tout court. Le sentiment de privation de liberté s'est répandu. La méfiance aussi.

Toujours préoccupés par leur image, les patrons cherchent à rendre leurs pratiques plus respectables. Rien de mieux pour cela que le blanchiment par les mathématiques (« mathwashing »), dont la complexité échappe souvent au commun des mortels, mais qu'on ne peut soupçonner de parti pris :

« Le racisme et le comportement de classe des élites sont "mathwashés", c'est-à-dire

neutralisés par la mystification technologique et la magie des bases de données. Les nouveaux outils high-tech (\*) sont vus comme de simples mises à jour administratives, sans conséquence politiques. Ils ne sont montrés que comme des solutions anodines pour améliorer l'efficacité des systèmes, alors que les transformations qu'ils proposent sont bien plus radicales » (18).

---

## SCHIZOPHRÉNIE DES TEMPS MODERNES : DE L'EUPHORIE À L'INQUIÉTUDE

---

Après l'économie verte, l'économie numérique était désirée comme le Messie. Toutefois, même si, comme disait Molière, « *on est aisément dupé par ce qu'on aime* », l'inquiétude soulevée par la nouvelle économie est palpable. Presque instinctivement. De plus en plus ouvertement.

Elon Musk, patron de Tesla et de SpaceX, n'a-t-il pas mis en garde contre les méfaits de l'intelligence artificielle (IA) (\*), aussi dangereuse, selon lui, que l'arme atomique ?

Et de prendre l'exemple d'une IA dont le but est de cueillir des fraises et qui en vient à détruire la civilisation pour couvrir toute la planète de son fruit favori...

Pour l'auteur américain de science-fiction Ted Chiang :

« Des observateurs de cette industrie parlent de la nécessité pour les IA d'avoir un sens de l'éthique, et certains ont proposé que nous veillions à ce que les IA super-intelligentes que nous créons soient "amicales", ce qui signifie que leurs objectifs devront être alignés avec les objectifs humains.

Je trouve ces suggestions ironiques étant donné que nous, en tant que société, n'avons pas réussi à enseigner aux entreprises le sens de l'éthique, que nous n'avons rien fait pour nous assurer que les objectifs de Facebook et d'Amazon étaient alignés sur le bien public.

Mais je ne devrais pas être surpris. La question de savoir comment créer une IA amicale est simplement plus amusante à considérer que le problème de la réglementation de l'industrie. »

---

(16) Greenwashing : blanchiment par l'écologie. Mathwashing : blanchiment par les mathématiques.

(17) <http://www.internetactu.net/2018/01/15/de-lauto-matisation-des-inegalites>

(18) *Ibidem*.

Et de noter qu'il « *est bien plus facile d'envisager la fin du monde que celle du capitalisme* » (19).

Ce ne sont pas les seuls à s'inquiéter. Pour le célèbre éditeur technologique (et investisseur) américain Tim O'Reilly,

« L'automatisation alimente un système à courte vue de capitalisme actionnarial qui récompense un faible pourcentage d'investisseurs au détriment de presque tout le monde. Bien sûr, l'IA peut être utilisée pour aider les gens à résoudre des problèmes vraiment difficiles et augmenter la productivité économique. Mais cela ne se produira pas suffisamment, à moins que les entreprises n'investissent dans de telles opportunités. O'Reilly soutient que l'impératif constant de maximiser les rendements pour les actionnaires rend les entreprises plus susceptibles d'utiliser l'automatisation uniquement pour économiser de l'argent. Par exemple, il dénonce la façon dont les grandes entreprises remplacent les employés à temps plein par des travailleurs à temps partiel, dont les horaires sont manipulés par un logiciel qui les traite, comme le dit O'Reilly, comme des “*composants jetables*”. Les économies ainsi réalisées sont plus souvent engagées dans des rachats d'actions et autres manœuvres financières plutôt que dans la R&D (\*), les investissements, la formation des travailleurs et autres qui tendent à créer de bons nouveaux emplois. En fait, cela va à l'encontre des intérêts des entreprises à long terme, car les travailleurs bien rémunérés d'aujourd'hui seront les clients de demain. Mais les entreprises sont d'abord motivées par les gains des réductions de

coûts à court terme, qu'O'Reilly appelle “*les algorithmes non examinés qui gouvernent notre économie*”. Et, ajoute-t-il, la Silicon Valley est trop souvent sous contrôle de ce système » (20).

Enfermés dans le cadre étroit du régime de la propriété privée des moyens de production, O'Reilly et ses pairs ne peuvent entrevoir aucune issue. Le capital n'est pas une entité. C'est un rapport social d'exploitation qui, comme disait Marx, « *à un caractère limité et purement historique, transitoire* ».

La loi de la valeur et la loi de la baisse tendancielle du taux de profit contiennent toute la lutte de classe à l'époque moderne. Qui ne comprend pas ces lois ne peut appréhender la lutte de classe, sinon comme phénomène dans son expression immédiate, mais non pas dans son contenu profond. Qui ne comprend pas, qui n'a pas analysé cette abstraction  $(P/V)/(1+C/V)$ , qui est le véritable concret, n'est pas capable de comprendre l'ensemble des développements de la lutte des classes, l'ensemble de la crise de la société capitaliste ; car là résident finalement les fondements mêmes de la lutte pour le socialisme.

**Stéphane Marati**

(19) <http://www.internetactu.net/a-lire-ailleurs/lia-destructrice-un-reflet-du-modele-des-startups>

(20) <https://www.technologyreview.com/s/609318/the-great-ai-paradox>

## Lexique (\*)

**Algorithme** (pp. 37 et 41) : ensemble d'opérations et d'instructions permettant de résoudre un problème et d'obtenir un résultat. Un algorithme participe à définir la manière dont un système informatique ou automatisé doit se comporter.

**Big data** (p. 39) (*littéralement « grosses données » ou mégadonnées, parfois appelées données massives*) : ensembles de données devenus si volumineux qu'ils dépassent l'intuition et les capacités humaines d'analyse. L'exploitation du big data fait appel à de grandes capacités de calcul informatiques, à des algorithmes puissants liés à l'intelligence artificielle, aux mathématiques et aux statistiques.

**Canuts** (p. 41) : nom donné aux ouvriers et artisans lyonnais qui tissent la soie, travaillent à la commande et à la pièce. La révolte des canuts désigne des soulèvements ouvriers ayant eu lieu à Lyon en 1831, 1834 et 1848.

**Deliveroo** (p. 41) : entreprise britannique de livraison de plats cuisinés implantée au Royaume Uni, Pays-Bas, France, Allemagne... Les commandes sont réalisées via le site web de Deliveroo ou son application mobile auprès des restaurants partenaires et sont livrées par des coursiers à vélo indépendants ou auto-entrepreneurs.

**E-learning** (p. 42) : ensemble de solutions et moyens permettant l'apprentissage par des moyens informatiques et dématérialisés (vidéos, sites web éducatifs, exercices en ligne...).

**Employabilité** (p. 42) : selon l'Organisation internationale du travail, l'employabilité est « *l'aptitude de chacun de trouver et de conserver un emploi, à progresser au travail et à s'adapter au changement tout au long de la vie professionnelle* ».

**FING** (p. 42) : Fondation Internet Nouvelle Génération, *think tank* de référence sur les transformations numériques.

**Fun** (p. 42) : terme familier pour « plaisir, amusant ». Utilisé pour décrire quelque chose de drôle, sympathique.

**Gentrification** (p. 42) (embourgeoisement en français) : ensemble d'opérations par lesquelles une population plus aisée s'approprié un espace initialement occupé par des habitants ou usagers moins favorisés, transformant ainsi le profil économique et social du quartier au profit exclusif d'une couche sociale supérieure.

**High-tech** (p. 43) : se dit des technologies de pointe, ou haute technologie, et des industries et outils utilisant ces technologies.

**Intelligence artificielle ou IA** (pp. 37, 39, 43) : ensemble des techniques faisant (notamment) appel à l'informa-

tique, aux algorithmes et au big data visant à reproduire l'intelligence et les caractéristiques mentales humaines.

**Lien de subordination** (p. 41) : expression juridique caractérisant que l'exécution d'un travail se réalise sous l'autorité de l'employeur, lequel a le pouvoir de donner des ordres, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements de son subordonné. Il caractérise dans le contrat de travail la relation juridique de dépendance entre l'employeur et le salarié.

**R&D** (p. 44) : sigle pour « Recherche et Développement », nom du département qui s'occupe dans les entreprises de la recherche et du développement des produits.

**Uber Eats** (p. 41) : entreprise américaine de service de livraison de plats cuisinés (par vélo ou scooter) créée par les fondateurs de Uber. Fonctionne par une application mobile et un site Internet, et est disponible dans plusieurs pays. Les livreurs ne sont pas salariés mais auto-entrepreneurs.

## "L'austérité est un algorithme"

(<http://www.internetactu.net/a-lire-ailleurs/lausterite-est-un-algorithme>)

**E**N Australie, les prestations sociales sont conditionnées aux ressources des bénéficiaires et le contrôle des ressources est vu comme un moyen d'assurer l'équité des prestations. Tout le problème est que ceux qui ne répondent pas aux exigences strictes du système doivent alors rembourser leur "dette" aux autorités. La "dette" est la différence entre ce que vous recevez effectivement et ce que vous êtes censé recevoir. Le système s'appuie sur un algorithme qui compare ce que les gens reçoivent de l'aide sociale et leurs revenus déclarés aux impôts. En 2016, la recherche d'anomalies a été complètement automatisée par l'agence CentreLink, chargée d'administrer les prestations sociales. Le résultat, rapporte Gillian Terzis, a été désastreux : e-mails et appels automatiques menaçants, difficulté, voire impossibilité de contester... A la suite d'une enquête du Sénat en mai 2017, le gouvernement australien a été contraint de suspendre le système.

Pour Gillian Terzis, l'automatisation, ici, a éliminé l'expérience humaine. Les gens étaient dépourvus de recours pour expliquer ou contester leur situation, comme le soulignent les milliers de témoignages récoltés sur le site NotMyDebt : 29 millions d'appels à Centerlink sont restés sans réponse en 2016 ! L'enquête a montré pourtant que la plupart de ces réclamations étaient mal calculées, voire inexistantes. En fait, la méthode de calcul retenue ne parvenait notamment pas à prendre en compte les fluctuations de revenus des travailleurs occasionnels et contractuels, d'où des variations entre le calcul de revenu estimé et le niveau de droit de prestation ouvert. De simples fautes de frappe entre les noms des employeurs des deux systèmes pouvaient générer des demandes de remboursement. Le logiciel, capable de générer 20 000 réclamations automatisées par semaine, semblait d'autant plus prolifique que les agences chargées de récupérer les dettes travaillaient à la commission.

Le système australien n'est pas le seul système défaillant. Un article du *Guardian* de 2016 rapporte par exemple les déboires de l'agence pour l'emploi du Michigan, aux États-Unis, qui a émis des demandes de remboursement auprès de 93 % de ses bénéficiaires entre 2013 et 2015 !

Pour Gillian Terzis, ces dysfonctionnements n'étaient pas tant des bugs que des caractéristiques, visant notamment à décourager les gens à s'expliquer, à rendre le système le plus punitif possible, à générer des recouvrements... L'automatisation des services sociaux et le développement de systèmes de contrôles automatisés sont le résultat de politiques libérales délibérées, souligne Terzis. Les libéraux n'ont cessé de marteler que le chômage relevait de la responsabilité des chômeurs plutôt que d'être le symptôme des dérives du capitalisme. L'aide sociale a de plus en plus été associée à des obligations en retours où le moindre manquement était sévèrement sanctionné. »

TRIBUNA LIBRE DE LA LUCHA DE CLASES

267 (467)  
ABRIL 2018 \$10.00 M.N.

# El Trabajo

La emancipación de los trabajadores será obra de los trabajadores mismos.

## ¡No a las amenazas militares de Trump!

*¡Defendamos el derecho de los migrantes a una vida mejor!*



La defensa de la soberanía nacional solo es real si se respeta la soberanía popular.

---

El 7 de abril se reunió el Comité Nacional de Diálogo entre Trabajadores

---

**MÉXICO:**  
Registran como candidato a Rodríguez Calderón  
¡Un signo más de la preparación del fraude contra López Obrador!  
Pág. 4

**BRASIL:**  
¡Lula Libertad!  
¡Lula Inocente!  
¡Lula Presidente!  
Pág. 7



« Une » de la publication de l'Organisation socialiste des travailleurs, section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale, *El Trabajo*, tribune libre de la lutte des classes, n° 267 (avril 2018).



## DOSSIER

# Migrations et impérialisme

**T**OUT le monde a en tête les images des traitements barbares infligés aux migrants. Ce dossier (\*) a pour objet d'établir d'abord les faits et leurs causes, ainsi que la responsabilité des gouvernements des puissances impérialistes et de ceux qui sont à leur solde dans cette tragédie.

Il doit nous permettre de fonder notre position pour aider à la résistance des masses face à toutes les tentatives — et ce n'est pas la première fois dans l'histoire — d'utiliser les migrants pour diviser la classe ouvrière.

Ceux qui fuient la misère, la faim et les guerres, qui vont de pair avec le pillage des ressources, sont tous des réfugiés, quoi qu'en disent les classifications officielles : il ne s'agit pas de « migrants », mais bien de réfugiés qui doivent fuir les conséquences de la barbarie impérialiste, comme les éléments rassemblés de ce dossier permettront de l'apprécier.

### **Des hommes et des femmes toujours plus nombreux à fuir la misère et les guerres**

Selon les chiffres publiés en décembre dernier par l'Organisation des Nations Unies (ONU), le nombre de migrants dans le monde — les personnes résidant dans un autre pays que celui de naissance — est estimé à 258 millions en 2017, soit 3,4 % de la population mondiale.

Ils viennent d'Asie (106 millions), d'Europe (61 millions), d'Amérique latine, centrale et des Caraïbes (38 millions), d'Afrique (36 millions)...

Ils vont aux Etats-Unis (autour de 50 millions), en Europe (en Allemagne, 12 millions, en Grande-Bretagne, 9 millions, en France, 8 millions...), en Arabie Saoudite (12 millions) et dans les Emirats (8 millions), en Russie (12 millions)... pour ne donner que quelques exemples. Contrairement à certaines idées reçues, 80 % des migrants africains vont dans un autre pays d'Afrique (plus de 3 millions en Afrique du Sud, 2 millions en Côte d'Ivoire, 1,2 million au Nigeria, 1 million au Kenya et en Ethiopie, etc.). Les migrants d'Asie du Sud-Est vont majoritairement en Thaïlande, à Hong Kong, en Malaisie...

Le tableau serait très incomplet si l'on ne mentionnait pas les mingongs, travailleurs chinois originaires des campagnes. Ils sont au moins 200 millions et ne figurent pas dans les statistiques. Ce sont bel et bien des migrants, venus travailler dans les zones économiques spéciales (ZES) mises en place à la suite des réformes économiques initiées en 1979 par Deng Xiao Ping, ainsi que sur les chantiers. Ils sont de fait étrangers dans leur propre pays, privés de droits élémentaires (comme l'éducation gratuite pour leurs enfants) faute du permis de séjour en ville (le hukou). Ils peuvent être renvoyés en masse d'où ils viennent à tout moment, comme cela vient d'avoir lieu à Pékin, par exemple. Comme l'immense majorité des migrants de par le monde, ils sont exploités de la façon la plus éhontée.

La faim, les emplois inexistantes ou détruits, le délabrement des services publics, voire même leur destruction complète, et les guerres toujours plus nombreuses sont les causes immédiates qui poussent des millions d'hommes à emprunter les routes dangereuses de l'exode.

Le nombre des migrants, au sens retenu par les institutions internationales, a d'ailleurs triplé depuis 1970 : chaque année, il ne cesse d'augmenter (*World Migration Report 2018, Organisation internationale pour les migrants, OIM — agence de l'ONU*). Ils sont environ 60 millions de plus depuis la crise de 2008, qui a détruit des millions d'emplois et qu'une nouvelle bulle financière est en train de gonfler.

Comment ne pas faire le lien entre cette explosion du nombre des migrants et le « tournant » des années 1970 ?

---

(\*) Ce dossier a été réalisé grâce à une collaboration et des contributions de militants des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale. Sa rédaction et sa mise en forme ont été coordonnées par Jacques Diriclet, avec la rédaction de *La Vérité*.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le processus d'accumulation du capital avait pu être relancé par la reconstruction (plan Marshall en Europe) et la poussée révolutionnaire jugulée dans le cadre des accords de Yalta.

De la fin de la convertibilité du dollar, ouvrant la voie à un gigantesque espace de spéculation sur les monnaies, des mesures prises pour restaurer les taux de profit par la FED (*Federal Reserve ou FED* – Banque centrale des Etats-Unis) à la fin des années 1970 (triplement des taux d'intérêt) à la déréglementation tous azimuts, une nouvelle période était ouverte.

Les plans d'ajustement structurel et autres politiques d'austérité se sont généralisés à la planète entière, devenant un mode de gestion permanent du capitalisme en crise. La destruction des emplois a atteint des sommets, la baisse du « coût du travail » — c'est-à-dire des salaires — dans la richesse nationale (1) et leur baisse absolue sont devenues l'objectif central de toute politique économique. Les accords de libre-échange ont cassé les fragiles tentatives d'industrialisation, par exemple en Afrique dans l'élan des indépendances, au nom de la compétitivité et de la libre concurrence. Le chômage a explosé, tandis que la spéculation financière a atteint des sommets.

En 2017, l'ONU chiffre à 68,5 millions le nombre de réfugiés et déplacés dans le monde, parmi lesquels 5 millions de Palestiniens : « *En 2017 et pour la cinquième année consécutive, les guerres, les violences et la persécution ont propulsé les déplacements forcés dans le monde vers un nouveau record... Les pays en développement sont les plus massivement touchés* », souligne le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) (2). Ces réfugiés s'installent pour l'essentiel dans leur propre pays, ou dans des Etats limitrophes. Ils sont notamment en Turquie (3 millions), au Pakistan (1,6 million), au Liban (1,1 million, soit une personne sur cinq), en Iran (1 million)... Quatre millions de Syriens sont hors des frontières. L'Afrique est par ailleurs le continent qui accueille le plus grand nombre de déplacés et de réfugiés à l'échelle mondiale.

Plus de 20 millions de personnes sont parquées dans des camps, sans droit de circuler, sans droit de travailler, soumises à un régime d'exception. Un système d'enfermement de masse d'une population considérée comme inutile se met en place sous les auspices de l'ONU : ces camps sont autant de prisons à ciel ouvert.

Dans le langage onusien du Haut Commissaire du HCR, le constat est le suivant :

« *Des zones brûlantes sont devenues encore plus brûlantes, plus graves, et certaines qui existaient ne semblent pas se diriger vers une diminution des violences* » (déclaration du 13 juin 2018).

Mais que sont ces zones brûlantes, et qui est responsable ?

Qui intervient depuis 2001 en l'Afghanistan après avoir armé les dits « islamistes », sinon les Etats-Unis ?

Qui a détruit l'Irak, sinon les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la « coalition internationale » ?

Qui a armé l'opposition syrienne et envoyé des « combattants étrangers » en Syrie, créant les conditions de la transformation des mobilisations de rue de 2011 en guerre civile, sinon les prétendus amis de la Syrie (comprenant l'Arabie Saoudite, le Qatar, la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis) ?

Qui est intervenu et intervient dans la Corne de l'Afrique avec ses forces spéciales, en Somalie et ailleurs ? Qui a imposé la création du Soudan du Sud en 2011, Etat pétrolier aux mains de bandes armées qui se disputent les royalties ?

Qui a détruit la Libye, sinon la France et la Grande-Bretagne, appuyées par l'impérialisme américain ? Qui a créé les conditions de la déstabilisation de toute l'Afrique subsaharienne ?

Qui a permis, notamment via le Rwanda et l'Ouganda, le développement de bandes armées en République démocratique du Congo (RDC), pour s'emparer du coltan (et

(1) Aux Etats-Unis, par exemple, la part des rémunérations et des salaires dans le PIB passe de 50,1 % en 1980 à 45,8 % en 2005. Les salaires réels baissent de 18 % si l'on enlève les 20 % de salariés les mieux payés (cité dans *Capitalisme et économie mondiale*, de X. Arrizabalo Montoro, p. 492).

(2) UNHCR, 19 juin 2018, « *Plus de 68 millions de personnes déracinées en 2017* ».

autres minerais) indispensable dans la fabrication des téléphones portables, sinon les multinationales appuyées par les puissances impérialistes ?

Toute la situation de concurrence exacerbée pour s'emparer des matières premières (cobalt, coltan, pétrole, etc.) et d'accès aux marchés fait que, loin d'aller vers « une diminution des violences », les guerres de ce type sont poussées à s'étendre, conduisant à l'effondrement de régions entières.

## Migration et explosion du nombre des travailleurs surnuméraires à l'échelle mondiale

Dès les origines, le capitalisme a utilisé les migrations pour disposer de la main-d'œuvre dont il avait besoin tout en réduisant au maximum les salaires. Marx décrit ainsi les méthodes pour « rendre surabondante » l'offre de travail, dont l'immigration fait partie :

*« Si l'accumulation, le progrès de la richesse sur la base capitaliste, produit donc nécessairement une surpopulation ouvrière, celle-ci devient à son tour le levier le plus puissant de l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste dans son état de développement intégral. Elle forme une armée de réserve industrielle (...). Elle fournit à ses besoins de valorisation flottants, et, indépendamment de l'accroissement naturel de la population, la matière humaine toujours exploitable et toujours disponible (...). Le progrès industriel, qui suit la marche de l'accumulation, non seulement réduit de plus en plus le nombre d'ouvriers nécessaires pour mettre en œuvre une masse croissante de moyens de production, il augmente en même temps la quantité de travail que l'ouvrier individuel doit fournir. A mesure qu'il développe les pouvoirs productifs du travail et fait donc tirer plus de produits de moins de travail, le système capitaliste développe aussi les moyens de tirer plus de travail du salarié, soit en prolongeant sa journée, soit en rendant son labeur plus intense, ou encore en augmentant en apparence le nombre des travailleurs employés en remplaçant une force supérieure et plus chère par plusieurs forces inférieures et à bon marché, l'homme par la femme, l'adulte par l'adolescent et l'enfant, un yankee par trois Chinois. Voilà autant de méthodes pour diminuer la demande de travail et en rendre l'offre surabondante, en un mot, pour fabriquer des surnuméraires »* (Marx, *Le Capital*, Livre 1, section 7, chapitre 25) (3).

Les révolutions bourgeoises ont « libéré » les paysans du carcan féodal et ont ainsi permis au capitalisme industriel de les drainer vers les villes pour les contraindre à y vendre leur force de travail. Ce fut la première vague de migration.

Mais avant cette période, il faut aussi rappeler que dans la phase d'accumulation primitive du capitalisme, la traite négrière qui dépeupla l'Afrique (40 millions d'esclaves ont été déportés, selon les estimations), tout comme l'extermination des populations indigènes d'Amérique latine dans les mines, joua un rôle décisif. Ce qui fit écrire à Marx :

*« Ce fut la traite des nègres qui jeta les fondements de la grandeur de Liverpool ; pour cette ville orthodoxe, le trafic de chair humaine constitua toute la méthode d'accumulation primitive »* (Marx, *Le Capital*, Livre 1, section 7, chapitre 25).

Dès la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le développement industriel dans quelques pays est devenu tel que l'exode rural national s'avéra insuffisant et créa les conditions d'une immigration internationale. C'est l'immigration (dont l'immigration irlandaise analysée par Marx) (*voir plus bas*) qui a permis dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle au capitalisme américain de s'industrialiser rapidement avec une main-d'œuvre bon marché.

Lénine soulignait déjà dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (Ed. Selio, p. 128) : « Parmi les caractéristiques de l'impérialisme (...), il faut mentionner la diminu-

---

(3) Marx souligne également la place des syndicats : « Lorsque les travailleurs (...) découvrent que l'intensité de la concurrence qu'ils se font les uns aux autres dépend entièrement de la pression exercée par les travailleurs en surnombre et s'efforcent d'organiser, grâce à des syndicats, une coopération systématique entre les ouvriers qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, afin de contrecarrer ou d'atténuer l'effet funeste sur leur classe de cette loi "naturelle" de la production capitaliste, à ce moment-là, le capital et son sycophante, l'économiste, se mettent à crier au sacrilège, à la violation de la loi "éternelle" et pour ainsi dire sacrée de l'offre et de la demande. Toute coalition entre travailleurs employés et chômeurs trouble en effet le jeu "pur" de cette loi. »

*tion de l'émigration en provenance des pays impérialistes et l'accroissement de l'immigration vers ces pays d'ouvriers venus des pays plus arriérés, où les salaires sont plus bas. »*

C'est la situation que nous vivons à une échelle jamais vue, mais des pays impérialistes peuvent être à la fois des pays d'émigration et d'immigration avec l'approfondissement de la crise, par exemple en Espagne, en Grèce, etc.

Tantôt le capital ouvre largement les portes à l'immigration pour renforcer la réserve de main-d'œuvre, tantôt il prend des mesures d'expulsion, ou même il combine les deux selon les nationalités d'origine, selon ses besoins économiques et politiques (*voir plus bas à propos de l'Union européenne*). Par exemple, en 1921, le gouvernement américain a pris des mesures de quotas par nationalité contre l'immigration européenne et asiatique, mais pas pour les autres pays américains, afin de pallier les pénuries de main-d'œuvre pouvant apparaître (saisonniers dans l'agriculture).

Après la Deuxième Guerre mondiale, les frontières de la France et de l'Allemagne, notamment, furent largement ouvertes à la main-d'œuvre immigrée. Si elles sont loin d'être fermées (*voir plus bas*), c'est dans de tout autres conditions. Dans la situation actuelle, il n'existe aucun champ d'expansion comparable à la situation d'après-guerre.

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), il y a plus de 200 millions de chômeurs officiels dans le monde (*Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2018*). Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg.

En France, par exemple, selon les chiffres officiels de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), si le chômage complet touche 3 millions de personnes, la réserve est de 7 millions d'hommes et de femmes. Aux Etats-Unis, si le chiffre officiel de chômeurs est de 5 millions, le « déficit d'emplois » est de 40 millions. Ces statistiques sont sous-estimées, car l'emploi précaire s'est étendu (70 % des contrats le sont) et l'on compte comme emplois beaucoup de situations de chômage partiel.

Et surtout, toujours selon l'OIT (*Rapport hommes et femmes dans l'économie informelle, un tableau statistique*, 2018), deux milliards de personnes — 61 % de la population active dans le monde — survivent dans l'économie informelle (sans contrat de travail, sans aucune règle concernant le salaire et/ou les conditions de travail, et sans protection sociale). En Afrique, 85,8 % des emplois sont informels. La proportion est de 68,2 % en Asie et dans le Pacifique, 68,6 % dans les Etats arabes, 40,0 % pour les Amériques et 25,1 % en Europe et en Asie centrale.

Le développement du « travail informel » est le complément de l'immense chômage organisé à l'échelle planétaire. Il illustre le pourrissement de l'économie capitaliste, désormais incapable d'intégrer la majorité des forces productives, que ce soit aujourd'hui ou dans le futur.

De plus, 1,4 milliard de travailleurs occupent ce que l'OIT appelle des emplois vulnérables. En 2017, plus de 300 millions de travailleurs des pays dits émergents et en développement avaient un revenu de moins d'1,90 dollar par jour (chiffres tirés du rapport de l'OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2018*).

Ces chiffres donnent le vertige. La population de travailleurs surnuméraires qui croupit dans la misère dans les pays dominés, empêchés de se développer par les « règles » de la mondialisation, s'ajoute à l'immense armée de réserve industrielle et des chômeurs des pays développés. Il y a surabondance de capitaux, qui ne trouvent pas à s'employer dans la production faute de débouchés sur les marchés et d'un taux de profit suffisant. Et en même temps, il y a « surabondance » de main-d'œuvre.

Dans le système capitaliste pourrissant, il ne s'agit pas de rendre active la population excédentaire en l'employant utilement « *parce que la limite de la production n'est pas fixée par le nombre des estomacs affamés, mais tout au contraire par le nombre des portemonnaie capables d'acheter et de payer. La société bourgeoise ne peut pas et ne veut pas produire plus qu'il n'existe de moyens solvables. Les estomacs insolubles et le travail qui ne peut être utilisé avec profit, et qui n'est donc pas en mesure d'acheter, tombent dans la rubrique statistique des décès* » (4).

Et dans le même temps, au nom de l'emploi (de sa préservation ou de sa création) et de la compétitivité, une offensive générale est en cours contre toutes les concessions

(4) « *Lettre de F. Engels à F. A. Lange, 29 mars 1865* », in Karl Marx – Friedrich Engels, *Critique de Malthus*, 1978, Ed. Maspéro, page 98.

que le capital a dû faire à la classe ouvrière depuis plus d'un siècle, tous les acquis sociaux, tant dans les pays impérialistes que dans les pays dominés.

Marx distinguait trois parties dans l'armée industrielle de réserve : la partie flottante, qui se réfère aux chômeurs temporaires (« chômage frictionnel ») ; la partie latente, qui se compose du segment de la population qui n'est pas encore pleinement intégrée dans la production capitaliste, par exemple une partie de la population rurale — elle forme un réservoir de travailleurs potentiels pour les industries ; la partie stagnante, qui se compose des personnes à « l'emploi extrêmement irrégulier », où les salaires sont très bas.

Et enfin, il ajoutait une surpopulation qui « habite l'enfer du paupérisme »...

Ces deux dernières catégories prennent une proportion sans doute jamais vue dans l'histoire, ce qui est en rapport direct avec l'accroissement considérable du nombre des migrants, en lutte pour leur simple survie. Les travailleurs qui ont un emploi (*voir les chiffres du BIT*) n'étant pas à l'abri de la paupérisation pure et simple.

La classe dominante n'a aucune solution pour employer les travailleurs surnuméraires. Les institutions internationales, d'ailleurs, ne prévoient rien de tel, sauf dans les discours de propagande (*voir plus bas les prévisions réelles de la Banque mondiale pour l'Afrique*). Des centaines de millions de personnes n'ont aucune chance d'accéder à un emploi, tandis que les rangs de la population habitant « l'enfer du paupérisme » atteignent un volume jamais vu dans l'histoire.

Nous concluons en citant Léon Trotsky (*Le marxisme et notre époque*, Ed. Selio, p. 21) :

« L'armée de réserve industrielle forme une partie indispensable du mécanisme social du capitalisme, exactement comme des réserves de machines et de matières premières dans les usines, ou comme des stocks de produits finis dans les magasins. Ni l'expansion générale de la production ni l'adaptation aux flux et reflux périodiques du cycle industriel ne seraient possibles sans une réserve de force de travail. De la tendance générale du développement capitaliste — accroissement du capital constant (machines et matières premières) relativement au capital variable (force de travail) —, Marx tire la conclusion suivante : "Plus grande est la richesse sociale, plus grande est la masse du surplus stable de population..., plus grande est l'armée de réserve industrielle..., et plus grand est le paupérisme officiel. Telle est la loi générale absolue de l'accumulation capitaliste." »

*Cette thèse, indissolublement liée à la théorie de la paupérisation croissante et dénoncée pendant des dizaines d'années comme exagérée, tendancieuse et démagogique, est devenue maintenant l'image théorique irréprochable de la réalité. L'armée actuelle des chômeurs ne peut plus être regardée comme une armée de réserve, parce que sa masse principale ne peut plus espérer trouver du travail ; au contraire, elle est destinée à se gonfler d'un flot constant de nouveaux chômeurs. La désagrégation du capitalisme a engendré toute une génération de jeunes gens qui n'ont jamais eu d'emploi et qui n'ont pas d'espoir d'en trouver. Cette nouvelle sous-classe, entre le prolétariat et le semi-prolétariat, est forcée de vivre aux dépens de la société. »*

Ce texte écrit en 1939 décrit bien la situation que nous vivons.

### ***"On précipite d'abord la population dans la misère... puis on la chasse"***

Marx a décrit comment la famine de 1846 en Irlande, provoquée par le colon anglais, suscita une émigration massive vers l'Angleterre, alimentant les rangs de l'armée industrielle de réserve, et vers les Etats-Unis :

« La famine de 1846 tua en Irlande plus d'un million d'individus, mais ce n'étaient que des pauvres diables. Elle ne porta aucune atteinte à la richesse du pays. L'exode qui s'ensuivit, lequel dure depuis vingt années et grandit toujours, décima les hommes, mais non (...) leurs moyens de production (...). Il y a relativement la même surabondance de bras qu'avant 1846, le salaire réel est toujours aussi bas, le travail plus exténuant, et la misère des campagnes conduit derechef le pays à une nouvelle crise. La raison en est simple. La révolution agricole a marché du même pas que l'émigration. L'excès relatif de population s'est produit plus vite que sa diminution absolue » (Marx, *Le Capital*, Livre 1, section 7, chapitre 25).

Par ailleurs, Engels indique :

« On précipite donc d'abord la population dans la misère, puis, si l'on ne peut plus rien extraire d'elle et qu'elle tombe à la charge du pays, on la chasse — et on fait le compte des revenus nets ! » (5).

Les « économistes » de l'époque se réjouissaient du fait que les « revenus » (ceux des propriétaires fonciers et des capitalistes d'Irlande) aient crû pendant la période de famine et malgré l'émigration de la population taxée par eux de « superflue ».

La logique actuelle n'est pas différente, mais à une échelle mille fois supérieure. Les « revenus » des actionnaires atteignent des sommets, tandis qu'une proportion toujours plus grande de la population est précipitée dans la pauvreté. Nous en prendrons deux exemples (*la situation au Mexique est traitée dans un article ci-dessous*).

## L'Europe

Dans les cinq années qui ont suivi le plan d'austérité de 2008, 400 000 Irlandais (sur à peine plus de 4,5 millions d'habitants) ont émigré. En Grèce, ils sont 500 000 (sur 10,5 millions) à avoir quitté le pays depuis que la troïka a imposé les mémorandums. Au Portugal, ils sont au moins 350 000 émigrés permanents supplémentaires. De nombreux Espagnols se sont exilés, alors que 3,5 millions d'emplois ont été détruits entre 2008 et 2014.

Dans les pays d'Europe de l'Est, les « experts » du FMI se sont précipités pour imposer la « transition économique et sociale » après 1989. Le résultat en est un cataclysme économique, social et démographique.

La propriété nationalisée a été bradée, des millions d'emplois détruits (1,5 million dans la seule Hongrie), la protection sociale réduite, les salaires diminués... La mortalité a bondi. Une émigration massive s'en est suivie (plus de 10 % de la population), particulièrement dans la jeunesse, tandis que le taux de fécondité s'écroulait.

La Roumanie, en 30 ans, a perdu 3,2 millions d'habitants (14 % de la population), la Moldavie 16,9 %, l'Ukraine 18 %, la Bulgarie 20,8 %, la Lettonie 25,3 %, la Hongrie près de 10 %. Un phénomène analogue a eu lieu en Allemagne de l'Est (6).

Par ailleurs, dans les Balkans, où les puissances impérialistes ont décidé de casser la Yougoslavie, la jeunesse émigre aussi en masse.

Pendant les sept années qui suivirent l'élargissement de l'Union européenne (UE) en 2004, les citoyens originaires d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie, de Pologne, de Slovaquie, de Slovénie, de la République tchèque et de Hongrie pouvaient déjà travailler comme « auto-entrepreneurs » ou comme salariés de compagnies étrangères en Allemagne, pour de bas salaires et avec une couverture sociale réduite. Les citoyens de pays hors UE comme la Serbie ou la Bosnie peuvent désormais entrer en Europe comme « travailleurs détachés » dès lors qu'ils ont un contrat de travail avec une entreprise slovène ou croate.

## L'Afrique

L'Afrique est richissime en matières premières et ses peuples sont pauvres : elle possède plus de 35 % des ressources minérales non énergétiques et une part essentielle des ressources pétrolières mondiales. Elle est vouée, dans le cadre de la division internationale du travail imposée par l'impérialisme, à fournir ces matières premières et à consommer des produits finis importés.

Les ressources minières et agricoles ne rapportent que bien peu aux économies nationales comparé aux gigantesques profits des multinationales. A titre d'exemple, en Côte d'Ivoire, à peine 5 % de la valeur du produit final restent aux petits cultivateurs de cacao.

Les conséquences sociales sont dévastatrices. En Afrique subsaharienne, environ les deux tiers des habitants vivent dans la pauvreté.

La Banque mondiale, dans ses études à destination des « décideurs », ne donne aucun espoir, et pour cause : « Environ 16 % des jeunes Africains qui travaillent ont des emplois

(5) *Ibidem*, page 99.

(6) Chiffres extraits de l'article « *Bouleversement démographique en Europe* », *Le Monde diplomatique*, n° 771, juin 2018.

salariés. En d'autres termes, au cours des dix prochaines années, au mieux, seul un quart de la jeunesse d'Afrique subsaharienne trouvera un emploi salarié, et seuls une petite fraction de ces emplois seront des emplois "formels" dans des entreprises modernes. 80 % de la population active occupée sera dans le secteur informel » (*L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne*, 2014, page 38).

Les conséquences sont connues : une masse de la population fuit la misère et la famine en même temps que les guerres, la grande majorité dans les pays du continent et pour une autre partie dans les Emirats, en Arabie Saoudite ou en Europe.

## L'Europe et la "crise migratoire"

Marx a analysé l'utilisation, par les capitalistes anglais, de l'immigration irlandaise pour diviser la classe ouvrière : « *A cause de la concentration croissante de la propriété de la terre, l'Irlande envoie son surplus de population vers le marché du travail anglais et fait baisser ainsi les salaires, et dégrade la condition morale et matérielle de la classe ouvrière anglaise. Et le plus important de tout ! Chaque centre industriel et commercial en Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles, les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais.*

*L'ouvrier anglais moyen hait l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau de vie. Par rapport au travailleur irlandais, il se sent un membre de la nation dominante, et ainsi se constitue en un instrument des aristocrates et des capitalistes de son pays contre l'Irlande, renforçant ainsi leur domination sur lui-même. Il nourrit des préjugés religieux, sociaux et nationaux contre le travailleur irlandais. Son attitude envers lui est très semblable à celle des "pauvres blancs" envers les "nègres" des anciens Etats esclavagistes des Etats-Unis. L'Irlandais lui rend d'ailleurs la pareille, et avec intérêt. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois le complice et l'instrument stupide de la domination anglaise en Irlande.*

*Cet antagonisme est artificiellement maintenu et intensifié par la presse, les orateurs, les caricatures, bref, par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de son organisation. C'est le secret grâce auquel la classe capitaliste maintient son pouvoir. Et cette classe en est parfaitement consciente »* (Karl Marx, « *Lettre à Sigfrid Meyer et August Vogt* », 9 avril 1870, in MEW – *Marx-Engels Werke* – *Œuvres de Marx et d'Engels*, tome 32, pages 668-669).

Aujourd'hui, dans des conditions différentes des années 1930, notamment parce que la classe ouvrière n'a pas subi de défaite majeure, une nouvelle offensive se mène afin de développer un « antagonisme artificiellement maintenu ». L'Union européenne bat tous les records de cynisme et d'hypocrisie. Tous les moyens sont utilisés pour susciter un « antagonisme majeur », tout en se défendant du contraire...

Le terme de « crise migratoire » est apparu et a été repris partout en 2015. De quoi s'agit-il ? 1,8 million de migrants ont été accueillis dans l'Union européenne, qui comporte 510 millions d'habitants, soit moins de 0,4 % de la population... Peut-on prétendre que cela va déstabiliser le continent ? Venus pour l'essentiel du Moyen-Orient (Syrie, Irak...), d'Afghanistan et de la Corne de l'Afrique, les migrants fuient des zones de guerre dans lesquelles les gouvernements des pays de l'UE sont directement impliqués.

Lors du sommet de l'Union européenne du 28 juin 2018, se sont étalés les désaccords... mais il a débouché sur un accord, de Macron à Salvini en passant par Merkel. Lors de ce sommet, il n'a été question que des migrants.

Les Etats européens se sont accordés sur un ignoble consensus sur comment et où refouler les migrants, dans quel type de camp les enfermer, comment accélérer les expulsions (7)... C'est d'ailleurs Macron qui, le premier, avait proposé dès juillet 2017 la création de « hotspots » (en réalité des camps de rétention) en Libye, au Maroc, en Tunisie, qui ont pour le moment été refusés.

(7) Des camps de rétention existent dans tous les pays de l'Union européenne. En France, ils ont été créés par la loi du 29 octobre 1981, sous une majorité d'Union de la gauche. En France, environ 45 000 personnes passent chaque année par ces camps.

C'est la même logique que les mesures prises depuis des années par l'Union européenne, celle de l'externalisation de ses frontières en Afrique, en Turquie, afin d'empêcher les réfugiés d'arriver jusqu'en Europe.

En mai 2016, un accord a été signé avec la Turquie — en échange de 6 milliards d'euros — afin que celle-ci retienne les migrants sur son sol et qu'on puisse lui renvoyer ceux qui arrivent en Grèce.

L'accord Merkel-Erdogan prévoyait trois milliards dès l'accord signé, puis trois autres milliards devaient être versés au fur et à mesure pour assurer le respect de cet accord. Or la Turquie, qui a été considérée comme un modèle par le Fonds monétaire international, se trouve face à une crise financière majeure provoquée par les crédits internationaux en dollars.

Dans le cadre du « processus de Khartoum » (concernant les pays de la Corne de l'Afrique), l'UE finance la création et la gestion des camps pour migrants dans les pays d'origine et de transit. Des accords sont déjà passés avec la Libye aux mains des milices, avec le Niger, la Mauritanie...

Dès 1997, l'UE s'est inventée un ennemi : « *l'espace de liberté, de sécurité et de justice* » — espace Schengen — était destiné à apporter « *un degré de sécurité élevé* » contre le « *crime organisé, le terrorisme et l'immigration irrégulière* ». L'immigration sur le même plan que le terrorisme ! Tous les ingrédients dont se servent sur de multiples registres les forces réactionnaires, de Macron à Orban, le chef du gouvernement hongrois, étaient sur la table.

Mais cela n'empêche pas des contradictions majeures. Le règlement de Dublin, qui va de pair avec la mise en place de l'espace Schengen, prévoit que le pays de l'Union européenne où entre le réfugié doit traiter sa demande, autrement dit doit supporter le financement de l'accueil et de son éventuelle expulsion ou intégration. Mais les gouvernements italiens et grecs ont laissé passer des réfugiés vers l'Europe du Nord sans enregistrer leurs demandes d'asile. A partir de 2015, chaque pays s'est mis à tenir compte uniquement de ses propres intérêts. 700 000 réfugiés ont été accueillis en Italie, et les « hotspots » ont transformé la Grèce en archipel de camps. Un accord pour la « relocalisation » de 160 000 réfugiés dans les différents pays n'a pas été respecté.

Et en plus, la France a bloqué sa frontière avec l'Italie, la Belgique a bloqué sa frontière avec la France pour ne pas récupérer les migrants de Calais... L'accord de Schengen est en lambeaux.

Tout est fait par l'UE et les gouvernements, quels qu'ils soient, pour pousser à un climat de criminalisation des « indésirables », alimentant ainsi le racisme et la xénophobie.

Et en même temps, les déréglementations successives cadrées par les directives européennes (la plus connue étant celle sur les travailleurs détachés) permettent la destruction des emplois et une pression à la baisse des salaires et des droits du travail au nom de l'attractivité nécessaire pour créer des emplois. Mesure après mesure qui se heurtent à la résistance d'une classe ouvrière organisée, toutes vont dans le même sens.

Les agences d'intérim basées à l'Est organisent massivement, grâce à la directive sur le détachement, des transferts de main-d'œuvre à coût réduit.

La main-d'œuvre immigrée, légale ou non, d'origine de l'Union européenne ou non, est très largement utilisée pour faire pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail.

Par exemple, en Allemagne qui fait beaucoup appel à la main-d'œuvre immigrée venue des pays de l'Est de l'Europe, des « contrats de service » permettent aux entreprises d'utiliser des travailleurs sans les embaucher directement : ils sont embauchés comme « prestataires de service ».

La « générosité » de Merkel en 2015 s'explique par la demande du patronat lui-même, l'Allemagne étant aussi confrontée à un problème de démographie : « *Nous sommes depuis longtemps un pays d'immigration et nous devons le rester* », avait déclaré Ulrich Grillo, président de la fédération allemande de l'industrie. « *En tant que pays prospère et aussi par amour chrétien de son prochain, notre pays devrait se permettre d'accueillir davantage de réfugiés* » (cité par *L'Express*, 23 décembre 2014). « L'amour chrétien »



du patronat se concentre sur les possibilités de faire baisser les salaires, dans la suite des mesures Schröder de l'Agenda 2010... En Allemagne, dans l'industrie de la viande, le salaire horaire a pu ainsi baisser à 5 euros.

Des secteurs entiers, comme l'agriculture, le bâtiment et la logistique utilisent massivement la main-d'œuvre immigrée. En Italie ou en Espagne, le ramassage des tomates ou des fraises est payé de 3 à 5 euros l'heure.

La libre circulation des capitaux permet aussi la délocalisation des industries de sous-traitance vers les Etats de l'Union européenne où les salaires sont les plus bas : en Pologne, en Tchéquie et en Hongrie, les salaires sont repassés sous la barre des 30 % par rapport à l'Allemagne.

Gouvernements et patronat se servent de la main-d'œuvre immigrée comme d'un catalyseur pour justifier toutes les contre-réformes qui visent à faire sauter toutes les garanties conquises depuis la guerre au nom de l'emploi et de la compétitivité...

A l'approche des élections européennes, Macron mène campagne pour opposer « son Europe » à celle d'Orban, le chef du gouvernement hongrois, et de Salvini et du gouvernement italien, et aux « populistes » en général.

Mais ni lui ni d'autres ne peuvent effacer les véritables raisons de la défaite des partis qui depuis des décennies soutiennent « son Europe » : le rejet des politiques d'austérité et de dumping social, menées coûte que coûte, et la résistance de la classe ouvrière.

La débâcle de Renzi et du parti démocrate issu de la reconversion de la « gauche », PCI et PSI, l'effondrement du PS et du PCF, la débâcle du parti social-démocrate initiateur de l'Agenda 2010 de Schröder et engagé dans la « grande coalition » n'ont pas d'autre cause.

L'Union européenne fait eau de toute part et la politique à l'égard des migrants ne fait qu'approfondir sa crise. Une vague de fond qui ne peut manquer de s'exprimer sur le terrain de la lutte de classe pour porter un coup d'arrêt au démantèlement des conquêtes se prépare.

## **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

La tragédie vécue par les migrants, les traitements barbares qu'ils subissent, les emprisonnements massifs, le racisme et la xénophobie du fait des mesures prises par les gouvernements impérialistes, de Trump à ceux de l'Union européenne, ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'ingérence impérialiste, sans le respect de la souveraineté des peuples et des nations. L'impérialisme a poussé à son paroxysme cette surexploitation des travailleurs. La survie du système capitaliste exige la destruction de tout ce qui est norme, droit du travail, système de retraites, sécurité sociale. Le premier avantage pour le capital de cette « armée industrielle de réserve », c'est de la faire travailler dans des conditions qui échappent à toute réglementation. L'autre avantage, c'est de diviser les travailleurs entre ceux qui ont des droits et ceux qui n'en ont pas.

La solution réside dans la lutte commune des travailleurs, « migrants » ou pas, contre la guerre, le pillage, l'exploitation capitaliste. Ils ont en commun d'être exploités par le capital, ils ont en commun une même classe : la classe ouvrière.

Léon Trotsky précise : « *Marx a prédit que, pour sortir de la catastrophe économique où doit conduire inévitablement le développement du capitalisme — et cette catastrophe est devant nos yeux —, il ne peut y avoir d'autre issue que la socialisation des moyens de production* » (8).

Le capital a imposé sa libre circulation et la déréglementation. Il veut continuer à « librement » piller les richesses des peuples, à « librement » faire circuler ses représentants, à « librement » s'ingérer dans les affaires de ces pays. Les gouvernements impérialistes y implantent toujours plus de bases militaires et interviennent de plus en plus militairement, officiellement ou officieusement.

Et ceux qui, par millions, doivent fuir pour survivre trouvent murs, barbelés, emprisonnement, subissent les pires traitements, quand ils ne trouvent pas la mort. Et quand ils arrivent à passer, ils sont exploités dans les pires conditions.

---

(8) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, Ed. Selio, page 35.

Nous reprenons la simple exigence d'égalité des droits des travailleurs migrants et des nationaux dans tous les domaines : droits de grève, d'organisation, de protection sociale, d'accès à l'enseignement pour leurs enfants. À travail égal, salaire égal !

Cette exigence va de pair avec l'abrogation de toutes les lois anti-immigrés, telle la loi Macron-Collomb de juillet 2018 en France, qui double le temps de rétention en le portant à 90 jours (9).

Elle va de pair avec celle du droit des peuples à disposer de leurs propres richesses et de leurs terres, pour leur propre bénéfice.

Elle va de pair avec le combat pour le maintien de tous les acquis et conquêtes, de la sécurité sociale au droit du travail en passant par les retraites, que les gouvernements veulent démanteler en utilisant notamment l'opposition entre travailleurs nationaux et immigrés.

C'est ainsi que nous reprenons dans la pratique les termes du *Manifeste communiste* :

« Les communistes (...), dans les différentes luttes nationales des prolétaires, mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. D'autre part, dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité. »

C'est ainsi que nous aidons à préparer les vagues de luttes de classe qui poseront la question de la libération des peuples du carcan de la politique du capital financier et de ses institutions, FMI et Union européenne.

C'est ainsi que, sur ce terrain, nous contribuons aux débats nécessaires pour la reconstruction d'une authentique représentation politique de la classe ouvrière, travaillant à rassembler la classe ouvrière comme classe, dans l'unité de ses organisations de classe, face au capital financier et aux gouvernements qui le représentent à l'échelle de chaque pays.

---

(9) La loi « Asile et Immigration » adoptée à l'Assemblée nationale le 26 juillet 2018, allonge la durée de rétention administrative jusqu'à 90 jours, y compris pour les familles accompagnées d'enfants mineurs.

## L'émigration du Mexique et d'Amérique centrale vers les Etats-Unis (\*)

Il y a eu un processus constant d'émigration vers les Etats-Unis à partir de la Deuxième Guerre mondiale. Mais dans la décennie 1990 et une grande partie des années 2000, nous avons assisté à un boom du nombre de Mexicains (avec ou sans papiers) entrant aux Etats-Unis.

### Les traités de libre-échange et l'émigration

La crise économique de 1994, qui engendre au Mexique une chute brutale de sa monnaie, la signature du Traité de libre-échange nord-américain (ALENA) et son application à partir de cette même année vont également engendrer une croissance de l'émigration qui se prolonge jusqu'en 2007 au moins. Le nombre de Mexicains résidant aux Etats-Unis atteint le chiffre record de près de 12 millions, dont un peu moins de la moitié sont des travailleurs « illégaux », c'est-à-dire des sans-papiers. De 2001 à 2007, le nombre de Mexicains aux Etats-Unis est passé de 9,4 à 11,9 millions.

L'ALENA a provoqué la destruction de la faible industrie nationale à peine naissante, la ruine de secteurs entiers de la paysannerie pauvre et moyenne, poussant des générations de jeunes vers l'émigration et les activités de délinquance.

La crise économique mondiale qui commence à la fin de 2007 va freiner l'émigration, du fait du manque d'emplois aux Etats-Unis (en particulier dans le secteur du bâtiment, où se concentre l'émigration mexicaine et centroaméricaine). A partir de 2007, pour la première fois, on constate que le nombre d'émigrés qui retournent au Mexique est supérieur à ceux qui entrent aux Etats-Unis. Même dans ce cas, les flux migratoires restent élevés (1).

L'émigration de travailleurs d'Amérique centrale vers les Etats-Unis n'a pas cessé de croître depuis le début de ce siècle, concentrée à 90 % dans les trois pays du triangle dit du nord de l'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Salvador). Cette émigration qui transite par le Mexique est provoquée par le Traité de libre-échange des pays d'Amérique centrale avec les Etats-Unis (ALEAC) (2) et par la chute des prix internationaux des matières premières — en ce cas particulier, le café.

Ces émigrants, qui représentaient 12 % des 1 050 000 sans-papiers aux Etats-Unis en 2000, sont 1 700 000 (15,4 %) en 2014, soit une augmentation de près de 70 % en à peine 14 années. Cela s'explique par le développement d'une pauvreté encore plus profonde et d'une plus grande violence que celles qui existent au Mexique.

### La machine de "déportation" nord-américaine

Contre cette vague d'émigration, à partir du gouvernement Clinton (1993-2001), mais surtout à partir de Bush (2001-2009) et dans les quatre premières années de la présidence Obama, l'impérialisme va durcir sa politique anti-immigrants.

Avant ces gouvernements, la politique migratoire prédominante était celle de la « déportation informelle » réalisée dans la zone frontalière Mexique-Etats-Unis. On arrêtait les sans-papiers et on les expulsait sans autre conséquence administrative ou pénale.

(\*) Contribution rédigée pour ce dossier par des camarades de la section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale.

(1) Avec l'ALENA, c'est rapidement devenu une émigration, traquée tout au long de voyages de milliers de kilomètres par les Maras, les cartels de la drogue, les prétendus passeurs, vers l'exploitation sauvage, le semi-esclavage, la prostitution, le chantage permanent à la « déportation » vers leur pays d'origine, c'est-à-dire les reconductions à la frontière.

(2) Accord de libre-échange d'Amérique centrale imposé par les Etats-Unis au Costa Rica, à la République dominicaine, au Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua.

Avec Bush, la politique de déportation change. La « déportation informelle » décroît, alors qu'augmentent les reconductions après des procès administratifs ou judiciaires assortis de peines de prison pour les récidivistes, ce qui fait croître le nombre d'emprisonnements loin de la zone frontalière.

La politique anti-immigrants s'est réorganisée autour de trois axes :

a. La constitution de tribunaux de l'émigration avec 330 juges qui relèvent du pouvoir exécutif, c'est-à-dire que c'est autour du pouvoir exécutif que se centralise la lutte contre les immigrants.

b. Le programme « *Communautés de sécurité* », qui signifie que les agents de la Migra (c'est sous ce nom très répandu que l'on connaît la police de la frontière mexicaine aux États-Unis) peuvent entrer dans les communautés, dans les maisons où habitent les sans-papiers.

c. Le programme « *Gestion des reconductions et ses conséquences* », qui fonctionne depuis 2005 et qui a permis de réduire les tentatives de retour des « reconduits » vers les États-Unis. Ainsi, alors qu'en 2005 il y a eu 470 000 tentatives de retour des reconduits vers les États-Unis, ce chiffre a été réduit à 95 000 tentatives en 2015.

En termes généraux, les données du département de la Sécurité intérieure (DHS, *Department of Homeland Security* – créé en 2002 au lendemain du 11 septembre 2001) du 6 avril 2018 indiquent qu'au cours de l'année fiscale 2008, il y a eu 1 800 000 reconduits, et 446 000 au cours de l'exercice 2016. Des données tout simplement monstrueuses de la politique anti-immigrants des gouvernements républicains et démocrates.

Analystes et journalistes indiquent à juste titre que les gouvernements Clinton, Bush et Obama ont constitué une véritable machine de « déportation » d'immigrants.

La baisse du nombre de résidents sans-papiers mexicains que nous avons indiquée plus haut, ainsi que du nombre de reconduits au cours de cette période depuis l'exercice 2007 au moment actuel, s'explique à partir de différents facteurs : la crise 2007-2009, qui a fait disparaître des possibilités d'emploi, en particulier dans le secteur du bâtiment dans lequel travaillent les immigrés mexicains (hommes) ; l'aggravation de la politique anti-immigrants déjà signalée, qui a accru le nombre de procès administratifs et judiciaires, assortis de peines de prison pour les récidivistes, et l'augmentation du nombre des emprisonnements loin de la zone frontalière.

Il faut indiquer que les émigrants des trois pays du triangle nord de l'Amérique centrale, au cours de leur émigration, affrontent non seulement les rafles des patrouilles de la frontière américaine, mais également le contrôle des polices et de l'armée mexicaines. Les gouvernements de Felipe Calderón (PAN) en 2006-2012 et de Peña Nieto (PRI) en 2012-2018 ont étroitement collaboré avec l'impérialisme dans le cadre de l'initiative dite de Mérida, qui constitue dans les faits un deuxième « mur » à travers le contrôle policier exercé tout le long des routes pour arrêter le passage des émigrants.

Ces obstacles n'ont pas arrêté l'émigration. La décomposition du régime mexicain du PRI s'exprime également dans le développement du commerce des trafiquants de sans-papiers. Il faut ajouter que ceux qui voyagent dans les trains de marchandises de la frontière sud au nord (connus sous le nom de « la bête ») trouvent dans le « petit peuple » des soutiens à leurs voyages. Et enfin, le besoin de fuir la situation d'extrême violence de ces pays est l'élément le plus puissant qui pousse les émigrants d'Amérique centrale à entreprendre le long voyage vers les États-Unis à travers le Mexique.

## **La politique de Trump : le mur, la renégociation de l'ALENA...**

Trump continue de faire fonctionner la machine à **expulser** des immigrants, et en même temps accentue brutalement la pression sur le Mexique et l'Amérique centrale.

Il prend des mesures qui menacent de bien plus larges couches d'émigrés (à l'« intérieur » des États-Unis) déjà installées depuis longtemps dans ce pays. En même temps, il se heurte à la résistance sociale et à la crise du système politique de l'impérialisme américain, ce qui rend plus difficile de mener à bien ses initiatives, quand elles ne sont pas tout simplement rejetées.

Durant sa campagne électorale pour la présidence, Trump avait fait de la construction du mur à la frontière avec le Mexique (les précédents gouvernements, depuis Clinton

jusqu'à Obama, en avaient construit 1 000 km sur les 3 000 qui séparent le Mexique des Etats-Unis) un mot d'ordre d'agitation pour se donner une base électorale, en indiquant en même temps qu'il était nécessaire de « *déporter tous les étrangers délinquants et d'en finir avec l'immigration illégale* ».

C'est ainsi qu'avec son décret n° 13 768, il a rétabli le programme des « *Communautés de sécurité* », qui avait été suspendu en 2014, et qu'en 2017 il a également annulé des programmes comme le DACA (*Deferred Action for Childhood Arrivals*, Action différée pour les arrivées d'enfance), qui protégeait les sans-papiers arrivés enfants ou adolescents aux Etats-Unis, ces fameux « *dreamers* » qui entreprennent une large mobilisation lorsque Trump déclara en avril 2018 que ce programme DACA était mort et enterré.

Le programme DAPA (*Deferred Action for Parents of Americans*, Action différée pour les parents d'Américains), créé par le gouvernement Obama pour éviter que soient expulsés les parents dont les enfants mineurs sont nés aux Etats-Unis ou qui y ont eu une résidence légale, fut suspendu en juin 2007 et finalement supprimé par Trump de manière définitive.

(*Sur l'ALENA et la signature d'un nouvel accord, on peut se reporter à l'article « Les gouvernements de Trump et de Peña Nieto signent la renégociation du Traité de libre-échange », pages 34-36.*)

Indiquons deux éléments : l'exigence des Etats-Unis est que le Mexique ne serait autorisé à exporter des produits agricoles que lorsque le rendement de ces mêmes produits serait insuffisant aux Etats-Unis. Ensuite, l'exigence (non écrite) de faire du Mexique le « troisième pays en sécurité », c'est-à-dire que sur ce pays retomberait la responsabilité de donner asile aux demandeurs centro-américains repoussés par la patrouille frontalière, la Mígra. Le mur policier contre les émigrés d'Amérique centrale, construit tout au long des routes par les gouvernements du PRI et du PAN, ne suffit plus. Et enfin, la question des composants dans l'industrie automobile : Trump exige que 50 % des composants soient produits aux Etats-Unis.

Nous nous retrouvons donc devant la menace d'un chômage en augmentation — c'est-à-dire devant de nouvelles vagues d'émigration dans des conditions encore plus brutales à la frontière —, d'une croissance encore plus grande de l'« économie informelle », de plus de violence et de délinquance.

## **La tolérance zéro : des enfants séparés de leurs parents, des enfants dans des cages**

Au mois d'avril, le procureur général a indiqué que l'objectif de la politique de tolérance zéro décrétée par Trump était de faire passer en jugement la totalité des immigrants entrant de manière illégale aux Etats-Unis.

Dans le cadre de cette orientation, le gouvernement a décidé d'emprisonner les familles émigrantes clandestines en séparant les enfants de leurs parents ou des adultes qui les accompagnent. Le chiffre de plus de 4 000 mineurs séparés de leurs parents a été évoqué. C'est ainsi que nous sont parvenues des images d'enfants en cage et des informations sur les enfants séparés de leurs parents et envoyés en différents lieux des Etats-Unis. Un nouveau scandale et une nouvelle crise du gouvernement Trump, qui ne peut mener jusqu'au bout ses décrets. Les enfants sont utilisés pour terroriser la masse des travailleurs qui cherchent une issue à la misérable situation qu'ils subissent dans leur pays.

Les menaces sont graves : elles peuvent maintenant concerner de nombreux émigrés qui ont même une résidence légale aux Etats-Unis. En même temps se développe une pression croissante sur les « Etats sanctuaires ». C'est le cas de la Californie, l'Etat sanctuaire le plus grand des Etats-Unis, qui héberge une émigration de 2,3 millions de sans-papiers.

Cependant, mener jusqu'au bout la « tolérance zéro », l'expulsion de tous les sans-papiers (11 millions), est une tâche impossible. Au fur et à mesure que se développera cette orientation, elle suscitera une réaction sociale d'autant plus grande aux Etats-Unis. Les mobilisations qui ont eu lieu en faveur de la défense des émigrés et dernièrement sur la question de la séparation des familles vont être dépassées par de plus grandes actions qui contribueront au développement de la lutte des classes qui aujourd'hui commence à se frayer un chemin aux Etats-Unis.

En même temps, la politique de « tolérance zéro » va faire croître les contradictions dans des secteurs du capital qui exploitent la main-d'œuvre bon marché des travailleurs sans-papiers.

Dans le cas du Mexique, le gouvernement élu de López Obrador se propose d'impulser un accord avec les gouvernements d'Amérique centrale afin d'encourager le développement économique et de répondre de cette manière au besoin de la population d'émigrer vers les Etats-Unis. Cela, bien évidemment, exige une politique de rupture avec la politique de pillage impérialiste, de rupture avec les traités de « libre-échange ».

## Les immigrants font partie de la classe laborieuse

Les immigrants, avec ou sans papiers, sont une partie de la classe laborieuse du pays dans lequel ils travaillent et résident. Les organisations syndicales et politiques de classe et/ou anti-impérialistes ont la responsabilité de prendre en charge la défense des droits des immigrants, leur droit au logement, leur droit à s'organiser avec les autres travailleurs et à avoir les mêmes salaires et prestations.

[Note : Les références statistiques et de programmes sur l'émigration sont tirées de l'étude réalisée par Pedro Enrique Armendares, sous le patronage de l'Institut Belisario Domínguez du Sénat de la République (Mexico).]

# Etats-Unis : suppression de l'agence pour le contrôle de l'immigration Un mouvement de masse

**L**E 30 juin dernier, des manifestations contre les mesures prises par Trump contre les immigrés au nom de la « tolérance zéro » ont eu lieu dans 700 villes des Etats-Unis, rassemblant plusieurs centaines de milliers de personnes. Trump veut faire passer en procès, condamner et expulser tous les immigrés sans papiers et n'a pas hésité à ordonner la séparation des enfants de leur famille, ce qui a suscité une vague d'indignation dans tout le pays.

L'un des principaux mots d'ordre était la suppression de l'ICE (*Immigration and Customs Enforcement*), agence chargée d'arrêter, de placer en détention et de déporter les immigrants.

De nombreux journaux ont souligné que le mot d'ordre « *Abolish ICE* » avait gagné un grand écho en réaction à la politique brutale de l'administration Trump à l'égard des migrants.

Ce débat traverse le Parti démocrate.

Si N. Pelosi, leader du parti à la Chambre des représentants, se prononce pour une « *refonte de l'ICE* », A. Ocasio-Cortez, qui a gagné les élections primaires à New York et se réclame du courant de Sanders (1), a déclaré : « *Il est temps de supprimer l'ICE* », exprimant une position qui gagne du terrain.

---

(1) Le sénateur Sanders, qui se réclame du socialisme, a adhéré au Parti démocrate pour se présenter aux primaires de la présidentielle de 2016. Il a depuis lancé un mouvement, « Notre révolution » (*Our Revolution*), qui rencontre un large écho dans la jeunesse et dans les syndicats.

# Migrants : les vautours

## “L’industrie de l’aide”

**S**ELON un expert parlant des camps de réfugiés, « *c’est aujourd’hui un énorme secteur. Certains l’appellent “l’industrie de l’aide”. Nous savons que cela représente au moins 25 milliards d’euros par an. Evidemment, d’un point de vue commercial, il y a de l’argent à faire, et, pour cette industrie, une nouvelle efficacité à prouver* » (1). D’ores et déjà, d’importantes multinationales sont sur le créneau.

### Pour l’industrie d’armement, un débouché supplémentaire

L’équipement de Frontex (2), l’agence européenne, a nécessité des hélicoptères, des drones, des navires militaires et autres détecteurs de battements cardiaques. En quatorze ans, les Etats membres de l’Union européenne ont dépensé 11 milliards d’euros pour expulser des sans-papiers et au moins 2 milliards pour renforcer leurs 14 000 kilomètres de frontières extérieures. L’accueil, l’hébergement, la détention et l’expulsion des étrangers sont de plus en plus délégués à des entreprises privées.

Les Etats-Unis dépensent 18 milliards de dollars par an, essentiellement concentrés sur la surveillance de la frontière avec le Mexique, qui emploie 20 000 agents de sécurité, soit un tous les 150 mètres. Obama a développé le programme de surveillance par drones. 80 % des centres de détention aux Etats-Unis sont privatisés, le processus est très engagé en Grande-Bretagne. En Italie, des contrats portant sur la gestion des centres d’identification et d’expulsion, ainsi que sur les services liés à la prise en charge des détenus (restauration, hébergement, entretien, etc.), sont attribués par appels d’offres à des entreprises privées ou à des « coopératives sociales », le principal critère étant le moindre coût. En France, le groupe Bouygues a participé à la construction ou à l’extension de près d’une quinzaine de centres de rétention administrative (CRA) dans le cadre de partenariats « public-privé » (PPP).

### La gestion des camps privatisée

La gestion des camps de réfugiés est de plus en plus privatisée, et les multinationales y sont en bonne place.

Depuis 2010, la Fondation Ikea a mis en place une « entreprise à responsabilité sociale » : Better Shelter (« *un meilleur abri* »). Elle a signé avec l’Agence des Nations Unies pour les réfugiés (le HCR) un contrat portant sur trente mille tentes pour un montant de près de 35 millions d’euros, utilisées en Ethiopie, en Irak, au Soudan du Sud ou encore au Kenya. Selon son directeur, « *pour moi, ce n’est pas “faire du profit” ou “faire de l’humanitaire”, mais plutôt : faire du profit d’un côté, et en même temps du développement (...)* ». L’entreprise de « sécurité » G4S, cotée à Londres, qui compte 600 000 employés dans le monde, a remporté une large part du marché de la surveillance des camps... et de leurs occupants (3).

Des systèmes de sécurité biométrique sont en train d’être développés, à grand renfort de crédits : utilisés pour le paiement de l’achat de fournitures, ils permettent aussi de ficher les réfugiés. On trouve aussi des entreprises comme UPS pour la logistique, Google pour la scolarisation...

Selon le bulletin *ONU Info* (19 juin 2018), « *toutefois, il y a des raisons d’espérer* », notant que quatorze pays appliquent déjà des dispositifs « innovants », notamment avec le secteur privé, avant « *l’adoption attendue d’un Pacte mondial sur les réfugiés lors de la prochaine Assemblée générale des Nations Unies en septembre* ». Quelle honte !

(1) Ben Parker, ancien directeur du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (Unocha) en Syrie et en Afrique de l’Est, cité par *Le Monde diplomatique* (mai 2017).

(2) Agence européenne de surveillance des frontières.

(3) Le gouvernement britannique vient de retirer au groupe G4S la gestion de la prison de Birmingham et de la « renationaliser », les conditions étant tellement épouvantables.

# ONG : le business humanitaire

**L'**IMMENSE majorité des ONG ne sont « non gouvernementales » que de nom : elles sont pour l'essentiel financées par les gouvernements, les institutions internationales (dont ECHO — *European Commission Humanitarian Office* —, l'USAID — *United States Agency for International Development* — notamment) et des fondations de multinationales.

## Division du travail

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) elle-même, « *L'Organisation coopère étroitement avec les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales concernées par les questions de migration (...). Plus de 50 ONG ont actuellement le statut d'observateur auprès de l'Organisation (...). L'OIM et les ONG soit coopèrent sur un pied d'égalité, soit complètent leur action respective.* »

Toujours selon l'OIM, les ONG interviennent en tant que fournisseurs de services, parmi lesquels : l'aide au retour aux migrants en situation irrégulière et à d'autres migrants, tels que les demandeurs d'asile déboutés, l'organisation de l'évacuation sûre et en bon ordre ou le retour de populations déplacées, la promotion de la migration régulière de main-d'œuvre, la lutte contre la migration irrégulière, la stimulation du développement économique et social des pays d'origine, la fourniture de services directs aux migrants et la défense de leur cause... Une division du travail est instituée, et, évidemment, il y a des crédits à la clé.

Il en est de même avec l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (le HCR), financée à 40 % par les Etats-Unis : « *En créant une logique de financement par appels d'offres, par définitions et quantifications permanentes des besoins, les Etats, et principalement les Etats-Unis, ont obligé l'Organisation à fonctionner comme une entreprise, avec ses services de marketing, de "redevabilité" et d'évaluation, avec un budget pérenne. Les grandes ONG, comme Care ou le Norwegian Refugee Council, fonctionnent sur le même modèle. On peut dans ces cas-là parler d'entreprises humanitaires* » (1).

## Méditerranée : que se passe-t-il ?

De plus en plus de navires affrétés par des ONG — ce qui demande de grands moyens financiers — patrouillent en permanence afin de recueillir les migrants.

La noyade de milliers de migrants a, à juste raison, indigné l'opinion publique. Là encore, une forme de division du travail est en train de s'instituer — non sans contradictions —, les différents Etats se renvoyant la balle quant à l'accueil de quelques dizaines ou centaines de migrants... Selon les informations données par la presse, les gardes-côtes italiens, prévenus à l'avance par les passeurs basés en Libye, travaillent de concert avec les ONG...

## L'accueil des réfugiés en Grèce

Depuis mars 2016, la Commission européenne a été autorisée à distribuer les fonds directement aux ONG sans que le gouvernement grec n'exerce aucun contrôle.

En septembre 2016, 170 ONG intervenaient sur place. Le maire de Lesbos déclarait :

« *Beaucoup d'ONG sont venues sans prendre la peine de s'enregistrer, sans chercher à coopérer avec notre municipalité. Elles suscitent le doute et la méfiance parmi les résidents de Lesbos. Je dirais que leur présence est plus perturbatrice qu'utile* » (1).

En particulier, la distribution des soins médicaux a ainsi été déléguée aux ONG qui bénéficient des financements. L'Union des médecins du secteur public de Lesbos a exprimé ses désaccords dans un communiqué de presse paru le 14 février 2017 : « *L'affectation des soins de santé primaires et la gestion des réfugiés aux ONG — par l'UE et le gouvernement — ont en fait favorisé uniquement les ONG qui ont été financées de manière prioritaire. Elles n'ont malheureusement pas réussi à assurer la sécurité des réfugiés.* »

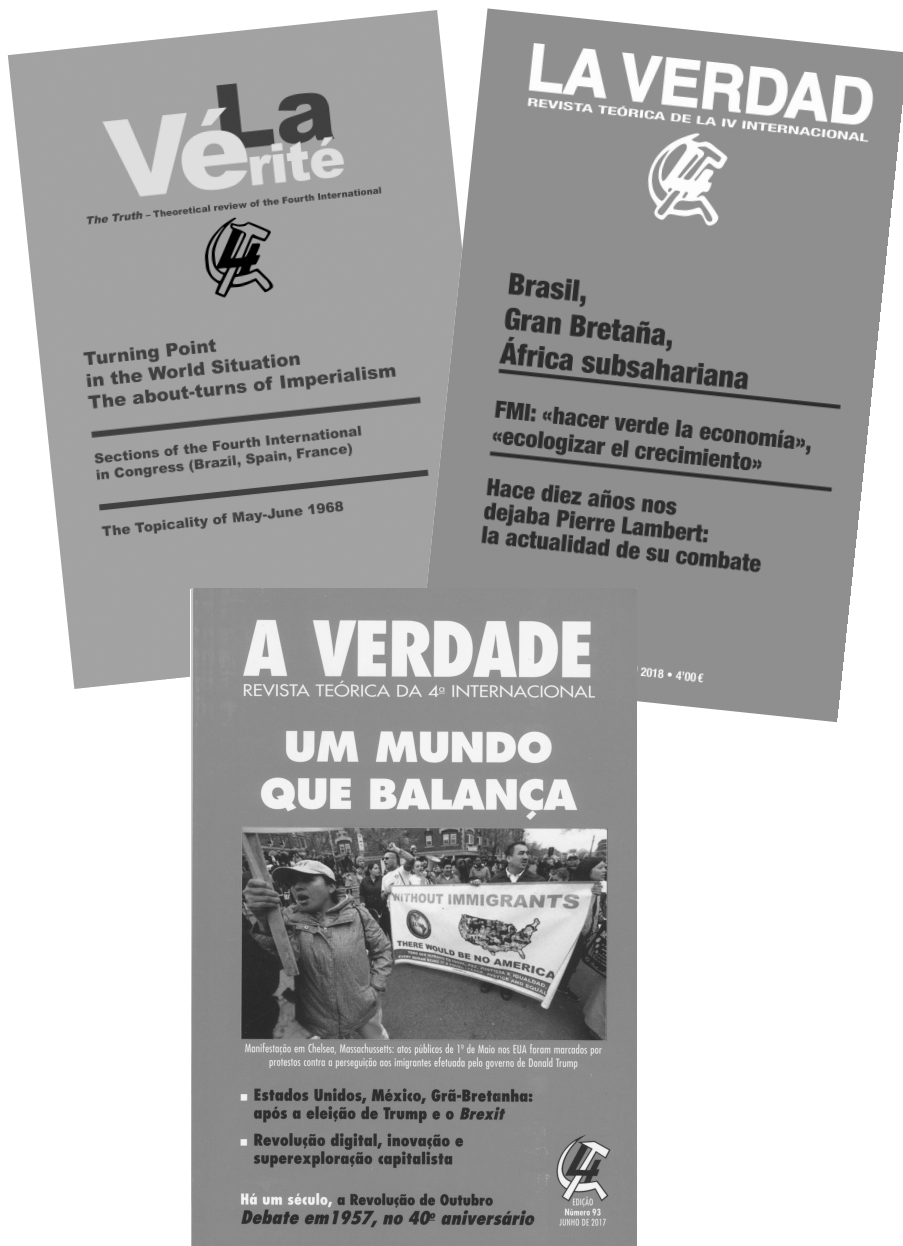
Le business humanitaire va bon train, et les destructions des services publics aussi.

(1) Informations publiées par *Le Monde diplomatique*, mai 2017.





Le numéro spécial des *Documents de La Vérité* (août 2016) « *La IV<sup>e</sup> Internationale et la question palestinienne* » est toujours disponible (prix : 5 euros).



Couvertures des derniers numéros de *La Vérité* en anglais, espagnol et portugais.

**Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France**

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**Directeur de la publication** : Marc Gauquelin

